T. XXXVII. N° 2. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 15 Avril 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Deux entretiens avec le maréchal Foch

I

— Monsieur le Maréchal, je viens vous rappeler votre promesse...

— Laquelle donc?

— C'est vrai, vous avez tant à faire ! Vous êtes bien excusable d'avoir oublié notre dernier entretien (1). Mais moi, j'ai les meilleures raisons du monde pour m'en souvenir : il s'agissait de votre nomination au commandement de l'École supérieure de guerre.

— Ah ! oui, l'histoire du frère jésuite et du « je m'en f... » de Clemenceau... (2).

(1) M. Charles Le Goffic qui avait eu de fréquents entretiens avec le maréchal Foch avait publié plusieurs d'entre eux dans *le Petit Parisien*. Ceux-ci, qu'il avait notés dans ses carnets, sont restés inédits.

(2) Voici cette « histoire » qui fit à l'époque le tour de la presse et que reproduisent encore — innocemment — la plupart des biographes du maréchal :

« M. Clemenceau, disent les *Annales*, avait à pourvoir notre grande École militaire d'un directeur. Mais qui choisir? Le ministre était perplexe. Beaucoup

— Justement. Vous m'aviez fait espérer que, quelque jour où vous seriez de loisir, vous me conteriez la manière véritable dont les choses s'étaient passées.

— Eh bien, dit le maréchal, prenez un siège, comme Cinna, puis bourrez votre pipe, car nous en avons pour vingt bonnes minutes, davantage peut-être... Ça y est? Oui? En ce cas, allons-y !...

* * *

Cette fois (28 janvier 1922), la conversation se tient au numéro 8 du boulevard des Invalides, dans une pièce à peu près nue, sauf une grande table, des sièges et quelques cartes sur les murs : le cabinet militaire du maréchal.

Debout dès sept heures et son courrier personnel expédié, c'est là qu'il se rend chaque matin, et ce sera là, par la suite, quand il ne courra pas les capitales des deux mondes ou ne se reposera pas à Trofeunteuniou, qu'il donnera le plus volontiers audience au commun des visiteurs — même aux candidats à l'Académie française qui viennent solliciter son suffrage. Décor cartésien, pièce abstraite, si l'on peut dire, animée, réchauffée, ennoblie par la présence de l'hôte illustre qui l'emplit de son rayonnement. L'âge, en ces der-

de généraux, sans doute, pouvaient occuper la fonction avec honneur. Mais M. Clemenceau voulait un homme supérieur et surtout un homme tout court. Parmi ceux qui lui furent désignés, il décida de choisir lui-même, en dernier ressort.

« Le tour vint du général Foch de conférer avec le Président, qui retint le général à déjeuner. Pas une minute la conversation ne roula sur l'École de guerre et le général Foch ne savait pas qu'on avait prononcé son nom à ce propos.

« Tout à coup, entre la poire et le fromage, M. Clemenceau dit au général, à brûle-pourpoint :

« J'ai à vous annoncer une bonne nouvelle : Vous êtes nommé directeur de l'École de guerre...

« — Directeur de l'École de guerre? Mais, monsieur le Président, je ne suis pas candidat.

« — C'est possible, mais vous êtes nommé et je sais que vous ferez là d'excellente besogne.

« Le général Foch, un peu abasourdi tout de même, remercia M. Clemenceau, mais un scrupule lui vint :

« Vous ne savez peut-être pas tout de moi, monsieur le Président, dit-il. J'ai un frère qui est jésuite.

« — Votre frère est jésuite, s'écria M. Clemenceau, mais je m'en f..., général..., pardon, monsieur le Directeur, car vous êtes directeur de l'École de guerre ; tous les jésuites n'y feront rien. »

nières années, a comme japonisé son masque si régulier et qui se craquèle de petites rides. Mais à peine s'il a touché la taille, restée souple et droite. Et l'œil garde toute sa vivacité, cet œil bleu pâle qui, aux grandes manœuvres de 1914, frappait déjà le capitaine André Dubarle, moins, précisait-il, par son énergie que par la lumière qui s'en dégage, baignant tout le visage et fondant ce que la projection du maxillaire et la rudesse de la moustache pourraient lui infliger de trop brutal.

— Donc, commence le maréchal, on était en 1908. Vous savez comment le fameux André, quelques années auparavant, avait profité de son installation rue Saint-Dominique pour « nettoyer » l'École de guerre où j'étais professeur. Nettoyage à sec, mais dans le grand style : depuis Bonnal, qui avait succédé comme directeur de l'École au général Langlois, jusqu'à votre serviteur, tous y passèrent — ou presque tous. C'est le même ministre... dispensez-moi de l'épithète... qui devait me faire attendre trois ans mes galons de colonel. Ma carrière semblait fichue, fortement compromise en tout cas, et si j'avais nourri la moindre illusion à cet égard, les camarades se fussent chargés de me l'ôter : « Oh ! toi, me disaient-ils d'un ton goguenard, tu peux en prendre à ton aise avec le régiment, tu peux faire tes Pâques et suivre les processions tant que tu voudras... puisque tu ne passeras jamais colonel. — Et vous autres, leur répliquais-je, croyez-vous décrocher la timbale en faisant des courbettes et en criant : « A bas la calotte? » Bon ! Bon ! Continuez, si le cœur vous en dit. Moi, arrive qui plante : je ne change rien à mes façons. » Et le fait est qu'après avoir marqué le pas un bon temps, je finis tout de même par être nommé colonel.

« La date? 1903. La garnison? Vannes... au fond du Morbihan..., un patelin qui sentait encore la guerre civile, avec toutes sortes de souvenirs mal éteints de la chouannerie, un collège de jésuites fermé par décret, des figures boutonnées, un air de vie repliée, secrète, défiante..., le Vannes des inventaires enfin. M'avait-on expédié là pour m'éprouver, vérifier mon civisme? Le général Millet, sous les ordres de qui j'étais placé, était un protestant. « Complet ! » allez-vous dire. Mais non ! Mais non ! Vous ne connaissez pas Millet, le meilleur, le plus loyal des hommes. Si on avait cru à des froissements, à des heurts entre nous à cause de nos confessions divergentes, si on les avait escomptés peut-être, on fut bien

trompé. Millet n'ignorait rien de mes opinions religieuses, il savait que j'avais un frère jésuite. Mais il savait aussi... Bref, si je suis ici, à cette table, et maréchal de France, c'est à ce protestant sans fanatisme que je le dois ; la voie bloquée, c'est lui qui me l'a rouverte. Et je puis ajouter : si quelqu'un m'a deviné, c'est lui. Il est à l'origine de ma fortune militaire, complétée par Joffre et Clemenceau. Je l'avais eu pour instructeur à l'École de guerre, en 1885, quand il n'était que chef de bataillon ; il m'avait observé, étudié, à Vannes il continua... sur un autre terrain (1). Ses notes, qui firent impression, me valurent les étoiles en 1907. Et il ne s'en tint pas là de ses bienfaits. Millet connaissait intimement Picquart, dont Clemenceau, en prenant la présidence du Conseil, venait de faire un général et un ministre de la Guerre. Le hasard ou le bon Dieu — j'opine pour le bon Dieu — voulut que je suivisse Millet à Orléans, où j'avais été placé à la tête de l'artillerie du 5e corps. Vers cette époque, le commandement de l'École de guerre vint à vaquer. Millet, qui savait mes idées sur cette École, sur le genre d'enseignement que je rêvais d'y instaurer, parla pour moi, sans m'avertir, à Picquart. Et les choses, d'abord, allèrent assez bien.. Millet était plein d'espoir. Cela jusqu'au 14 juillet où, après la revue, il me dit :

« — Hier 13, j'ai déjeuné rue Saint-Dominique. Je voulais savoir de Picquart où en était votre nomination de commandant de l'École de guerre. Picquart m'a répondu : « Désolé, rien à faire. Clemenceau ne veut pas de Foch. — Et pour quelle raison? — Pour toutes les raisons que vous savez aussi bien que moi. » Je ne me suis pas laissé démonter. « C'est tout de même vexant, ai-je répondu à Picquart. Vous avez toujours été d'une prévenance rare à mon endroit, vous m'avez dit vingt fois : « Ce que vous me demanderez est accordé d'avance, » et la première chose que je vous demande, vous me la refusez !... Oui, je sais, Foch est catho-

(1) Le maréchal est revenu plusieurs fois dans ses conversations sur le général Millet auquel il gardait une reconnaissance profonde, un vrai culte : « Nous ne nous sommes jamais perdus de vue, » me disait-il. Promu commandant de corps d'armée, le général Millet avait pris sa retraite en 1908. Il est mort en 1914 au commencement de la guerre. Il était de Versailles. « Ses derniers jours, me disait le maréchal, furent assombris par la perte de son gendre, le capitaine Berthoud, tué à l'ennemi, et de sa fille qui ne survécut pas à son mari et mourut de chagrin et de consomption. Le général Millet était lui-même le fils d'un ancien professeur d'histoire à Saint-Cyr. »

lique, Foch a un frère jésuite. Et après? Je suis bien protestant, moi, et c'est moi qui vous dis : « Prenez-le. C'est l'homme nécessaire à la tête de l'École de guerre. » Picquart... »

Le maréchal, qui n'a pas pris haleine jusqu'alors, qui y est allé d'un trait, comme on dit, s'interrompt à cet endroit de son passionnant exposé. Il réfléchit.

— Ici je ne sais plus ou je ne me rappelle plus très bien ce qui s'est passé entre Picquart et Millet. Quoi qu'il en soit, Millet a continué, parlant à ma personne : « Ne nous frappons pas : rien n'est perdu, à condition d'agir vite. Voilà. Vous allez prendre le train pour Paris et vous vous présenterez demain matin, de ma part, chez Clemenceau, à la présidence du Conseil. Vous lui conterez votre histoire. Il vous saboulera. Vous vous attraperez avec lui. Parfait ! C'est un homme qui déteste les gens qui flanchent. Vous aussi. Vous êtes faits tous les deux pour vous entendre. » Et je suis parti. Je me revois encore, ce matin du 15 juillet 1908, lendemain de fête nationale, dans un Paris ensommeillé, cuvant ses joies patriotiques de la veille. La place Beauvau était déserte. Dans l'antichambre du ministère, des huissiers qui bâillaient et que je dérange, dont l'un finit par me dire entre deux bâillements : « M. le Président ne reçoit pas... D'ailleurs c'est l'heure du Conseil. — Passez-lui tout de même ma carte, » dis-je. L'huissier obtempère en grognant et revient au bout d'une minute, la bouche enfarinée : « M. le Président va vous recevoir. » Le sourire de coin du maroufle aurait dû m'avertir. « Vas-y, mon vieux, semblait-il dire. Tu as voulu voir le Tigre : tu vas être servi. » Et, à peine entré, je trouve en effet un Clemenceau hérissé, presque furieux, qui ne se soulève même pas de son fauteuil et qui me jette :

« — Qu'est-ce que vous venez faire ici? Qui est-ce qui vous a dit de venir me voir?

« — Le général Millet, monsieur le Président.

« — Je ne l'en avais pas chargé.

« — C'est exact. Mais il m'a fait part de vos dispositions à mon égard, des objections que vous souleviez contre ma nomination au commandement de l'École de guerre. Et c'est lui qui a insisté pour que je vienne m'expliquer devant vous.

« — Soit ! Parlez.

« — Avez-vous quelque chose à me reprocher comme soldat, monsieur le Président?

« — Non, vous êtes un officier de valeur, vous avez l'estime de vos chefs. Il ne s'agit pas de cela.

« — De quoi s'agit-il donc? De mes opinions religieuses? Je ne les renie pas. De mon frère le jésuite? C'est un fait.

« — Il ne s'agit pas de votre frère le jésuite, ni de vos croyances personnelles.

« — Alors, alors, monsieur le Président?

« Je n'étais pas homme à me contenter de simples fins de non-recevoir. Je voulais pousser les choses à fond, mais j'avais affaire à un joueur de première force, un véritable acrobate de la discussion. Et quel art de vous glisser entre les doigts ! On croit le tenir? Il prend la tangente, se lance dans une digression, trop opportune pour n'être pas volontaire, sur l'incohérence lamentable de l'esprit public, sur l'ingratitude des syndicats ouvriers...

« — Que diable voulez-vous qu'on fiche dans un pays pareil? On cède à la pression des meneurs, on accorde la puissance syndicale aux ouvriers. Vous voyez comme ils nous en récompensent !... »

« Et, de la question ouvrière, le voilà qui passe à la question européenne, qui m'entraîne dans un tour de valse vertigineux à travers l'Europe : Berlin, Vienne, Belgrade, Bucarest... Je voyais le moment où nous piquions une tête dans le Bosphore... Mais déjà il filait sur la Révolution française, l'invasion, et, y rencontrant Valmy, « l'énigme inexplicable », il me demandait si j'y avais réfléchi, si j'y comprenais quelque chose, etc., etc... Notez que le Conseil des ministres devait s'ouvrir à 9 heures, qu'il était 9 h. 25 et que Clemenceau parlait toujours. Espérait-il me lasser, me faire perdre la voie à ce jeu? Mais, pour l'endurance, la ténacité, je ne crains personne. Et, quand il eut vidé son sac à malices, je le ramenai droit à la question.

« — Enfin, monsieur le Président, en ce qui me concerne, que décidez-vous?

« — Eh bien, voilà. S'il s'agissait d'un commandement de corps d'armée, je vous le donnerais tout de suite. Mais le commandement de l'École supérieure de guerre, c'est autre chose, c'est trop grave. Et d'abord qu'est-ce que vous y enseigneriez?

« — Ce que j'y ai déjà enseigné et qui a fait l'objet de mes deux cours chez Berger-Levrault.

« — Je ne les connais pas.

« — Permettez-moi de vous les envoyer.

« Nous nous quittâmes là-dessus. Je lui envoyai dans la journée mes deux bouquins, comme convenu, je repris le train pour Orléans, — et puis je n'entendis plus parler de rien. Je croyais l'affaire enterrée, quand le 15 septembre suivant, aux grandes manœuvres, le général Picquart, qui y assistait, vint à moi et me dit de but en blanc :

« — A l'École de guerre, général, il faudra faire ceci, faire cela...

« — Comment, à l'École de guerre ! J'y vais donc?

« — Il paraît. Clemenceau a lu vos bouquins. Il ne jure plus que par vous, et vous êtes son homme.

Le 25 septembre suivant, en effet, un communiqué officieux, paru dans *le Temps* et les autres journaux du soir, annonça ma nomination au commandement de l'École de guerre. Seulement, le lendemain, cette nomination n'était pas à l'*Officiel*. Il y avait eu du tirage à la dernière minute, des criailleries, des protestations. Bref, je croyais de nouveau l'affaire enterrée et définitivement cette fois. Une grande semaine passe. Tout à coup, le dimanche 3 octobre, télégramme de Clemenceau m'appelant d'urgence à Paris... Et je me revois, cette fois encore, place Beauvau, entrant au ministère de l'Intérieur sur les talons du ministre des Affaires étrangères, le pauvre Stéphen Pichon, qui, la figure de travers, venait annoncer à son chef que l'Autriche, sans tambour ni trompette, avait occupé (en attendant de l'annexer) la Bosnie-Herzégovine...

« — Ah ! vous voilà, me dit Clemenceau, vous tombez bien !... Enfin liquidons votre affaire... Rien ne va plus. Je voulais vous nommer. Il paraît que c'est impossible. Il y a contre vous un dossier, un dossier... un dossier complet, quoi !

Et il me montre sur la table une chemise bourrée jusqu'à la garde, un dossier monstre en vérité... au moins par les dimensions... et que j'ai su depuis avoir été formé pièce à pièce contre moi par le chef même du cabinet de Picquart. Clemenceau l'ouvre, le compulse.

« — Renseignements des préfets sur le général Foch... Du préfet de l'Aisne : « Officier très distingué, grande

valeur. Républicanisme *mitigé...* » Mitigé... Hum! Vous voyez. Qu'avez-vous à répondre?

« — Rien, monsieur le Président, rien du tout... Ou plutôt si, je demande des précisions, des faits... Y en a-t-il?

« — Attendez, je cherche... Non, il n'y en a pas... des appréciations, pas de faits.

« — Et c'est ce que vous appelez un dossier complet?

« — Eh bien, mettons que c'est un dossier incomplètement complet... Et laissons les rapports de préfets. Il y a des accusations plus graves. Celle-ci, par exemple...

« — Allez, monsieur le Président.

« — Je lis : « Cet officier supérieur, pendant ses années de professorat, a fait à l'École de guerre un vrai cours de métaphysique, — et d'une métaphysique si abstruse qu'il en a rendu idiots un certain nombre de ses élèves. Aussi le général Bonnal lui-même a-t-il demandé son renvoi. »

« — Monsieur le Président, si l'accusation précédente est vraie, je dois être un homme dans le genre de M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir. Ce ne peut être que comme cela que j'ai fait de la métaphysique, car je ne sais pas ce que c'est.

« — Ni moi non plus. D'ailleurs, j'ai lu votre cours, vos deux cours, *la Conduite de la guerre* et l'autre, *les Principes*. C'est parfaitement limpide. Passons... Oh! Oh! voici, par exemple, qui mérite de nous arrêter davantage...

« — Quoi donc? Je tremble...

« — Cet officier, dans ses classements de fin d'année, a toujours favorisé les élèves sortant des établissements congréganistes au détriment des autres. » Suit, comme pièce à l'appui, une liste de dix élèves commençant par le colonel de Grandmaison...

« — Dix noms, monsieur le Président. Et plus de sept cents élèves ont passé par mes mains! Concédez que j'ai une drôle de manière de pratiquer le favoritisme dont pourraient se plaindre à juste titre ceux que je suis censé favoriser... Mais la vérité est que je ne me suis jamais enquis des idées religieuses de mes élèves ni du caractère des établissements dont ils sortaient. Catholiques ou libres penseurs, je les ai classés par ordre de mérite et une seule chose m'a préoccupé : donner à mon pays de bons officiers.

« Il faut croire que la riposte était heureuse — ou, ce qui revient au même, que le fameux dossier « complet » formé

contre moi n'avait pas grande consistance — car, cette fois, les dernières objections, les dernières barricades tombèrent et, le lendemain, ma nomination paraissait à l'*Officiel*. Mais, comme vous voyez, cela n'est pas allé tout seul... Rien ne va jamais tout seul... Et cependant, ici, j'avais affaire à Clemenceau, à l'un des très rares hommes politiques de ce temps capables de placer l'intérêt général au-dessus des misérables questions de parti... Ah ! ces partis...

*
* *

Le maréchal fait un geste de la main, comme pour écarter une vision importune, puis il continue après un silence :

« — Je fus donc nommé commandant de l'École supérieure de guerre le 5 octobre 1908 et je gardai ce poste jusqu'en 1911, époque où je fus appelé à Chaumont au commandement de la 13e division. Je passai l'année suivante à la tête du 8e corps, puis, quelques mois plus tard, du 20e (Nancy). L'ordre de mobilisation m'y trouva. Et tout ceci semble un peu nous éloigner de l'École de guerre. Pas tant que vous croyez. Car c'est au temps où je commandai l'École que je me liai avec le maréchal, alors simple brigadier général Wilson, « sir Henry », comme je l'appelais, — comme je ne puis m'empêcher de l'appeler encore. De toutes les relations que j'ai nouées à l'étranger, il n'en est pas qui me soit demeurée plus chère. J'avais eu l'occasion, en qualité de commandant de l'École, de visiter les établissements similaires de l'armée britannique : j'y rencontrai « sir Henry » et un autre officier supérieur de grand avenir, le général Tounshend, le futur vainqueur de Ctésiphon, le héros en herbe de Chut-el-Amara. Mais c'est avec « sir Henry » que je me sentis le plus en confiance et, de son côté, je crois qu'il m'accorda tout de suite la sienne. Il y avait entre nous comme une harmonie préétablie : on aurait dit que nous nous attendions, tant la sympathie fut spontanée ! Il me rendit ma visite à Nancy, en 1913, aux manœuvres d'automne du 20e corps. Nous étions déjà de vieux amis, il parlait le français comme sa langue maternelle ; depuis, nous ne nous sommes jamais perdus de vue ; nous ne passons jamais une année sans nous voir et, tenez, je l'attends encore demain à déjeuner...

« Oui, conclut le maréchal, dont il me semble qu'à ce

moment l'œil bleu pâle s'embuait légèrement, quand l'École de guerre ne m'aurait valu que cette amitié si précieuse, et pour l'immense bénéfice qu'en a retiré mon pays lui-même à l'heure du danger, je croirais n'avoir pas perdu mon temps avenue de La Motte-Piquet... »

II

Il y aura peut-être quelque décousu dans l'entretien que voici, qui fut très long, qui, commencé à Trofeunteuniou, dans le cabinet du maréchal, se poursuivit toute une bonne heure sous les tilleuls et les ormes de ses avenues. Sa date même est incertaine. Elle doit se placer entre le 25 et le 30 septembre 1924 et probablement le 27. *Le Petit Parisien* m'avait demandé d'aller voir le maréchal au sujet des déclarations de M. Herriot que je rappelle plus loin. Je lui avais écrit le 16 pour lui annoncer ma visite et son objet. Il me répondait avec humour le « 18-8-24 » :

C'est avec grand plaisir que je vous recevrai, si vous me venez. Je m'attends pourtant à repartir pour Paris avant la fin de la semaine. Il me sera difficile de vous dire rien que vous ne sachiez déjà, même sur la vie à la campagne où les arbres grandissent toujours heureusement, affirmant par là une incontestable supériorité sur les hommes du jour...

Je ne voulais pas troubler les préparatifs du maréchal et préférai attendre son retour qui ne tarda guère, car le 25 suivant il m'écrivait de Trofeunteuniou :

Me voilà rentré. Pour combien de jours? — Je suis donc à votre disposition, telle après-midi que vous voudrez. Téléphonez dans la matinée pour plus de sûreté, et croyez, etc...

Deux lettres encore, l'une du 30, la dernière du « 3-9-24 » commençant par ces lignes :

Je vous ai lu avec le plus grand intérêt et j'ai admiré comme vous m'avez bien suivi dans mes divagations.

L'entretien pourtant n'avait pas paru. Il paraît ici pour la première fois. Le maréchal n'avait eu sous les yeux que mon texte manuscrit qu'il m'avait demandé — tout à fait par exception — de lui communiquer avant de le donner au journal. C'est que le maréchal, en vérité, m'avait fait des déclarations assez graves. L'entretien avait roulé tout entier sur la politique du Cartel. Était-ce le lieu, l'heure,

les circonstances, la confiance même que le maréchal voulait bien me témoigner? Sous l'ogive de ces grands arbres de Trofeunteuniou, la majesté du décor, les orgues du vent de mer et l'automne qui rôdait inclinent peut-être au dédain des euphémismes. Jamais, quoi qu'il en soit, le maréchal ne s'était laissé aller à des confidences plus dépouillées sur les hommes et les choses. L'entretien prit un tel tour à certains moments que je ne laissais pas de m'en effrayer un peu. Que se passait-il chez mon hôte? Je le regardai : il était calme, aussi calme, aussi maître de lui que sur le champ de bataille. Nulle amertume apparente. Un ton posé. Et cependant certaines de ses paroles — à la lecture — auraient pu donner l'impression de l'homme excédé, prêt à casser les vitres, tant, lui si réservé d'habitude sur les affaires de l'État, il écartait délibérément les nuances dans les appréciations qu'il en portait. Mais non, c'était le ton de l'historien déjà — ou du juge. Je l'écoutais avec un mélange de surprise, de satisfaction et d'effroi. Parlait-il pour moi seul ou pour une galerie invisible? Le patriote vite alerté, sous le journaliste, mesurait avec inquiétude les responsabilités qu'il assumerait vis-à-vis de son pays en portant à la connaissance du public des déclarations qui pouvaient ameuter toute la clique politicienne, entraîner la démission du maréchal, priver la France de ce flambeau, plus impérieusement nécessaire que jamais à présent que le Cartel était roi et que nous avions perdu, avec M. Poincaré, le dernier factionnaire vigilant qui nous restait sur le Rhin. Avant même que le maréchal me le demandât, j'étais bien décidé — et je le lui dis — à supprimer, j'entends à garder par devers moi, tout ce qui, dans cet entretien, avait un caractère de personnalité trop prononcé. L'intérêt, sinon le pittoresque, y perdrait sans doute, car tel portrait, brossé de main de maître, comme de cet homme d'État « habile à porter au compte des autres ses propres fautes », était un chef-d'œuvre de raccourci et de finesse : le maréchal sans doute n'y faisait point concurrence à Saint-Simon et aux romantiques ; il est assez indifférent à l'extérieur des personnages, à leurs disgrâces ou à leurs tics, et son regard va droit au fond. Il peint, en un mot, comme les classiques et, pour parler d'un fripon, il emploie le mot fripon, comme il appelle présomption, imbécillité ou sottise ce qui lui paraît ressortir chez ses modèles à ces sortes d'infirmités mentales. Joignez que le

maréchal ne s'était pas seulement expliqué sur les hommes au pouvoir, mais encore sur ceux qui les y avaient précédés depuis l'armistice et qu'il tenait pour moralement responsables en bloc de la catastrophe électorale du 11 mai. Il les habillait bien les uns et les autres, — les « déshabillait » serait plus exact. Ah ! s'il a gardé ce tour de main dans ses *Mémoires!...*

— Évidemment, me dit-il à mon observation. Ces marionnettes sont sans intérêt. Restons sur le terrain des idées générales.

Mais, là même, que de dangers, de chausse-trapes !... Il m'avait bien répété à deux ou trois reprises (et cette insistance doit être retenue) qu'il ne faisait « la critique du passé qu'afin d'y chercher un enseignement pour l'avenir ». Et c'était une raison, peut-être une excuse, mais pas encore une atténuation. La réflexion, dans l'intervalle, avait-elle fait son œuvre? Cette critique du passé, à sa place dans le cabinet, ou sous les tilleuls d'une avenue, lui avait-elle paru dangereuse à transporter sur le Forum? Deux ou trois jours après ma visite (« 30-8-24 ») et comme, souffrant ou empêché, je n'avais pu communiquer encore mon texte au maréchal, je reçus un mot de lui à Rûn-Rouz pour me rappeler mes engagements.

Je pense que vous ne publierez rien où figure mon opinion sans me l'avoir communiqué, comme il a été convenu dans mon dernier entretien avec vous. En ce qui concerne la situation politique d'ailleurs, elle s'éclaire et s'établit peu, si ce n'est en discussions où les personnalités, avec leurs intérêts propres, jouent un plus grand rôle que ceux du pays souvent. Genève va apporter du nouveau, Berlin peut-être aussi. Si la situation générale est aussi confuse, notre situation particulière ne peut être définie encore. Quant aux remèdes à y apporter, quand elle se précisera, ils sont difficiles encore à indiquer. Faire la critique de ce qui a été fait, récriminer sur le passé n'avance en rien les solutions de l'avenir...

Je ne fus pas sans remarquer — et les lecteurs le remarqueront avec moi — le tour légèrement ambigu de cette lettre. On n'y trouvait plus la netteté habituelle de Foch, la phrase avait je ne sais quoi d'embarrassé, de presque incorrect. Et l'écriture elle-même, cette écriture droite, volontaire, impérieuse, la plus belle écriture de chef que j'aie vue, se ressentait du malaise de l'auteur. Enfin la cri-

tique du passé, loin d'aider à éclairer l'avenir, y était présentée comme une attitude stérile, les jeux d'un esprit bougon.

La lecture de mon texte que j'envoyai au maréchal dès le lendemain — si tant est qu'il ne se soit pas croisé avec sa lettre et n'ait pas été expédié la veille — dissipa un peu ses appréhensions. J'en avais ôté délibérément, outre les personnalités, tout ce qui pouvait donner prétexte à polémique ; j'avais réservé certaines opinions scabreuses, sur Wrangel notamment, « ce drôle », gavé d'argent, de munitions, de missions militaires, même d'envoyés plénipotentiaires, par un gouvernement (antérieur au cabinet Poincaré) sourd aux « casse-cou » ! du maréchal et qui « compromettait le prestige de la France dans une aventure dont nous supportons encore les conséquences », — sur le massacre des séparatistes rhénans à Kaiserslautern et à Pirmasens, « Pirmasens, répétait-il du ton d'Auguste pleurant les légions de Varus et l'insulte faite au nom romain, Pirmasens, honte ineffaçable à l'honneur français !... » — sur le discrédit croissant de la fonction parlementaire : « la France ne manque pas d'hommes de valeur, ils pourraient s'employer dans nos assemblées au service du pays : aucun ou presque aucun ne s'en soucie. Pourquoi? Parce que l'instrument ne rend plus, est faussé. Demandez à un directeur du Crédit Lyonnais d'entrer à la Chambre : il refusera, il veut que son activité serve à quelque chose ; à la Chambre, il sait qu'il ne pourrait rien... »

*
* *

Cependant, et en raison de la hâte du maréchal, j'avais remis à plus tard de faire la liaison entre les divers paragraphes de notre entretien. Cet entretien portait sur les points suivants :

L'occupation de la Ruhr et les garanties de sécurité.

Dans la séance de la Chambre du 23 août, une déclaration du président du Conseil, appuyée sur le témoignage du général Desticker, chef d'état-major du président du comité allié de Versailles et commissaire du gouvernement, a semblé particulièrement grave. Le fait d'avoir provoqué ce témoignage constitue-t-il, de la part de M. Herriot et comme le prétend M. René Coty, député de la Seine-Inférieure, une procédure d'exception? Il importe assez peu au demeu-

rant. Ce qui n'est pas contestable, c'est que l'incident a fortement ému l'opinion, au point que certains journaux ont paru mettre en doute les affirmations de M. Herriot et du général Desticker.

Était-il vrai qu'à deux reprises le maréchal, consulté sur l'opportunité de l'occupation de la Ruhr, eût exprimé l'avis que cette occupation n'intéressait en rien la sécurité de la France? Était-il vrai encore que, d'une manière générale, il considérât que les conditions de sécurité prévues au traité de Versailles sont suffisantes?

— Voici la seule chose que je puis vous répondre, me dit le maréchal. On m'avait en effet demandé mon avis au sujet des manquements de l'Allemagne qui devait nous fournir 20 millions de tonnes de charbon par an et qui ne les fournissait pas. Je répondis par mon mémoire du 20 novembre 1922. J'y disais en substance : « De quoi s'agit-il? D'obliger l'Allemagne à nous livrer le charbon qu'elle nous doit. Nul besoin pour cela d'occuper la Ruhr : il suffit d'y prendre une tranche de charbonnage, jusqu'à Essen par exemple. Si les Allemands protestent, nous leur dirons : « Tous nos regrets, messieurs, c'est vous qui l'avez voulu. Vous deviez nous fournir 20 millions de tonnes par an, vous ne nous les fournissez pas, nous les prenons là où nous les trouvons. » Cette façon de raisonner avait pour elle d'être inattaquable. C'était la logique et l'honnêteté. L'Europe, je crois, eût entendu ce langage — et l'Allemagne aussi peut-être.

— Voilà pour l'occupation de la Ruhr. Et sur la question de sécurité?

— Elle n'en fait qu'une avec l'autre. Dès lors que je déconseillais l'occupation intégrale de la Ruhr, il est bien évident que j'estimais que cette occupation n'était pas nécessaire à notre sécurité. C'est pour cela que l'opération ne m'a pas été confiée. Mon avis a toujours été qu'avec de solides têtes de pont sur le Rhin — par exemple, il ne faut pas les lâcher — nous n'avions rien à craindre...

De ce qui précède, le lecteur de bonne foi sera bien obligé de conclure que si nos troupes ont occupé la totalité du bassin de la Ruhr, ce n'est pas à l'instigation du maréchal, partisan d'une simple pointe avancée et toute temporaire dans la région des charbonnages et jusqu'à concurrence des 20 millions de tonnes à nous dues. Mais enfin, l'occupation

de la Ruhr une fois décidée, il fallait la faire carrément : une porte doit être ouverte ou fermée. Or on sait comme nous procédâmes, avec quel respect exagéré des formes, quelles précautions, en feutrant le pas, si l'on peut dire, comme si nous avions douté de la légitimité de notre geste. Cela s'appelait l'occupation invisible. Beau mot qui faisait s'extasier les naïfs !

— Je n'ai jamais su, me dit le maréchal, ce que c'est que l'occupation invisible.

— Il a bien semblé, pourtant, un moment que la partie était gagnée, monsieur le Maréchal?

— Oui, quand l'Allemagne annonça qu'elle renonçait à la résistance passive. En ce moment, chez nous, on fut près de chanter victoire, et, après tout, la victoire était possible si nous avions poussé à fond nos avantages, exploité sérieusement ce premier succès. Au lieu de cela nous attendîmes, dans une attitude gourmée, les propositions du Reich. « Et si elles ne viennent pas? » demandai-je. Elles ne vinrent pas. L'occasion perdue ne devait pas se retrouver.

*
* *

Les causes du malaise actuel?

Réponse :

— La machine est trop vieille, elle n'est plus accommodée aux nécessités du temps. C'est une rocambole de diligence dont nous nous obstinons à nous servir dans le siècle de l'automobilisme et de la navigation aérienne. Rien n'avance de ce train. Chaque département ministériel ne voit que lui, ne s'occupe que de lui. L'organisme central, la pensée directrice manque, qui rassemblerait, coordonnerait, réglerait ces efforts dispersés et contradictoires, les ramènerait à l'unité. Pas de doctrines, pas de plan, ou, si l'on en a un par aventure, des discussions interminables, une pluie d'amendements qui ruinent ce plan, le rendent inopérant ou caduc. Des lois, comme celle sur les loyers, sont sur le métier depuis cinq ans ; des traités, comme celui de Lausanne, qui abroge le régime des capitulations et consacre notre déchéance dans l'Empire ottoman, attendaient leur ratification depuis le 24 juillet 1923 : sans Herriot, dont il n'est pas l'œuvre et qui a eu le courage de le déposer sur le bureau de la Chambre, il attendrait peut-être encore. Et

c'est ainsi sur toute la ligne. Nous piétinons, tandis qu'autour de nous on court, on vole... Toute la vie du pays est suspendue à la décision qui sortira d'une de ces conférences qui sont devenues maintenant la règle chez les Alliés et qui, à force de corriger le traité de Versailles, n'en laisseront plus rien subsister. Le travail législatif est arrêté, les réformes les plus urgentes renvoyées *sine die*. C'est un mois de perdu — que les autres pays utilisent. Mais, pendant ce temps, la vie chère continue, le franc baisse, les questions économiques deviennent de plus en plus irritantes...

. . . .

*
* *

Les arrangements avec l'Angleterre. Quelle est la pensée du Maréchal à leur sujet?

Réponse :

— Tant que le gouvernement français discute avec l'étranger, je m'efface, je me tais ; ce n'est pas seulement une question de tact, c'est un devoir. Et d'une façon générale d'ailleurs, j'estime les récriminations, les jérémiades aussi vaines qu'intempestives. Ce qui est fait est fait : la critique du passé, nous ne devons nous la permettre que pour y chercher des lumières sur l'avenir. Aujourd'hui, par exemple, M. Herriot revient de Londres avec un arrangement qui est bon ou mauvais (1). Cet arrangement est validé par les Chambres ; il n'est donc plus à discuter. Il n'y a qu'à essayer de faire rendre à cet arrangement tout ce qu'il peut comporter de bienfaisant ou de moins nuisible pour le pays. La chose est-elle au-dessus de nos forces? Nullement. Mais, pour cela, appliquons à la paix les méthodes qui nous ont si bien réussi dans la guerre, ayons ce que nous n'avons pas eu jusqu'ici et que possédaient nos généraux : la continuité de vue, la persévérance dans l'effort, une volonté inébranlable d'aboutir. On ne fait rien par à-coups. La victoire, comme le génie, est une longue patience, aussi bien la victoire économique ou politique que la victoire militaire. Ce sont ces enseigne-

(1) Évidemment, me disait le maréchal, à un autre moment de l'entretien, Herriot aurait dû dire à Londres : « A mesure que le plan Dawes s'exécutera, nous évacuerons des morceaux de la Ruhr. Quand le plan Dawes sera complètement exécuté, toute la Ruhr sera évacuée... » En note, au crayon, il écrivit : « Tout cela est réglé, bien ou mal, il n'y a plus à y revenir. »

ments de la guerre dernière que j'ai essayé de dégager dans mes discours récents de Verdun, Beauvais et Boulogne.

« Le commandement, y disais-je en substance, a toujours eu un plan bien arrêté, fermement maintenu, scrupuleusement appliqué à tous les degrés, et, pour l'aider, un état-major qui poursuivait et en assurait l'exécution dans les détails, dépensant une activité soutenue dans le domaine des réalités pour obtenir des réalisations. C'est ainsi que fut vengée la justice et sauvée la liberté. Et quand après des années dites de paix le débat se poursuit entre les peuples, que l'ennemi d'hier se reprend à discuter ce qu'il doit payer et ce qu'il compte faire, notre action redevenue civile, mais toujours mandataire des droits comme des volontés de la nation, ne trouve-t-elle pas de réelles indications dans les caractères qui ont marqué celle de la guerre? Devant des difficultés croissantes le pouvoir qui mène n'a-t-il pas toujours à se fixer un but, un plan, une progression, à se constituer pour cela un personnel agissant sous une direction unique, dans le domaine économique tout d'abord, avec une même méthode, comportant avant tout de l'action et de la décision? Aujourd'hui encore qui oserait *a priori* traiter d'inopérante ou même de chimérique une pareille conception de la manière de valoriser les droits et les volontés du pays? »

Paix de *justice* et de *liberté*, c'est cela que nous avons à faire — et c'est cela que nous perdons un peu trop de vue dans nos interminables discussions. Parlons moins et agissons davantage. J'appelle agir, travailler. Je rends hommage au patriotisme de M. Taittinger. Je conçois qu'il ait été ému par la manifestation navale de Spithead ; je ne vois pas la nécessité, pour y répondre, d'organiser un défilé général de nos troupes sur les Hauts-de-Meuse ou dans les plaines de l'Ourcq. L'heure est à l'effort silencieux, non aux parades...

*
* *

Les annotations, additions et corrections du maréchal aux principaux points de l'entretien qu'on vient de lire montrent assez, je pense, qu'il fut un moment disposé à en autoriser la publication. J'avais, il est vrai, atténué autant que possible les graves déclarations de mon interlocuteur et, tout en conservant l'essentiel de sa pensée, je m'étais efforcé de la maintenir sur le plan spéculatif. Ainsi, me sem-

blait-il, la publication de l'entretien ne présenterait plus de danger immédiat : les quelques allusions inévitables y étaient si soigneusement enrobées qu'elles en devenaient inoffensives ; même les gazettes les plus antimilitaristes ne pourraient en prendre texte pour crier au soldat factieux, au nouveau Boulanger...

Le maréchal, qui lui-même en avait jugé ainsi, se ravisa pourtant et, de Trofeunteuniou, le « 3-9-24 », il m'écrivit la lettre dont j'ai cité plus haut les premières lignes :

Cher Monsieur, je vous ai lu avec le plus grand intérêt et j'ai admiré comme vous m'aviez bien saisi dans mes divagations. Mais là précisément est l'indice de ce que valent nos réflexions en commun. Nous touchons à tout *et naturellement alors nous ne traitons à fond et ne réglons* rien. *Après avoir déclaré les récriminations vaines, nous dévoilons un état maladif du parlementarisme, sans y trouver d'autre remède que des vœux, sans nous montrer autre chose que des velléitaires, nous ne faisons que de l'histoire mélancolique sans aboutir à un programme. Nous restons dans le lac après l'avoir signalé. Tout cela est peu, tout cela est loin d'une indication d'où pourrait sortir un résultat, encore moins une résurrection économique urgente, seule capable de nous éviter une faillite. C'est l'inverse d'un ciel bleu que nous étalons et alors dans les temps troublés d'aujourd'hui, je vous demande de ne me faire parler en rien...*

Il ne s'en tint pas là et, dans la suite de la lettre, égayée par deux humoristiques anecdotes de guerre, une histoire de pies dont le héros était un membre de la Chambre des lords et une histoire de troupeau de moutons qui mettait en scène un amiral de la flotte britannique, il revint encore sur son désir formel de ne pas parler, d'être laissé *entièrement à l'écart dans ces jours troubles*, puisque aussi bien, disait-il en terminant, *nous ne pouvons y apporter aucune lumière*. Et de même que je remarquais ou croyais remarquer dans un billet précédent une incertitude, une gêne d'expression caractéristique du léger embarras de son auteur, je ne puis m'empêcher de faire remarquer ici la netteté et la fermeté de la pensée du maréchal, qui a repris tous ses beaux contours. N'en doutons pas, c'est qu'après avoir balancé, hésité, lui-même a repris son assiette morale. Il faut s'accommoder à son temps — ou émigrer ; le maréchal ne voulait pas, ne pouvait pas, en raison des grands intérêts

dont il avait la charge, être un émigré à l'intérieur. Rien de plus honorable, assurément, que de pareils scrupules : on peut les discuter, on peut les regretter : on ne saurait que les admirer. S'il y eut un moment — et je m'étais présenté chez lui à l'un de ces moments — où cette attitude lui pesa, où il fut sur le point d'en changer et de libérer sa conscience, il revint vite de cette défaillance passagère. Aucune arrière-pensée d'intérêt personnel, aucun bas calcul là dedans. Il n'y eut pas d'homme plus affranchi de la préoccupation égoïste, plus uniquement soucieux du bien général et, comme on dit, plus esclave du Devoir. Et c'est justement parce qu'il subordonnait tout au Devoir qu'il crut qu'aucun sacrifice d'amour-propre ne devait lui coûter pour demeurer à son poste ; si loin qu'on fût allé dans les concessions à l'Allemagne, il savait qu'il y a des concessions qu'on ne ferait pas tant qu'il y demeurerait. Sa présence seule suffisait pour en conjurer l'éventualité redoutable. Je reste intimement persuadé d'ailleurs que si, malgré tout, cette éventualité s'était produite, il eût parlé de lui-même, il n'eût pas eu besoin du truchement d'un informateur de rencontre pour dire la vérité au pays...

Ses préoccupations s'étaient fait jour, au cours de 1927, dans l'article intitulé : *Un crime contre la patrie*, et paru à la *Revue de France* sous la signature : « Trois étoiles. » Les milieux avertis soupçonnaient qu'il en était l'auteur. M. Marcel Prévost nous en a donné depuis la caution, et il faut l'en remercier. Comme il n'y avait aucun inconvénient — bien au contraire — à cette révélation posthume, on estimera, je pense, qu'il n'y en avait pas davantage à la publication de l'entretien qu'on vient de lire et dont l'authenticité est attestée par les notes mêmes de la main du maréchal.

CHARLES LE GOFFIC.

En écoutant Foch [1]

« J'ai fait de mon mieux. »

La Bruyère a dit : « L'on s'insinue auprès de tous les hommes ou en les flattant dans les passions qui occupent leur âme, ou en compatissant aux infirmités qui affligent leur corps : en cela seul consistent les soins qu'on peut leur rendre ; de là vient que celui qui se porte bien et qui désire peu de chose est moins facile à gouverner. » Le Maréchal « se porte bien et désire peu de chose ». Les passions l'ont peu troublé. Il n'a pas d'autre ambition que de faire au mieux son devoir. Il est incorruptible parce qu'il ne se laisse jamais mener par quelque intérêt personnel.

Ses goûts sont restés les mêmes qu'autrefois. Il n'a rien changé à ses habitudes de sévère économie. Dans l'hôtel de la rue de Grenelle, plutôt que de s'installer un bureau dans le plain-pied, aménagé par le garde-meuble national et donnant sur le jardin, il a garni de ses vieux meubles, de ses fauteuils fatigués une pièce sur la cour et c'est là qu'il se tient.

Il est pur et parfois d'une naïveté ingénue devant certaines turpitudes qu'il ignore, s'étant tenu avec soin à

(1) Le commandant Bugnet, qui a vécu longtemps dans l'intimité du Maréchal, en qualité d'officier d'ordonnance, a pu recueillir, au jour le jour, ces entretiens où se révèle la haute figure du grand soldat. —

l'écart de tout ce qui pourrait le gâter. Sa vie privée est irréprochable, comme son loyalisme au-dessus de tout soupçon. Son indépendance est complète. N'ayant rien à cacher ni à se reprocher, il peut sans contrainte suivre sa voie, exprimer ses opinions, juger les gens d'après leur valeur et les événements d'après leur importance réelle, sans avoir à se préoccuper des dessous occultes, ni de combinaisons plus ou moins louches. C'est là le secret de cette tenue noble et digne qui le grandit aux yeux de tous et lui confère une autorité morale qu'aucun titre ne pourrait lui donner. S'il est détaché des biens de ce monde, c'est par supériorité morale et non par indifférence.

En apprenant que les Chambres roumaines avaient voté par acclamation le don d'un domaine de cent hectares avec un château et des fermes au général Berthelot, en reconnaissance de ses services : *C'est bien! C'est très bien! c'est un beau geste!* (1) ne put-il s'empêcher de constater. *Les Roumains ne sont pas des ingrats. C'est une belle chose!... Un don comme celui-là, en reconnaissance nationale pour les services rendus, cela vaut tous les titres de noblesse dans une famille... On laisse à ses enfants quelque chose qui atteste ce qu'on a fait... Un domaine, n'importe quoi, quelque chose donné par reconnaissance nationale, cela m'aurait fait plaisir. Quand les Anglais distribuaient des dotations à leurs amiraux et à leurs généraux, Lloyd George me fit dire par le général du Cane* (2), *qu'il avait proposé de m'en faire donner une, mais que Clemenceau avait refusé, en disant :* « C'est l'affaire du gouvernement français ». *J'ai reçu de la Chambre des lords et de la Chambre des communes des remerciements et des adresses de félicitation... Les Américains aussi ont pensé à me faire général de leur pays avec un traitement. Avec Briand — nous étions à Londres quand on me fit cette proposition — nous avons convenu que je ne pouvais accepter à cause du précédent anglais. Il n'a plus été question de rien... La reconnaissance est lourde à porter. Les gouvernements démocratiques n'en veulent pas... Ils ne veulent rien éterniser... Et cependant une maison, une baraque quelconque, un don national!...*

Le sujet est pénible malgré la sérénité avec laquelle il le considère. *On nous sortait dans les situations désespérées...*

(1) Les propos du maréchal sont reproduits en *italiques.*
(2) Commandant les forces britanniques sur le Rhin.

Et maintenant? Il le constate sans se plaindre. Un sentiment de pudeur très délicate lui dicte cette réserve. Il ne pourrait que s'amoindrir en récriminant. L'idée de la faire ne lui vient même pas à l'esprit. Ce n'est pas un calcul qui l'inspire. Il a trop de désintéressement. Il sent la différence de traitement, elle lui est désagréable, mais tout naturellement, il la passe sous silence, laissant seulement deviner le fond de sa pensée par la façon enthousiaste avec laquelle il approuve ceux qui ont le courage de manifester leur reconnaissance.

Il porte bien sa gloire. Ce n'est pas un fardeau qui lui pèse. Il est trop fort. Ce n'est pas un avantage qu'il exploite, il est trop droit. Ce n'est pas un encens qui l'enivre, il est trop maître de lui.

Quand on le loue de sa victoire, il répond à ceux qui voudraient savoir comment il a pu la remporter : *J'ai fait de mon mieux!* Et si l'on insiste : *Mais non! je n'ai été que le chef d'orchestre... D'un orchestre énorme évidemment... Mettez que j'ai bien battu la mesure!*

« **Weygand et moi, deux têtes dans le même bonnet.** »

Il est mauvais de changer son attelage, surtout en pleine côte. Le Maréchal aime cet adage et l'applique. Il garde ses collaborateurs le plus longtemps qu'il peut.

Pour les choisir, il examine leurs preuves plutôt que leurs promesses. Il a vite fait de *peser* ceux qui lui sont imposés par le hasard des nominations ou les obligations du commandement. Les uns comme les autres, c'est à l'œuvre qu'il les voit. Ce qu'il leur demande c'est de le servir utilement et de bien faire ce qu'ils doivent faire. S'il le faut, il passera au besoin sur le reste. Avec tous, dans le service, il est exigeant, sévère même, mais juste. Ce qu'il ne pardonne pas c'est l'inaction et la paresse. Son dédain va à ceux dont il dit : *C'est de la petite musique.* Son plus grand compliment : *Il a du train.*

Avec quelle fierté le Maréchal déclare : *Weygand, Desticker et Georges, voilà les trois hommes que nous avons sortis pendant la guerre et nous ne nous sommes pas trompés.*

Weygand? C'est un exécutant merveilleux qui comprend

tout et avec cela une mémoire extraordinaire de netteté, de précision, et une activité dévorante. Quand à la fin je lui laissais la bride sur le cou, j'étais sûr qu'il ferait ce que j'aurais fait moi-même. Nous étions deux têtes dans le même bonnet... Avec Desticker et Georges aussi. Avec eux j'étais tranquille. Ils savaient voir et comprendre. Je les envoyais et ils me renseignaient. Ainsi, après l'attaque des gaz, le 22 avril 1915, devant Ypres. On ne savait rien, on ne pouvait rien savoir, et si on attendait le lendemain, c'était la percée. J'envoyai Desticker à Elverdinghe. Il a « jambonné » toute la nuit. Pendant ce temps, Weygand et moi à Cassel, nous alertions les divisions à Arras. Le lendemain, Desticker m'a téléphoné, il avait découvert un trou de quatre kilomètres entre les Anglais et nous. Nous avons fait partir les divisions pour lesquelles nous avions préparé camions, itinéraires. Il en est arrivé une par jour. Le trou était bouché!

Le général Desticker a apporté au général, outre ses qualités de droiture, de loyauté et de dévouement, un esprit clair et précis, un jugement sûr, un tempérament calme et un cœur noble, ainsi qu'une connaissance approfondie de son métier, des vues justes et des idées larges, avec du courage pour les soutenir, du coup d'œil, de l'ardeur au travail et de la méthode pour les exploiter.

Le colonel Georges, beaucoup plus jeune, est venu plus tard. Sa lucidité, sa clarté de vue, sa netteté d'opinion, sa franchise, sa ténacité étaient si remarquables, qu'elles frappèrent le Maréchal. Ses qualités de naturel, de bienveillance et de fougue le rendent sympathique comme son visage ouvert et jeune, son regard vif, ses yeux clairs et son bel air de santé morale et physique.

Quant au général Weygand, dont le caractère et la personnalité propres sont pourtant si fortement marqués, c'est l'oubli de soi-même vis-à-vis de son chef qui certainement lui a permis de se hausser au plus près de son niveau et partant, de lui rendre, ainsi qu'au pays, d'inestimables services.

Doué comme le Maréchal d'une vigueur physique à toute épreuve, pouvant comme lui compter sur des forces morales de même valeur, parce que de même essence et de même source, servi comme lui par de solides facultés intellectuelles auxquelles s'ajoutent les plus belles qualités du cœur et les plus brillantes de l'esprit, animé du même patrio-

tisme et élevé dans les mêmes sentiments de discipline militaire et de culte du devoir, il n'eut d'autre ambition, étant nommé auprès de lui, que de le servir de toutes ses forces avec tous ses moyens.

Ayant de son rôle de chef d'état-major l'idée la plus haute, il tint à rester lui-même tout en se subordonnant à son chef. Sans se laisser émouvoir par des réactions parfois violentes, avec franchise, sincérité et courage, il sut toujours — tout en le faisant avec de plus en plus d'habileté et partant de succès — émettre ses opinions, donner un avis, soulever une objection, montrer un point de vue, attirer l'attention, tant que la décision n'était pas prise. Mais une fois que le chef avait parlé — avec un complet abandon de soi-même — il n'y avait plus rien pour lui que la réussite de cette décision à assurer et il savait bien que pour cela il fallait s'y donner avec un complet abandon de soi-même. Si parfois au début il croyait encore que son idée à lui aurait pu être meilleure et plus féconde, bientôt il se rendit compte, par les résultats obtenus, que toujours c'était son maître qui avait eu raison, et qui avait vu juste. Ainsi son admiration pour lui ne connut plus de bornes et il en arriva sinon à le servir avec plus de dévouement, — c'était impossible, — du moins, en quelque sorte, avec la plus noble humilité. C'est pourquoi, bien qu'il soit arrivé à comprendre la pensée de son chef, avant même qu'elle ne soit exprimée, ou pour le moins à la deviner à demi-mot, lorsque par extraordinaire il se trompe, immédiatement il accepte son erreur, la reconnaît, il ne discute plus, mais il cherche à mieux comprendre. Et ainsi il gagne les forces et les moyens nécessaires pour faire aboutir et triompher la mesure adoptée en s'y employant de toute son âme.

Cette soumission absolue, parce qu'elle a pour origine la reconnaissance d'une supériorité devant laquelle on s'incline, ne ressemble en rien à une flagornerie que le Maréchal d'ailleurs n'aurait pu admettre. S'il a été conquis par les qualités de son lieutenant, c'est qu'il s'était immédiatement rendu compte que celui-ci ne cherchait qu'à le comprendre et à le servir. Aussi entre ces deux hommes se forma un réseau de liens innombrables, les nouant l'un à l'autre par les fibres les plus secrètes du cœur, par des concordances d'âme, des communions de pensées, de secrets rapports d'intelligence, des identités de buts, des similitudes de

moyens. Et pourtant chacun sut garder sa propre personnalité. Si bien qu'on ne peut mesurer quelle est la plus belle de ces deux admirations : celle que l'un inspire ou celle que l'autre ressent.

Pour se rendre compte des rapports qui existent entre ces deux hommes, il suffit de voir le général Weygand parler avec le Maréchal ou d'entendre le Maréchal parler du général Weygand. Les mots qu'il emploie sont les mêmes que pour un autre, mais le ton leur confère une valeur qui les transforme : *N'est-ce pas qu'il est jeune?... Il a un trait formidable, une activité!* Et son regard s'éclaire ; il y a de la fierté, de l'orgueil, de l'enthousiasme et des accents de câlinerie dans le son de sa voix. *Avez-vous lu son discours d'hier?... Des extraits? Ce n'est pas suffisant. Il faut le lire tout entier. C'est magnifique. Il a parlé avec beaucoup de précision, de netteté, de vigueur... Ce qu'il dit est plein de substance, c'est pesé, réfléchi, profondément pensé, cela veut dire quelque chose. C'est étudié, exact... Et puis, c'est dit avec un cran!...*

Rien ne peut être, d'ailleurs, plus agréable au Maréchal que les louanges à l'adresse de son chef d'état-major. *N'est-ce pas?* dit-il, comme s'il voulait en quémander d'autres. Et avec quelle satisfaction il donne lui-même des détails et rappelle des souvenirs, si quelqu'un l'interroge sur leur collaboration.

Connaissiez-vous le général Weygand avant la guerre?

— *Pas du tout... ou du moins dans la mesure où un commandant de corps d'armée connaît un officier d'un de ses régiments, dont il a entendu dire le plus grand bien. Je crois que je ne lui avais jamais parlé. On me l'a envoyé. Dès le début je l'emmenais avec moi tout le temps, au lieu de le laisser faire des papiers, et je lui disais tout. Le soir quand j'allais me coucher il travaillait encore et traduisait en ordres ma pensée. Avec son intelligence, sa mémoire et sa puissance de travail formidables, au bout de trois mois il savait tout de moi... Et nous ne nous sommes jamais quittés. Ce n'est pas la façon dont travaillaient d'habitude les chefs d'état-major, mais cette méthode est la meilleure. Il peut répondre pour moi, il répondra toujours comme je l'aurais fait... En 1922, au moment des succès bolcheviques, quand le président m'a dit :* « Il faut envoyer quelqu'un en Pologne », j'ai répondu : *Envoyez Weygand. Il y fera ce que j'y ferais. Moi, j'irai plus tard s'il le faut.* —

Mais il n'a jamais commandé ! — *Envoyez-le et vous verrez! Et vous avez vu!... Nous étions les raccommodeurs. Partout où ça allait mal, en Italie, en France, en Pologne, nous venions. Les situations désespérées, ça nous connaît. Rien n'est plus facile! On arrive, on voit ce qu'il faut faire. On donne des ordres. On veut. On s'en tient là et on réussit.*

Fallait-il donc témoigner de la surprise, lorsque les journaux annoncèrent, le 20 avril 1923, l'envoi du général Weygand en Syrie comme haut commissaire? La situation n'y était-elle pas des plus mauvaises? Alors...

La veille, le Maréchal, à son retour de l'Académie française, s'était enfermé dans son bureau. Peu après y arrivait, en hâte et sans savoir de quoi il s'agissait, le général Weygand, ayant abandonné l'exercice sur la carte qu'il dirigeait aux Hautes Études militaires, pour se rendre d'urgence à un appel téléphonique du Maréchal... Très long conciliabule entre eux. Rien n'avait transpiré. Le lendemain la surprise fut complète, chacun s'ingénia à trouver des raisons : les uns parlaient d'exil, les autres de vice-royauté. Pour sa part, le général Weygand n'était pas transporté d'allégresse. Mais le Maréchal confiait : *M. Poincaré m'en a parlé hier à l'Académie. Il m'a pris à part :* « Voulez-vous me céder Weygand? — *S'il le faut!* — Oui, c'est quelqu'un. Il est votre chef d'état-major... On sait ce qu'il a fait à Varsovie. S'il va en Syrie, on sera tranquille. »

Déjà lorsqu'il avait été question de l'envoyer au Maroc, le Maréchal avait dit : *Chaque fois qu'il y aura une grosse situation maintenant, on parlera de la donner à Weygand!* C'est chose faite.

A ce propos, d'ailleurs, les bruits les plus malveillants ont circulé : éloignement de ce général trop remarquable auquel on confie une mission extraordinairement difficile et délicate avec l'espoir qu'il y perdra sa renommée, vengeance contre lui qui n'a pas approuvé tout ce qui se faisait dans la Ruhr. Le Maréchal dédaigne ces bassesses : *Si j'étais le Gouvernement, j'aurais choisi Weygand pour l'envoyer en Syrie...*

Weygand? C'est un chef-d'œuvre. Il a de l'envergure. C'est pour lui le moment de s'envoler. Ce n'est pas sans un gros crève-cœur que je l'ai laissé partir, mais je n'avais pas le droit de lui couper les ailes.

Comment ces deux hommes vont-ils pouvoir se quitter? Dans dix jours ils devaient partir ensemble en Pologne

et en Tchécoslovaquie ! Depuis août 1914 ils n'ont pas cessé de travailler ensemble.

Le 30 avril 1923, tous les membres du Comité militaire interallié et de nombreux Polonais vinrent à la gare de l'Est faire leurs adieux au Maréchal. D'un commun accord on laissa le général Weygand causer avec le Maréchal. Ils firent ensemble les cent pas sur le quai, le long du train.

Puis ce furent les minutes émouvantes. Les deux inséparables allaient se quitter : l'un part pour Varsovie, l'autre dans quelques jours pour Beyrouth.

Le général Weygand est un peu pâle. Il mâchonne un cigare. Le Maréchal est sombre, préoccupé. Rien ne semble exister pour lui au moment de ce départ, que la présence de Weygand. C'est l'adieu à son plus intime collaborateur, à son plus dévoué disciple, à son meilleur ami ! Il lui donne l'accolade les deux mains sur les épaules, l'embrassant affectueusement à deux reprises, sur la joue gauche... sur la joue droite. Monté dans son wagon, il reste encore sur le marchepied et se penche vers lui : *Rappelez-vous ce que je vous ai dit tout à l'heure.* Debout dans l'encadrement de la portière, attendant que le train s'ébranle, silencieux, triste, mais cherchant encore un dernier conseil, il lance par saccades au général Weygand qui écoute respectueusement, et approuve : *Soyez puissant... vivacité... variété des moyens... Mettez-vous en boule... Faites le porc-épic, et puis allez-y, hein!* Chaque mot tombe scandé par un geste volontaire. Quelle avait pu être cette dernière conversation, faite comme tant d'autres, en se promenant côte à côte? Peut-être le Maréchal n'avait-il même pas dit ses regrets, ayant seulement cherché à envisager les difficultés menaçantes, pour lui indiquer un moyen de les résoudre...

Le train va partir. Le Maréchal redescend une marche, se penche sur Weygand qu'il ne quitte pas des yeux ; il a l'air de lui sourire, mais d'un sourire de surface, pour cacher la grande peine que lui cause cette séparation. Quel déchirement, après la guerre et tant d'heures graves vécues ensemble ! Rien ne trahit son émotion. Elle est pourtant certaine et profonde. On la devine à ses regards perdus dans un lointain qui embrasse à la fois le passé plein de souvenirs et l'avenir chargé de nuages... Le train se met en marche. Un dernier mot. Mais avec quel accent ! *Mon cher Weygand!*

« Quand on sait ce qu'on veut, tout devient facile. »

(De Mondement à Fère-Champenoise, par les marais de Saint-Gond.)

Le Maréchal voulut un dimanche aller montrer à la Maréchale et revoir avec le général Weygand, ce champ de bataille de la Marne où, du 6 au 10 septembre 1914, entre Sézanne et Fère-Champenoise, à la tête de la 9e armée, il arrêta l'envahisseur et rejeta la Garde impériale allemande dans les marais de Saint-Gond.

A peine avions-nous quitté Paris que déjà des noms de villages rappelèrent des communiqués. Puis ce furent bientôt des amas de ferraille, des arbres décapités, des murs abattus, qui, sur le bord de la route, ensoleillée et calme, témoignèrent de la lutte.

Comme nous franchissions les frontières de ce territoire où le Maréchal fut un instant le maître, et qu'il sauva, je ne pus m'empêcher de me retourner vers lui. Ses yeux regardaient au loin. Des souvenirs assaillaient sa pensée. C'est aussi en auto — mais en quel autre état d'esprit — qu'à la fin d'août 1914, il vint de Lorraine, y laissant son 20e corps aux abords de Nancy, jusqu'à ce même champ de bataille, vers lequel nous nous dirigions, et où devaient alors se jouer les destinées de la France.

Tout naturellement, le Maréchal se prit à évoquer le drame : *C'est le 27 août, à 9 heures du soir, que j'ai reçu l'ordre de Joffre me convoquant au grand quartier général. J'étais alors au nord de la forêt de Vitrimont, à l'auberge des « Œufs durs ». On me donnait les colonels Devaux et Weygand pour constituer mon état-major. Weygand était avec ses hussards dans la forêt. Je l'ai envoyé chercher et mon premier ordre a été pour mes adieux au 20e corps. « Le général Balfourier en prendra le commandement. » Le lendemain 28, nous sommes partis à midi pour Vitry-le-François où nous sommes arrivés à 5 heures au grand quartier. Nous avons traversé Nancy en bourrasque. Weygand avait été faire ses adieux à sa femme qui n'avait pas encore quitté Lunéville. J'avais pris au passage à Vitry le commandant Naulin et Tardieu. Le 29, on m'a*

donné Réquin, qui était capitaine. J'avais Ferrasson, mon officier d'ordonnance, avec moi. C'est avec un état-major incomplet que j'ai fait la Marne.

En effet, au cours de la retraite, après la bataille des frontières, la 4e armée s'était resserrée sur sa droite pour défendre les passages de la Meuse et la 5e armée l'ayant fait sur sa gauche pour venir en aide à l'armée britannique, entre les deux armées s'était formé un vide, dont une armée allemande, celle de von Hausen, menaçait de profiter pour disloquer notre dispositif. Le général Joffre, sans réserves disponibles pour parer à ce danger, avait pris la solution hardie d'un regroupement de ses forces. Retirant de la 4e armée le 9e corps (composé de la 17e division et de la division marocaine) ainsi que le 11e, afin d'en constituer un détachement d'armée avec la 42e division, deux divisions de réserve et la 9e division de cavalerie, il avait mandé le général Foch pour la lui confier.

Il me fallut d'abord trouver mes troupes. Quand j'arrivai le 29, *à la* 4e *armée, le général de Langle en me voyant, s'écria* : « C'est la Providence qui vous envoie. » *Mais non, mais non! Nous allons voir.* Et se mettant incontinent à la tête de contingents, pour la plupart déjà épuisés par des combats sévères, ainsi que par plusieurs jours de retraite, et qui, le matin même, venaient d'être bousculés par l'ennemi, il leur donna un ordre d'attaque, sachant les vertus exaltantes et constructives de l'offensive. En quelques jours la nouvelle armée était constituée, bien en main, confiante, et le 5 septembre elle occupait la ligne Sommesous, Fère-Champenoise, Sézanne, en liaison avec les deux armées qui l'encadraient, et prête à agir.

Dans l'ordre pour la reprise générale de l'offensive, le 6 septembre, la 9e armée devait seulement couvrir la droite des armées attaquant von Kluck, mais les événements, ou plutôt l'ennemi, se chargèrent de donner à ce rôle une importance considérable. Elle eut à soutenir la poussée brutale de l'armée von Bülow, pivotant sur sa droite pour faire face à Paris, et celle de l'armée von Hausen, dirigeant contre elle une attaque à prétentions décisives. De sa résistance allait ainsi dépendre le succès de la bataille.

Le pays tout entier communia dans l'angoisse de l'attente. Derrière la ligne de combat l'émotion était à son comble. Les habitants se demandaient si la bataille dont ils enten-

daient la violente canonnade se rapprochant chaque jour, n'allait pas finir par un échec qui les livrerait à l'envahisseur. *Je passais mes journées à mon P. C. de Pleurs. Chaque matin, après mon départ de Plancy, où j'avais mon quartier général, les gens, chez qui je logeais, étaient pris de peur et faisaient leurs préparatifs pour s'enfuir. Chaque fois, quand ils me voyaient revenir avec calme au gîte, ils défaisaient leurs malles... Mais le lendemain ils recommençaient. Cela dura jusqu'au* 15 *septembre, jour où je les ai quittés pour porter mon quartier général en avant, à Fère-Champenoise.*

Nous arrivions au bord du plateau et la plaine crayeuse de Champagne, avec ses innombrables petits bois de sapins, s'étendait jusqu'à l'horizon devant nous. Le Maréchal nous indiqua la direction de Plancy, celle de Pleurs. Au bas de la pente subitement apparut Sézanne. Les autos dévalèrent la pente et nous y arrivâmes pour déjeuner.

Le bruit s'en répandit. Il fut impossible, au sortir de l'hôtel, d'aller jusqu'à la place pour visiter l'église. Le Maréchal tenta de se dérober aux manifestations des curieux accourus, mais il ne put s'empêcher d'accueillir de bonne grâce ceux qui faisaient appel au souvenir des heures tragiques.

Allons-nous-en. Il faut penser aux choses sérieuses! Le Maréchal s'était fixé un programme et l'important à ses yeux était de le suivre : Château de Mondement — marais de Saint-Gond — Fère-Champenoise, le rempart, le fossé et la brèche, synthèse de sa coopération à la bataille de la Marne.

Le 7 septembre, liée à gauche à la 5e armée qui progressait et à droite à la 4e armée qui avait grand'peine à se maintenir, la 9e armée se vit obligée à un mouvement de bascule autour du pivot constitué à l'ouest de l'obstacle des marais de Saint-Gond, par les hauteurs de Montgivreux, Mondement et Allemant. Lorsque, au cours de la journée, des fléchissements se produisirent de part et d'autre de ce rempart, sa solidité assurait encore le salut de la manœuvre. Tous les efforts devaient être consacrés à sa défense.

Dans la journée du 8, le mouvement de bascule s'accentua encore. A droite s'ouvrit une brèche, car le 11e corps, sous une attaque violente lancée avant l'aurore, dut reculer, abandonnant Fère-Champenoise. La circonstance était grave. Si le centre de la 9e armée se laissait crever, c'était l'irruption de l'ennemi sur ses derrières, les armées fran-

çaises coupées en deux tronçons, la débâcle imminente. Avant la fin de la journée, le général Foch réussit à monter une contre-attaque pour s'y opposer. Elle n'atteignit pas l'objectif, Fère-Champenoise, mais maintint l'ennemi et même par endroits le refoula.

Au centre, la division marocaine dut, elle aussi, se replier jusqu'à Mondement et s'y retrancher pour s'y cramponner. La brèche de gauche heureusement se bouchait. Pour la 9e armée, au soir du 8 septembre, la bataille se résumait à ceci : tenir sur les hauteurs de Mondement et reprendre Fère-Champenoise. Méthode Foch : simplification à l'extrême, mais contenant l'essentiel. *Quand on sait ce qu'on veut, tout devient facile. Pour boucher les trous on plaque, on colmate... C'est inouï ce qu'on obtient avec ce système.* Il omettait de citer tout ce qu'il fallait en outre pour réussir : intelligence de la situation, savoir militaire, imagination audacieuse et volonté énergique. Car avec quoi colmater? De toutes parts la 9e armée était aux prises avec un ennemi supérieur en nombre. Depuis trois jours, elle tenait tête, mais avec quelles difficultés ! La seule troupe assez solide pour tenter encore une attaque de cette importance était la 42e D. I. Elle était engagée elle-même et de plus à l'extrême gauche, où d'ailleurs elle progressait en même temps que la 5e armée. Pour pouvoir disposer d'elle, le général Foch, pendant la nuit du 8 au 9, s'entendit par téléphone avec son voisin de gauche. Le général Franchet d'Esperey, avec la plus parfaite camaraderie de combat, lui céda un de ses corps, le 10e, qui put alors prendre à son compte la tâche de la 42e D. I. Cependant il restait encore à transporter cette division de la gauche à la droite. Ce mouvement de rocade, pour aboutir, exigeait que la 9e armée résistât sur ses positions toute la journée du 9. Or, le matin du 9 septembre, au moment où s'exécutait cette relève délicate, les Allemands, dans un élan furieux, tentaient un nouvel assaut et s'emparaient du château de Mondement. Qu'ils atteignissent le rebord sud de la hauteur, et c'était la plaine champenoise sous leurs canons, le mouvement de la 42e D. I. impossible, et, la menace un instant suspendue la veille, se réalisant complètement et consommant notre ruine.

Comment s'arrêter, sans émotion, devant la grille de ce château de Mondement? Avant de la franchir, le Maréchal nous entraîne le long du mur de clôture afin d'y retrouver

le trou fait à bout portant par un de nos 75, pour préparer l'assaut du 77e R. I., qui seulement au soir du 9 septembre nous rendit la possession du château. Puis, en rappelant les malheureuses péripéties des châtelaines qui durent fuir à pied dans la nuit (leur auto ayant été mise en morceaux par un obus et leur dernier cheval tué à l'écurie), le Maréchal traverse la cour d'honneur sans s'arrêter devant les murs encore criblés de tragiques empreintes. *C'était le général Humbert, avec sa division marocaine, qui avait tenu les hauteurs de Mondement. Il avait installé son P. C. au château... Humbert était calme, posé, et d'une grande activité. Il voyait clair; quand il était quelque part, on pouvait être tranquille.* Dans ce château le Maréchal se sent chez lui. Il connaît tous les coins. Un l'attire, l'angle de la façade nord où, près de la tour mutilée, mais encore debout, on embrasse tout le panorama de la bataille. *J'y suis venu avec Humbert; avec nos lorgnettes on pouvait suivre la marche du combat.* Pointant sa canne, il désigne au loin Toulon-la-Montagne, et presque à nos pieds, dans les marais de Saint-Gond, le fossé du Petit-Morin, que l'on ne soupçonne pas, Broussy, Rouves, Oyes si âprement défendus et la Crête du Poirier d'où partirent tant d'attaques allemandes. Devant ce panorama, le Maréchal se recueille. Il revit la lutte. Mais il ne la raconte pas. Il la fait deviner — avec un frisson — par sa seule façon d'indiquer les forces de l'ennemi, de faire voir les bonds de la ligne de tirailleurs, de préciser le cheminement d'une attaque : *Weygand, à quelle heure s'est-elle déclenchée?* Le terrain s'anime, on sent la menace. On progresse. Le Maréchal parle par à-coups, comme s'il donnait des ordres. Il se déplace, revient, fouille des yeux l'horizon, le travail de sa pensée se manifeste par des bouts de phrases incomplètes, brusques, mais puissamment évocatrices. Un mot pose une situation. Un chiffre l'explique. Un geste donne la solution.

A tout instant le Maréchal fait appel à la mémoire jamais en défaut de son chef d'état-major : *N'est-ce pas, Weygand, c'est la brigade Blondelat qui s'est repliée sur Allemant?* Ce n'est pas le moment de détourner sa pensée en lui posant des questions, ni de le distraire avec des impressions personnelles. Il n'aime guère l'état d'esprit « touriste ». Il fait le sourd ou répond : *Je ne sais pas. Demandez à Weygand.* Un compliment est aussi mal reçu. *Mais non, laissez ça?* Tout juste peut-on faire admettre son admiration, si on trouve le

moyen de l'exprimer en énonçant un fait précis qu'il puisse approuver d'un air satisfait : « Vous aviez six corps d'armée allemands contre vous? — *C'est ça, c'est ça.* Quant à lui, loin de tirer vanité de ses premiers exploits, il a l'air de trouver tout simple ce qu'il a fait. *A la Marne? Oui, ça allait fort, nous n'avons pas trop mal tenu.* Cependant sa modestie n'est pas de l'effacement, et il sait, quand il le faut, déclarer qu'il y fut pour quelque chose, bien qu'il le dise à sa manière : *Nous n'avons pas fait trop de bêtises!*

Le Maréchal n'est pas plus troublé par le souvenir du drame, dont il fut le héros, que jadis par le drame lui-même. Avec la gravité qui convient, il en envisage les fluctuations dans un esprit d'objectivité qui l'incite à préférer à la joie de la victoire la satisfaction des résultats obtenus. Il les étudie avec soin, leur demandant une leçon qui lui serve, plutôt que des impressions qui le flattent. Au lieu de s'examiner avec complaisance, il s'analyse avec conscience et s'élève ainsi au-dessus de ces faits, qui déjà l'élèvent tellement au-dessus des hommes.

Sur ce socle de Mondement, le Maréchal nous apparaît avec des proportions de géant. Nous le regardons avec d'autres yeux qu'à l'ordinaire. A cet observatoire qui domine les marais de Saint-Gond, près de ce château si disputé, où la présence du vainqueur ranime les ombres des vaillants qui le défendirent, entendre ce vainqueur lui-même vous montrer les difficultés de sa tâche et vous expliquer tout naturellement comment il les surmonta, vous frappe d'un étonnement qui vous émeut. Cependant, vous étreint d'un malaise physique, dans le silence de ce champ clos qui fut empli d'un tumulte héroïque, le témoignage qu'apporte le soleil et que rend sensible ses rayons, écrasants et brûlants comme aux journées de 1914. Sans chercher à cacher l'émotion qu'accroît sa légitime fierté, la Maréchale, avide de tout apprendre et curieuse de tout voir, interroge, regarde et ne veut pas s'arracher aux pierres de ce tombeau où la France, un instant ensevelie, ressuscita.

Le moment était pourtant venu de descendre jusqu'aux fameux marais de Saint-Gond, étroite et longue bande de mares desséchées à demi et couvertes d'herbages trompeurs où l'on s'enlise, en dehors des quelques rares chaussées qui les traversent. Sur les bords de ce fossé, les 6 et 7 septembre, au prix d'efforts inouïs, le 9e corps tint tête à tous les

assauts. Nous longeons lentement l'obstacle avec des arrêts qui semblent des stations de calvaire. Un trait d'héroïsme ou un souvenir sanglant les illustre. Près d'un pli de terrain : *Des bataillons venaient de s'y engouffrer croyant y trouver un abri. C'était une fournaise. Ils y fondaient comme de la cire.* Plus loin : *Là était une ferme dont il ne reste plus rien. Elle fut prise et reprise je ne sais combien de fois.* Après un tout petit pont que nous venions de franchir sans nous en douter : *C'était le seul passage. Il fallait le garder à tout prix. Des cadavres s'y amoncelaient, témoins de la lutte. Il devint impraticable.* A Aulnizeux : *un bataillon le prit d'assaut, mais dut l'abandonner.* A Bannes, *c'est là que le général Besse avec son artillerie arrêta le débouché de la garde allemande.* Tous ces faits d'armes, même les malheureux, méritaient un hommage. *Ils ne furent pas inutiles, ni ceux-là, ni les autres, qui se produisaient aux mêmes heures sur tout le front.* Cependant, à ce moment-là, ils auraient pu le paraître, puisque de tous côtés, la situation semblait perdue : l'obstacle franchi, l'ennemi battait le rempart de Mondement, menaçait de le renverser ou de le tourner par la porte ouverte à Fère-Champenoise. Mais le général Foch, avec une inébranlable ténacité, ne se décourageait pas parce qu'il ne voulait pas se décourager : *Etant battu, je me suis dit : « Je serai battu quatre jours, cinq jours s'il le faut, mais j'existerai toujours. »* C'était bien cela qu'il fallait avant tout. Si l'ennemi attaquait avec cette ardeur désespérée, c'est qu'il sentait la nécessité impérieuse d'un succès sur son centre pour sauver sa droite bousculée. Le commandant de la 9e armée ne se laissait pas hypnotiser par des accidents locaux, voyait l'ensemble, et jugeait clairement : *J'ai dit à mes troupes : « Les Allemands sont à l'extrême limite de leur effort, ils sont épuisés et surpris de notre résistance. Le désordre règne chez eux. Le succès appartiendra à celui qui durera le plus », et j'ai donné à tout le monde l'ordre d'attaquer quoi qu'il arrive.*

Sur ces entrefaites, nous aussi étions arrivés devant Fère-Champenoise. (Comme l'un de nous disait : La Fère-Champenoise, le Maréchal chaque fois reprenait Fère-Champenoise). La journée était proche de sa fin. A la même heure à peu près, le 9 août, les derniers préparatifs de la dernière contre-attaque étaient effectués. Weygand était venu sur place pour l'organiser. Elle devait partir à 17 h. 15. *Le général commandant la 9e armée insiste de la façon la plus pres-*

sante pour que l'offensive, qu'il a prescrite, soit conduite de la manière la plus énergique. Malgré tant d'activité, d'énergie et d'audace, cette tentative, pas plus que celle de la veille, ne put atteindre son objectif. Du moins tint-elle l'ennemi en respect. La 42e D. I., continuant son mouvement, put approcher... Le lendemain 10 septembre la persévérance du commandant de la 9e armée était récompensée par la prise de Fère-Champenoise. L'entrée qu'il y fit ce jour-là dans l'après-midi avait été pour lui le signe tangible du succès. Il tenait aujourd'hui à nous montrer sa première ville reconquise. *Vous vous souvenez, Weygand, l'état dans lequel les Allemands l'avaient laissée. Ça empestait... Mais on était rudement content!* Et il nous entraîna vers l'hôtel de ville pour y retrouver le coin où il avait vécu son premier soir de victoire : *Weygand et moi nous y étions couchés sur d'affreux matelas. Il y avait un vacarme épouvantable. On entendait les gens monter et descendre cet escalier de bois qui était sur notre tête. Il n'y avait pas moyen de dormir. A une heure du matin, l'on est venu me déranger pour m'annoncer que j'étais fait grand officier de la Légion d'honneur. Je leur ai répondu : « Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse en ce moment! — Laissez-moi dormir. » A trois heures, un émissaire du général Joffre est venu nous apporter les cigares. Je lui ai dit « mettez-les sur la cheminée », et puis des couvertures aussi. Ça c'était précieux. Nous en avons pris chacun une et nous nous sommes enroulés dedans. Il faisait froid; on avait beau avoir mis toutes ses capotes, on était gelé... Mais personne n'apportait de renseignements.*

Au lieu de l'apothéose traditionnelle d'un soleil couchant, empourprant de ses feux les drapeaux pris à l'ennemi, une soupente mal éclairée où les chefs vainqueurs harassés ne peuvent s'endormir. Combien plus près de la vérité humaine ces souvenirs précis et dans la logique du moment : après de telles journées d'effort où le cerveau l'emporte, le corps, dont on avait abusé sans s'occuper de le soutenir, tout à coup réclame des soins qui priment tout. Pouvoir enfin dormir! Est-ce que la victoire au moins ne pourrait pas le permettre au vainqueur?

Mais le Maréchal ne saurait s'attarder à envisager longtemps le côté anecdotique des choses, même s'il peut prétendre à la grandeur, par la gravité des circonstances. Il regarde haut et voit loin. Aux détails de la lutte, il préfère

une vue d'ensemble. Comment d'ailleurs sur les bords de la Marne ne pas parler de celui qui commande en chef les armées françaises, « le père Joffre » (le Maréchal, en parlant de lui, emploie comme tout le monde l'appellation familière par où s'exprime l'affectueuse reconnaissance de tout un peuple). *Il est extraordinaire. Sa caractéristique! Un jugement très sûr. Il faut qu'on lui propose quelque chose, qu'on lui prépare un plan, il sait faire travailler. Lui : il pèse et il décide... Sur son bureau il n'a jamais rien devant lui, pas un papier, pas une carte, il n'écrit pas. Il ne dit pas grand'-chose, rien ne le fait bouger. A un moment on l'appelait « la bouée »... Les flots, la tempête! Il reste toujours le même. Ce fut une force. Le 27 août* 1914 *la situation était plutôt angoissante. Des dangers de tous côtés. On ne savait pas! Il a gardé son admirable impassibilité. Son exemple portait. Autour de lui, à son Q. G., malgré les mauvaises nouvelles, peu d'agitation, encore moins de l'affolement! Du calme, de l'ordre, on prenait les décisions avec du sang-froid.*

— C'est donc bien lui qui a gagné la bataille de la Marne?

— *Bien sûr, c'est son œuvre. Il l'avait préparée, en a poursuivi la réalisation... Il avait compris que la partie était mal engagée, il a rompu le combat pour corriger les fautes, pour réparer les faiblesses. Il a reconstitué le commandement; il a réparti autrement ses forces, et puis il a attendu le moment de reprendre énergiquement l'offensive qu'il voulait. La bataille de la Marne est bien une grande victoire... Joffre a été l'homme qu'il fallait, il a su encaisser... Et puis il était d'accord avec le gouvernement. C'était assez difficile!*

— Alors Galliéni?

— *Galliéni? Il a indiqué que le moment lui semblait venu. Joffre, qui voulait battre en retraite jusqu'à la Seine, s'est rendu à ses raisons. Mais c'est tout de même lui qui a pris la décision. S'il avait été battu, personne n'aurait revendiqué la défaite... J'ajoute : si nous ne l'avions pas eu en* 1914, *je ne sais pas ce que nous serions devenus.*

La question du commandement? Pendant les longues années de préparation à la guerre, le Maréchal y avait consacré toutes ses études. C'est une des idées dominantes de sa pensée toujours en travail. A chaque occasion il l'envisage de nouveau pour l'étudier encore, la retourner sur toutes ses faces, et la fouiller dans toutes ses conséquences, sans qu'il mette dans cette recherche de la perfection la moindre idée

de dénigrement. Sa sévérité n'est jamais malveillante. *Il faut voir les fautes pour ne pas les recommencer. Après la guerre d'Italie, en 1859, on a passé l'éponge, tellement on était content d'en être sorti à si bon compte. Vous savez à quoi cela a abouti?... L'orgueil est le pire des conseillers... Au lendemain de la Marne, la plupart des généraux étaient tellement « babas » d'être vainqueurs, qu'ils n'osaient plus rien faire... Ils avaient peur que la situation change... J'ai envoyé un cavalier* (1) *en avant pour poursuivre les Allemands. Il s'est arrêté au premier pont* (2) *et s'est mis « en cercle » avec un corps de cavalerie... Quand je suis arrivé je lui demande : « Comment, vous êtes encore là? Vous n'avez pas avancé?*

— Non ! Ils sont beaucoup plus forts que moi ! Ils sont formidables... Je ne pourrai pas les sabrer tous.

— *Mais ce n'est pas ce que je vous demande... Vous avez des canons, il fallait vous en servir... Quand j'ai vu qu'il ne comprenait rien, et qu'il n'y avait moyen de ne rien lui faire comprendre, je l'ai mis dehors. « Allez-vous-en, nous ne nous entendrons jamais! » Ils n'osaient rien faire... Il fallait les pousser, les pousser. Ils manquaient de train. Ils ne voulaient pas croire à leurs succès. Que les troupiers, que les Chapuzots n'y aient rien compris, je veux bien. Mais ceux qui les guident? Ah! non... J'ai vu dans la nuit du 11 au 12 septembre, un divisionnaire d'infanterie, qui avait reçu l'ordre de marcher en avant et qui s'est arrêté devant Châlons. Il n'osait pas y entrer. Et à la « Haute-Mère-Dieu »* (3) *il y avait le prince royal de Saxe et son état-major qui faisait une dernière noce. Il aurait pu choper tout ça!... J'y suis allé moi-même pour les secouer, les mener à coups de trique. Ah! si j'avais été là! Une colonne à droite, une colonne à gauche, une au centre et je raflais tout ça!* (Ses yeux pétillent à cette idée, mais sa figure se contracte de nouveau tout de suite). *Oui! il faut les mener à coups de trique. C'étaient de magnifiques généraux en temps de paix, de beaux militaires, qui savaient tout excepté la guerre... Celle qu'ils avaient préparée dans les manœuvres, c'était une guerre conventionnelle. Celle qu'ils devaient faire, ça n'était plus dans les règlements. Pauvres règlements! C'est bon pour mener un exercice, mais au danger cela ne suffit*

(1) Général commandant une D. C.
(2) Sur la Marne.
(3) Hôtel de Châlons.

plus... Voyez-vous, il ne suffit pas d'apprendre les règlements, il faut apprendre à penser.

Par les enseignements négatifs de la poursuite comme par ceux, positifs, de la bataille, le Maréchal venait d'illustrer pour nous, ses « Principes de la guerre ». A cette bataille de la Marne où pour la première fois il put mettre en action ses théories, les succès du soldat consacrèrent les enseignements du professeur.

Fère-Champenoise pourra se glorifier d'avoir été le berceau du commandement unique, car c'est là que celui qui un jour devait le détenir, donna la preuve qu'il en serait digne. Il sut voir clair, tenir malgré tout, prendre une décision simple : contre-attaquer Fère-Champenoise, et appliquer sa volonté jusqu'au résultat.

Sur le chemin du retour — la route nationale de Fère-Champenoise à Sézanne, qui servit d'axe aux contre-attaques — le Maréchal fit arrêter les autos au carrefour de Linthe, et demanda les cartes. *Dites donc, Weygand, qu'est-ce qu'il y avait à Saint-Loup?... Vous vous rappelez le commandant du 9e corps?... A quelle heure Grossetti est-il passé là? Ils* étaient seuls, tous deux, au bord de la route, face à la plaine, regardant les champs qu'avait traversés, dans sa marche de flanc, la 42e division.

L'ascension du commandement.

La Guerre?

Je l'attendais depuis quarante ans, mais je me disais que je m'en irais sans l'avoir vue!

Ce n'était pas à lui de la faire naître, il n'a rien tenté pour cela. La voici qui tout à coup menace ; à peine un instant. Déjà c'est une réalité qui s'impose. Il ne s'en réjouit pas : c'est trop grave. Elle est inéluctable : *Les Allemands la voulaient, ils l'auraient faite de toutes les façons. La preuve? L'ultimatum à la Serbie : toutes les conditions sont acceptées, ils attaquent quand même les Serbes.* Ce n'est pas une surprise, il n'en est pas troublé. Sans reproches, il est sans peur. Sera-ce la revanche? Bien sûr : *Nous avons un combattant, un soldat incontestablement supérieur à celui d'outre-Vosges par ses qualités de race : activité, intelligence, entrain, impres-*

sionnabilité, dévouement, sentiment national. Eux? Ce sont de bons soldats aussi, évidemment. Ils nous ont battus autrefois, c'est entendu, mais dans quel état étions-nous alors?... Un de mes anciens chefs, à qui je dois beaucoup, le général Millet, m'avait élevé dans cette idée, qu'il ne fallait pas les craindre. Ils sont comme les autres, pas plus forts. Ils savent leur métier, ce sont des professionnels, mais on peut faire aussi bien qu'eux. Je ne les redoute pas.

Les circonstances ne modifient pas son but, mais son plan. Il ne s'agit plus de préparer la guerre, mais de la faire. Il faut aller à la bataille, à *la bataille pour vaincre.* Il va s'y porter avec toute son ardeur, toute son énergie. Il la souhaite. Il la désire. Il la veut.

Le moment n'est plus de former des chefs, mais d'en être un. Désormais *le fait a le pas sur l'idée, l'action sur la parole, l'exécution sur la théorie.* C'est à celui qui aura le plus de caractère, de le montrer. Il faut utiliser tous ses moyens, bander toutes ses forces, toute sa volonté et, coûte que coûte, aboutir au résultat : la Victoire. L'occasion s'offre. Enfin. Elle est à portée de la main. Il faut la saisir. Il le faut absolument. D'ailleurs il suffira de le vouloir.

Pas de sentiments, pas d'idées préconçues. Voyons d'abord les faits. La Russie marche, elle est lente à se mettre en mouvement. Si les Allemands nous avaient attaqués d'abord, elle aurait été prête en retard. En commençant avec elle, ils l'obligeaient à se presser. Ils font une faute. Tant mieux. Ils se lancent en Belgique, ils s'étirent vers le Nord. Nous aussi ils vont nous obliger à voir autre chose que cette bataille de Nancy, hantise de tous nos chefs militaires : *Le général Millet me disait toujours autrefois : Le malheur, au Conseil supérieur, c'est que tous les généraux ont commandé à Nancy. Ils en connaissent toutes les mottes de terre. Ils en ont étudié toutes les positions, le Grand-Couronné, le Haricot de X..., les hauteurs de Z... La bataille de Nancy! Ils n'ont préparé que cela!*

Alors, quittant ce Nancy que l'ennemi n'attaquait pas, aux ordres du général de Castelnau, qui commandait la 2e armée, le général Foch, à la tête de son 20e corps, pénétra en Lorraine.

Le 20 août, devant Morhange, une de ses divisions, la 39e monte à l'attaque des hauteurs tenues par les troupes du prince de Bavière. Échec ! Qu'importe ! La seconde division,

la 11e est là, indemne, prête à rétablir la situation. Mais tout à coup : ordre de battre en retraite.

Ah ! Quelle rebuffade ! C'est, au départ de la course, le pur sang qui se cabre, parce qu'on lui tire sur les rênes. Coups de tête, sauts de mouton, ruades, mais rendez-lui la main et le voilà parti à fond de train. *Si jamais j'ai voulu désobéir, c'est bien aujourd'hui!* déclare-t-il sans ambages au colonel Duchesne, son chef d'état-major. A quoi celui-ci rétorque : « Vous ne savez pas ce qui se passe aux corps d'armée voisins ! » Et en effet, à gauche, le 9e C. A. avait dû s'arrêter devant la menace de forces sorties de Metz, et à droite le 15e corps reculer et découvrir le flanc du 20e. *Il avait raison. Alors, j'ai commencé la retraite, la 39e d'abord, puis la 11e, sur les hauteurs de Château-Salins. Mais les routes étaient embouteillées, des troupes en désordre, des convois de ravitaillement, de magnifiques auto-cars de Nice! Le 21, il a fallu continuer, passer la Seille, pour aller occuper les hauteurs de la Meurthe... Je suis allé à Nancy. On voulait l'évacuer. J'ai dit : L'ennemi est à deux journées de Nancy, et le 20e C. A. est là. On ne lui passera pas sur le dos, sans qu'il crie. D'ailleurs les Allemands se dirigeaient par Lunéville vers la trouée de Charmes. Du 23 au 25, je les ai attaqués ferme sur la route Einville-Lunéville. Il fallait les empêcher de continuer leur ruée! J'ai bûché là dedans! Ils avaient leur artillerie à Crion, à Sionviller, mais elle tirait trop haut... Tous les soirs à 5 heures, toutes leurs batteries nous donnaient un feu d'artifice. Pendant trois jours nous avons tapé là-dedans. Ils n'ont pas pu passer... Ils ne sont pas allés à Nancy.*

Quelles ressources dans un pareil tempérament, si on sait l'utiliser. La difficulté, au lieu de l'abattre, le fait bondir. Et c'est sur l'ennemi qu'il apaise sa fureur d'une contrainte.

Le général Joffre, lui, devant l'insuccès et dans le désarroi, reste calme. Mais, perspicace, il juge l'impétueuse réaction de son subordonné et l'approuve. Pour la grande bataille qu'il prépare et qui va décider du sort de la France, il réorganise le commandement. A qui va-t-il confier la nouvelle armée, chargée de faire face, au centre de sa ligne, à la situation la plus délicate et la plus périlleuse? A celui-là dont la bouillonnante activité et l'indomptable volonté le séduisent et le rassurent.

Devant cette nouvelle armée composée d'un état-major

de fortune et de troupes épuisées, l'ennemi est particulièrement menaçant. Ses entreprises réussissent. Elles redoublent de violence. Foch en conclut : *Puisqu'ils veulent enfoncer avec cette vigueur, c'est évidemment que leurs affaires marchent mal ailleurs.* Pour osée qu'elle soit, sa déduction est juste. Lorsqu'après deux jours de luttes incessantes, malgré une énergique résistance, son armée est acculée au bord du précipice, désespérément il s'accroche au sol sacré qu'il a reçu mission de tenir, se rappelant avoir enseigné : *La victoire est à ceux qui la méritent par la plus grande somme de volonté.* Et le succès donne raison à cette théorie mise en pratique jusqu'à l'extrême.

Son calme courage, son audace réfléchie, son habileté manœuvrière, valurent au général Foch mieux qu'une gloire, dont il se souciait peu dans des circonstances aussi graves, un nouveau commandement plus vaste, plus délicat, plus chargé de responsabilités, mais plus capable de résultats. Le 4 octobre 1914, il fut nommé adjoint au commandant en chef et reçut la mission de coordonner les opérations des groupes des armées françaises du Nord.

Les circonstances mirent en outre à ses côtés l'armée anglaise et l'armée belge.

Le chef de la première avait reçu de son ministre, lord Kitchener, l'interdiction de se mettre sous les ordres d'un général français. Tant au cours de la retraite de Charleroi qu'à la veille de la Marne, cette dualité de commandement avait failli amener des conséquences tragiques. Seule, la loyale camaraderie de combat du maréchal French avait sauvé la situation. Quant à la seconde, de par la constitution du royaume, elle ne pouvait être commandée que par le roi des Belges.

L'imminence du danger, la gravité des événements, la violence des attaques allemandes, allaient imposer une solution que le tact, l'activité et l'énergie de celui qui l'employa, rendirent excellentes.

Durant toute cette bataille, le général Foch, bien qu'il n'eût pas le commandement, fut le véritable chef : *Je n'avais pas de titre, ce n'était pas écrit sur du papier. Mais je n'en avais pas besoin. C'est bon pour les caporaux. Il suffit d'avoir des possibilités de s'occuper de telle ou telle chose et puis « on s'y introduit ». Je n'ai jamais autant commandé qu'en* 1914, *quand j'étais adjoint au général Joffre. Je commandais*

aux Belges, je commandais au maréchal French, mais je ne leur donnais pas d'ordres...

Le 21 octobre, sur Dixmude écrasée de bombes et d'obus, les Allemands se jettent avec une énergie sauvage. Sous les coups de leurs vagues d'assaut, constamment renouvelées, les lignes belges s'épuisent. Sans réserves ni munitions, elles vont succomber. Il faut empêcher que l'Yser soit forcée. On téléphone au général Foch. Il accourt et fixe la résistance : *J'ai dit : La ligne de chemin de fer. Sans savoir! Mais je pensais : c'est en remblai ou en déblai. En tout cas, c'est toujours une ligne bien marquée sur la carte et sur le terrain et qui peut servir d'abri peut-être! Tout le monde la voit, la connaît. On doit s'y arrêter, s'y tenir, c'est simple!... C'était un remblai : on s'est mis d'un côté! Et puis il y a eu les inondations. Elles se sont arrêtées de l'autre côté. Alors on tirait au canard! Oui! Les Boches étaient comme des canards... Au moment le plus grave, quand on ne sait plus quoi faire, on envoie des divisions. On croit qu'on a tout fait! Et puis? Quoi? cela ne suffit pas! Il faut avoir la volonté de faire quelque chose! Il faut dire : « On reste. On se tient là! » Il faut fixer une ligne. Sinon... On envoie des divisions! Et puis après? Elles ne savent pas ce qu'il faut faire... Croyez-moi, ce qu'il faut avant tout, c'est une volonté! Ce qui manque le plus c'est le commandement, ce n'est pourtant pas difficile. Mais on donne des ordres : Envoyez les troupes. On croit que cela suffit! On fait des instructions, des règlements. Et puis il n'y a pas de chef d'orchestre! Alors l'un joue* la Muette de Portici, *l'autre le* Tannhäuser! *Ils ont beau jouer très bien, c'est affreux! Ce n'est pas comme cela qu'on mène les affaires. Il faut savoir ce qu'on veut, il faut le vouloir, puis on le dit... Et les divisions peuvent venir, les gens tiendront.*

Quelques jours après, c'était au tour des Anglais d'être en mauvaise posture. Le 30 octobre, le premier corps britannique est assailli si violemment qu'il est sur le point de faiblir : *Lord French, à Ypres, me disait :* Mais nous allons tous y passer! — *On verra bien; en attendant plaquez, plaquez toujours, cela colmatera. C'est inouï à quoi on arrive avec ce système.*

Cependant, le lendemain, malgré les ressources amenées, la résistance semble impossible. French est désespéré. « Il ne me reste plus qu'à me faire tuer! » — *Il ne s'agit pas de mourir, mais de vaincre!* et, de nouveau, galvanisé par cette

autorité, par ce « don » des chefs, le maréchal French se redresse et les Anglais tiennent.

Là non plus les Allemands ne sont pas passés.

Les faits ont confirmé ses enseignements : *Le commandement, c'est le principal.*

Aussi quelle angoisse fait naître en son esprit un accident d'automobile dont le général Joffre est, à ses côtés, victime le 17 janvier 1915 entre Roosbrugge et Dunkerque. *Le général Joffre avait été atteint sérieusement. J'étais très inquiet. Je me demandais : Qu'est-ce qu'il arriverait en cas d'accident grave? Alors moi, son adjoint, j'ai écrit au ministère de la Guerre... Longtemps après, j'ai reçu une réponse m'apprenant que le général Galliéni avait une lettre de service dans sa poche. Elle était même datée du mois d'août 1914. Ce n'était pas la meilleure solution. Galliéni serait arrivé là tout neuf, il aurait encore fallu faire des tentatives.*

Car c'est un instrument d'une délicatesse bien dangereuse que le commandement, et qui risque d'être faussé même par des mains expertes, si celles-ci le prennent par accident et veulent le redresser. Sûr, mais difficile à manier, puissant quoique d'une extrême sensibilité, trop lourd pour des incapables, il est, entre des doigts habiles, fin, souple et précis. Inutilisé, il se rouille. Si l'on s'en sert pour des expériences, il s'use rapidement. La moindre erreur d'application émousse sa pointe. Exigeant autant de savoir que de savoir-faire, et réclamant des soins attentifs, confié à un seul ouvrier, adroit et qui possède son métier, il s'améliore à l'usage. Fragile, si plusieurs se le disputent, il se brisera sous leurs coups. Abandonné à une équipe, il se détériore aussitôt, chacun voulant l'employer à son idée. Sous ces secousses il va de travers, porte à faux... et du sang coule, inutile.

Solidement tenu et brillamment assuré pendant la période tragique, le commandement, sitôt le danger passé, devint — détestable effet des coalitions — l'objet de discussions et de convoitises qui le firent tomber sous le régime des conférences.

L'entrée des Italiens dans la lutte, le débarquement des nouvelles forces de Kitchener, la diversion de l'offensive russe amenèrent les Alliés à se réunir à Chantilly le 7 juillet 1915. Cette première conférence fit entreprendre les attaques de Champagne et d'Artois qui réussirent, mais incomplètement.

Au début de 1916, au cours d'une nouvelle conférence, le 14 février, une grande opération alliée sur la Somme fut décidée pour le début de juillet. Mais avant la fin de ce mois de février, les Allemands déclenchèrent leur formidable ruée sur Verdun. Tandis que sur la Meuse la bataille prenait des proportions gigantesques, dans le Nord, le général Foch, qui devait mener trois armées françaises à l'offensive prévue sur la Somme, continuait de la préparer, mais en voyant, petit à petit, chaque jour s'en aller vers l'Est ses effectifs.

Malgré cela, énergiquement menée par les troupes franco-britanniques, cette offensive, à la date fixée, débuta par d'éclatants succès. Si elle ne put obtenir la percée qu'on en attendait, du moins réussit-elle à dégager Verdun : *La bataille de la Somme n'avait pas donné tout ce qu'on espérait. Alors il a fallu trouver des responsables. On a voulu me limoger. On m'a déclaré malade. Celui qui est venu me l'apprendre en décembre 1916 n'y connaissait rien. On l'avait chargé de la commission. Mais je l'ai reçu : « Je ne suis pas malade. Vous ne me connaissez pas, vous ne m'avez jamais vu. Comment pouvez-vous déclarer que je suis malade? Vous diriez que je suis fatigué, passe encore, on est toujours fatigué, surtout avec la vie que nous menons. C'est une appréciation. Mais je ne suis pas malade. Que le gouvernement me supprime mon commandement, je n'ai rien à dire, mais qu'il ne prétende pas que c'est parce que je suis malade... » Alors on m'a demandé si je voulais aller à l'arrière, parce qu'à l'avant c'était Nivelle qui commandait, et que Nivelle n'était que colonel, quand je commandais moi-même un corps d'armée. J'ai répondu : « Cela m'est égal. Laissez-moi à l'avant. » On m'a envoyé à Senlis, où j'étais à la disposition du général commandant en chef et j'ai été chargé de l'étude du plan H, pour faire face à un envahissement de la Suisse par les puissances centrales.*

Le coup lui avait été très dur et le porteur de la nouvelle avait pu s'en rendre compte par la violence de la réaction. Mais après les premiers bouillonnements d'une légitime révolte, — ce n'est pas un homme à tendre le cou comme un mouton, — il se domina et jugea sa disgrâce avec une âme plus haute. Un politicien de son entourage lui proposa une manœuvre, un sauvetage par chantage politique. Il n'écouta pas la suggestion, resta sur le terrain militaire, se défendit auprès de ses chefs, puis se remit au travail.

Parmi ceux qui ont été limogés, beaucoup ne se sont pas relevés. On leur offrait une division. Ils n'en voulaient pas, ce n'était pas assez pour eux. De l'orgueil! Moi! j'aurais accepté une division, n'importe quoi, plutôt que de ne rien faire. A l'un on a proposé un corps d'armée; il voulait une armée, il a refusé. Il lui fallait un commandement. Il est parti à l'arrière. Il n'a plus rien fait... Une armée? Pourquoi une armée? Qu'est-ce que cela peut faire? Ce n'est pas l'importance du commandement qui fait votre grandeur, mais c'est la façon dont on commande.

Une troisième conférence à Chantilly, les 15 et 16 novembre 1916, décida une nouvelle offensive pour le début de 1917 sur tous les fronts et avec le maximum de moyens. Mais au moment de l'entreprendre, sentant son impuissance à la mener à bien, une quatrième conférence à Calais, les 26 et 27 février 1917, en confiait la direction au général Nivelle.

Il faut avoir de la continuité dans ses idées et persévérer dans ses efforts, sinon on n'aboutit à rien. En 1917, on a voulu tout changer. On trouvait que nous n'allions pas assez vite. C'était la première bataille de groupes d'armées. Le principe était juste. Peut-être l'application clochait encore. Mais on avait une méthode : celle des actions répétées. C'est celle-là qui a réussi plus tard. Ils n'ont pas voulu attendre. Ils ont cru celui qui leur promettait d'aller plus vite. Oui, mais à cette allure, on se casse les reins... Ce fut d'autant plus dommage qu'à ce moment-là peut-être on aurait pu finir la guerre.

On avait du matériel, on savait faire quelque chose. Seulement il ne fallait pas changer d'attelage. Cela ne se fait pas dans les montées! Il fallait laisser le père Joffre mettre ses moyens en œuvre... On a pris la charrette à Nivelle. Elle n'a pas été longue à s'embourber... On change... Alors il faut tout recommencer...

L'échec de cette tentative remit tout en question. On envisagea la création d'un organisme militaire permanent interallié, qui étudierait et préparerait le mouvement rapide des troupes d'un théâtre à l'autre. Le commandement tomba entre les mains des Conseils et Comités.

Après Caporetto, en même temps que le général Foch volait à l'aide des Italiens avec des troupes franco-britanniques, les premiers ministres des gouvernements, accourus à Rapallo, s'y mirent d'accord pour créer un « Conseil supé-

rieur de la guerre » avec un Comité permanent chargé de surveiller la conduite générale des opérations. Celui-ci n'était qu'un organe de consultation et d'études, inapte à un rôle de décision et d'exécution rapides, et de plus sans aucun moyen d'action.

Cet échafaudage compliqué n'allait pas pouvoir résister longtemps à la pression des événements. Déjà, pour le battre en brèche, commençaient à accourir des immenses plaines orientales de nouvelles masses ennemies que rendait disponibles l'effondrement de l'empire du tsar (1).

L'opinion publique, devant l'imminence du danger qu'elle devinait, inquiète et s'alarmant, cherchait une solution, et, mue par son intuition, se mettait en quête d'un homme.

Or, parmi ceux qui s'offraient à son choix, un chef attirait de plus en plus les regards. Il revenait d'Italie où son intervention au lendemain d'un désastre avait donné les meilleurs résultats. De plus il était devenu le conseiller du gouvernement et ses avis faisaient autorité. Sa science, depuis longtemps soupçonnée, s'était affirmée. Elle inspirait autant de confiance que son caractère, dont la légende commençait à se répandre. Sa foi dans le succès, son calme devant le péril, la richesse de ses ressources, la simplicité de ses moyens, la vigueur de son impulsion, sa haute conscience et son dévouement à la cause commune multipliaient chaque jour le nombre de ses partisans. En pensant à lui, les Français se rappelaient Saint-Gond et les Belges l'Yser ; les Anglais se souvenaient des Flandres, et les Italiens de la Piave. Quant aux Américains, ils se reconnaissaient eux-mêmes dans ce réalisateur acharné, pratique et audacieux. Le nom de Foch flottait sur toutes les lèvres...

Le 11 février 1918, le Conseil supérieur de la guerre se réunit pour discuter de la création d'une réserve générale interalliée. Mais qui la commanderait? La veille, le général Weygand, représentant permanent de la France à ce « C. S. G. », avait dans une lettre au gouvernement, précisé la situation : « Aujourd'hui, sous la menace et à la veille peut-être du plus puissant effort que l'ennemi ait encore tenté contre nous, il n'existe ni plan d'ensemble, ni chef. Quand il s'agira non de délibérer mais d'agir, un conseil, quel qu'il soit, ne pourra remplacer un chef. » Le Conseil

(1) Traité de Brest-Litowsk, 15 décembre 1917.

supérieur de la guerre décida de déléguer ses pouvoirs à un Comité exécutif. Et Lloyd George se fit l'interprète de tous, en déclarant : « Il est désirable que ce Comité ait un président pour diriger la discussion et préparer les décisions. Il n'y a aucun nom inscrit dans l'acte de constitution du Comité, mais les membres des différents gouvernements l'ont désigné d'un avis unanime : c'est celui du général Foch. Nul doute que les généraux américains s'y rallient. Ce nom inspire à tous les Alliés une entière confiance ; à cause de la conscience militaire et de l'expérience du général Foch et peut-être plus encore parce qu'il est un soldat dont la loyauté envers l'alliance s'est affirmée au cours de cette guerre. »

C'est Lloyd George qui a fait le plus pour le commandement unique! Déjà à Rapallo, au moment de la création du comité de Versailles. Avant même, dès le 17 *octobre. Il voyait clair! C'est même lui qui m'a inventé! Depuis* 1914, *on me prônait en Angleterre. Lloyd George m'a souvent dit :* « Vous êtes l'homme du programme de Saint-Pol. — *Saint-Pol? Quel programme? Connais pas.* — Mais si ! Vous vous rappelez bien ! c'était le 17 octobre 1914. Vous m'avez dit : Nous allons faire des tranchées. Ils veulent passer, ils ne passeront pas. Et ils ne sont pas passés. Vous avez réalisé votre programme. »

Malheureusement, cette réserve générale, créée sur le papier par le Conseil supérieur de la guerre, ne put être constituée. Les ressources manquaient ! Le 14 et le 15 mars 1918, il y eut à Londres une réunion du Comité de Versailles. *J'y assistais avec Clemenceau et Stéphen Pichon. Je venais de recevoir le commandement d'une armée de manœuvre qui n'existait pas* (1). *Je demandai aux Anglais de participer à la formation de cette armée avec des effectifs. Haig déclara que c'était impossible. Lloyd George le soutint, Clemenceau accepta tout... Je voulais dire que nous n'étions pas prêts. Les batailles alliées, nous en avions livré. Je savais ce que c'était. En* 1914, *sur la Piave, ailleurs, je les connaissais! Une nouvelle allait commencer, il n'y avait rien de préparé, rien de fait! On m'empêcha de parler.* « Nous sommes d'accord entre gouvernements. » *Le lendemain, sur une question quelconque, j'ai pris la parole, et j'ai dit ce que je pensais. Une offensive se pré-*

(1) La réserve générale.

pare. Rien n'est prêt pour résister, et elle peut nous acculer à un désastre. J'ai voulu que mon avis soit consigné au procès-verbal! On n'a pas pu m'en empêcher!... Lloyd George était ébranlé. Mais leurs résolutions étaient votées. Nous nous sommes quittés sans décision... Quelques jours après c'était le drame! Devant l'attaque allemande, les Britanniques avaient cédé. Leur ligne était percée.

Le 23 mars, Haig téléphona lui-même pour demander « un directeur de la guerre ».

Le 24, c'était un dimanche. Foch déclara à M. Loucheur, ministre de l'Armement, qui, dans son inquiétude, avait voulu parler de la situation avec lui : *Elle est grave, très grave : elle n'est aucunement désespérée. Voyez-vous, je ne veux pas parler de recul possible. Il ne peut pas être question de reculer. L'heure est arrivée de le faire sentir énergiquement aux deux armées. Haig et Pétain viennent de résister magnifiquement. La situation peut se comparer à celle d'une porte à deux battants qui a été forcée; chacun des deux généraux est maintenant derrière son battant, sans savoir qui doit commencer à pousser le premier, pour refermer la porte. Je comprends d'ailleurs leurs hésitations : celui qui poussera le premier risque d'avoir son aile droite ou son aile gauche tournée... S'il fallait les arrêter, comment ferais-je à leur place? Vous connaissez ma méthode : je colle un pain à cacheter ici, puis un autre là, un troisième à côté... Les Allemands n'avanceront presque plus. Un quatrième ailleurs et ils seront arrêtés tout à fait.*

Puis, ce même jour, il alla trouver Clemenceau avec une lettre où il avait formulé son avis : *Rien n'est prêt.* Le président lui répondit : « Vous m'abandonnez ! — *Mais non, monsieur le président, je ne vous abandonne pas, mais il nous faut une direction supérieure de la guerre, sinon nous courons à une catastrophe.* — Les commandants en chef sont d'accord. Il m'est arrivé souvent d'assurer la liaison entre eux. Je suis moi-même d'accord avec eux. — *Oui, tant que vous êtes avec eux. Quand vous les avez quittés ils travaillent chacun de leur côté, très consciencieusement, mais la liaison n'est pas maintenue. Elle ne peut pas l'être en l'état actuel des choses, et les Allemands en profitent...*

Le lendemain, au moment de partir pour rencontrer les Anglais à Abbeville, coup de téléphone de Clemenceau : « Il y a conseil de guerre à Compiègne. — *Mais Abbeville?* —

Envoyez-y Weygand. » *C'est alors qu'en l'accompagnant à la gare du Nord, j'ai rencontré le directeur du réseau, M. Javary, qui me déclara :* « Si vous ne sauvez pas Amiens, tout est perdu ! — *Mais oui, on va tâcher.* » *A Compiègne, la réunion a lieu dans une villa des environs, parce que la ville était bombardée. Ça ne marchait pas! Haig n'était pas là, on ne pouvait convenir de rien. Il aurait fallu aller à Dury. Mais on ne pouvait faire faire cette balade dans la nuit à M. Clemenceau. Alors, c'est entendu pour le lendemain. On rentre à Paris. J'étais chez moi, avenue de Saxe, Weygand vient me raconter ce qu'il a appris du maréchal Haig et de Wilson. Celui-ci était retourné à Versailles, mais il vint me trouver le soir même pour me dire :* « Voilà ce qu'on propose : M. Clemenceau sera directeur de la guerre avec le général Foch comme chef d'état-major. — *Ce n'est pas viable!... M. Clemenceau n'y connaît rien à conduire des armées ni des batailles! Alors qui est-ce qui mènera les affaires? Il y aura des décisions à prendre. Qui les prendra? Clemenceau vous dira :* « Je suis d'accord avec Haig et Pétain... » *Il ne s'agit pas d'être d'accord. Il faut commander. Qui est-ce qui prendra les responsabilités?... Non... ce n'est pas viable!* » *Nous étions tous du même avis.*

Au cours de cette discussion, Foch ne se borna pas à critiquer une solution qui lui paraissait mauvaise. Logique avec lui-même, il envisagea celle qui s'imposait : *Au moment de la bataille d'Ypres, le général Joffre m'avait délégué pour essayer de réaliser une union plus parfaite entre les troupes anglaises et françaises. Si aujourd'hui on me plaçait dans une position semblable, il me faudrait une autorité plus grande, qui me vînt des gouvernements alliés eux-mêmes.*

Il n'y a plus à tergiverser. L'heure de la décision approche. On ne pourra l'éviter. La situation est grave, plus qu'elle ne le fut jamais, elle est presque désespérée. Demain peut-être elle sera irrémédiablement perdue. Dans cette extrémité, est-il encore un remède? Un seul. Nécessaire? Absolument. Efficace? On peut l'espérer. Sûr? Peut-on savoir dans l'état où sont les choses ! Il faut le tenter. Certains s'y opposent encore. Inadmissible. Chacun doit prendre ses responsabilités...

Foch prend nettement les siennes ! *Nous devons chercher à créer les événements, non à les subir.* Il sait que le Commandement Unique est le seul moyen de salut. Il le dit, le répète, l'assure, l'affirme, le réclame. Ce commandement unique, il

faut sans retard le constituer et le confier à quelqu'un. Mais à qui? Il ne peut le demander pour lui-même. Si on le lui offre, il ne se dérobera pas. Il sait la gravité de la charge. Il sait aussi que son devoir lui commande de le prendre. Il a tout bien pesé. Il n'y a pas moyen de faire autrement. Les circonstances l'exigent. Donc le plus tôt possible sera le mieux. Demain tout sera plus difficile encore, et après-demain peut-être ne serait-il plus temps de rien essayer. Il faut agir. Et pourtant il ne peut tout de même pas s'imposer. Il sait bien tout ce dont il est capable... Un autre aussi peut-être! L'important c'est que le commandement unique soit réalisé. Il faut donc encore avec plus de persuasion montrer sa nécessité, avec plus d'énergie le réclamer encore.

N'a-t-il pas écrit, dans ses *Principes de la guerre*, ces lignes inspirées par la plus extraordinaire prescience et qui, aujourd'hui, lui dictent son devoir : « Quand vient l'heure des décisions à prendre, des responsabilités à encourir, des sacrifices à consommer, — et ces décisions il faut les prendre avant qu'elles soient imposées, ces responsabilités, il faut aller au-devant d'elles, c'est l'initiative partout qu'il faut s'assurer, c'est l'offensive qu'il faut déchaîner en tous points — où trouver les ouvriers de ces entreprises toujours risquées et périlleuses, si ce n'est dans les natures supérieures, avides de responsabilités? Celles-là qui, profondément imprégnées de la volonté de vaincre, trouvant dans cette volonté, comme aussi dans la vision nette des seuls moyens qui conduisent à la victoire, l'énergie d'exercer sans hésitation les droits les plus redoutables, l'énergie de tout risquer, même leur honneur, car un général battu est un chef disqualifié. »

La nuit se passe. Le lendemain, réunion à Doullens. On examine la situation : *Il n'y a plus cinquante centimètres de terrain à perdre. Il faut s'accrocher au sol. Rappelez-vous octobre* 1914... *L'ennemi a frappé juste à la jonction des deux battants de la porte. Il les a repoussés sur Haig et sur Pétain. Il faut qu'une force nouvelle les réunisse... Et surtout n'indiquons pas aux troupes une ligne de repli, sinon elles auront tendance à s'y précipiter.* Les Anglais (1) arrivent. La discussion est générale. On parle de défendre Amiens. *Il faut*

(1) Lord Milner et Haig.

vaincre avant Amiens. Il faut vaincre là où nous sommes. Puisque nous n'avons pas pu les arrêter sur la Somme, il ne faut plus maintenant reculer d'un pouce. Alors on propose de donner à Foch le commandement autour d'Amiens. *Mais non, c'est sur tout le front ouest*, dit Haig. Tout le monde se mit d'accord (1). *Je dois coordonner? Bien.* Et Foch accepta.

En s'en allant déjeuner à l'hôtel des « Quatre Fils Aymond », Clemenceau vint lui dire : « Eh bien ! Vous l'avez votre situation ! — *Oh oui! Elle est belle! vous me donnez une bataille perdue et il faut que je la gagne!* — Enfin vous avez ce que vous vouliez ! » Alors Loucheur prit la parole : « Il ne faut pas dire cela, monsieur le Président ! Le général Foch accepte par dévouement à la patrie, mais ce n'est pas un plaisir !... »

Il n'y a guère que la conception du devoir la plus haute qui puisse inciter un être humain raisonnable à tenter délibérément l'impossible, sous la menace d'un opprobre éternel en cas d'échec, mais avec l'unique espoir, sans prix pour une âme noble, de pouvoir, en récompense de son succès, se dire le sauveur de la Patrie.

A sa femme qui ne le voyait pas sans inquiétude charger ses épaules d'un tel fardeau, le général Foch répondit seulement : *Dieu fasse qu'il ne soit pas trop tard.* Au colonel Graeff, son ami d'enfance qui s'effrayait aussi : « Tu acceptes le commandement unique? Y penses-tu? — *Oui. J'y pense bien : je réussirai.* »

COMMANDANT CHARLES BUGNET.

(1) Accord de Doullens, 26 mars 1918. « Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique et français de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest. »

Foch et la Paix

Pour le dixième anniversaire de l'armistice, M. le général Mordacq qui était, en 1918, le truchement militaire de M. Georges Clemenceau, a donné à la presse américaine une série de confidences qu'il vient de rassembler dans un livre. En voici un passage essentiel :

...Le 8 novembre 1918, à 9 heures, assisté des amiraux anglais sir Weymiss et Hope, le maréchal Foch se rencontrait à Rethondes avec les envoyés allemands.

A 9 h. 10, un coup de téléphone en prévenait M. Clemenceau.

A 9 h. 30, je téléphonais au général Weygand (chef d'état-major du Maréchal) que le maréchal Foch devait exiger absolument le retrait des troupes bavaroises du Tyrol.

L'Italie venait, en effet, d'envoyer un télégramme très pressant à ce sujet et son ambassadeur m'avait lui-même téléphoné pour insister tout particulièrement.

A 9 h. 45, le général Weygand me téléphonait, de la part du maréchal Foch, que les Allemands, au lieu de se borner à discuter les questions concernant l'armistice, essayaient de le tâter sur les conditions de paix qui lui seraient imposées.

A 10 h. 5, je téléphonais au maréchal Foch, de la part de M. Clemenceau, qu'il ne fallait, sous aucun prétexte, parler des conditions de paix avec les Allemands. *S'ils revenaient sur ce sujet il devait se dérober en leur faisant comprendre que lui, soldat, ne pouvait s'occuper*

que de l'armistice et que les « conditions de paix » étaient affaires de gouvernement.

Vers 11 heures, le maréchal Foch me faisait encore téléphoner que les Allemands insisteraient beaucoup pour obtenir immédiatement une suspension d'armes et cela avant que l'on soit d'accord sur les conditions de l'armistice. Ils faisaient ressortir l'intérêt qu'il y avait à arrêter le plus tôt possible toute effusion de sang, etc...

Voilà qui appelle au moins des précisions.

Ces précisions, nous les avons depuis six ans. Elles nous semblaient d'une nature trop grave pour être alors livrées à l'opinion publique. Mais puisque le général soulève un coin du voile, il n'est plus de raison qui impose à d'autres le silence. Voici, pour notre part, ce que nous avons à raconter.

*
* *

Un jour de 1922, le regretté duc de Luynes nous fit demander de venir le voir à Dampierre. Le capitaine de Luynes avait été attaché pendant et après la guerre à l'état-major du général Belin, sous-chef de l'état-major général de l'armée et, de ce fait, il avait recueilli des éléments nombreux et précis quant à la marche des négociations de paix. Au surplus, les relations personnelles que lui assurait un grand nom s'ajoutaient aux fonctions alors remplies pour placer le duc de Luynes dans une position exceptionnelle d'observateur.

Il nous dit :

« La paix fragile qui a été signée le 28 juin 1919 procède d'abord d'un mauvais armistice.

« Au moment où cette paix fut signée, grande fut l'émotion causée par l'absence des maréchaux à la cérémonie de Versailles. Absence au moins paradoxale, et, pour le public, incompréhensible. Elle avait pourtant ses raisons.

« Si l'armistice avait été ce que proposait Foch ! a-t-on dit... Mieux eût valu dire : si l'armistice avait été ce que proposaient les Allemands. »

« Voici, poursuivit le duc de Luynes, ce que je tiens du maréchal Foch lui-même...

« A différentes reprises, depuis la fin de la guerre, il m'a raconté ce qui s'était passé à Rethondes. Laissons de côté ce que chacun sait, et écoutez ceci.

« Lorsque le 8 novembre à 9 heures du matin (*le huit*, non *le onze*) les autos des envoyés allemands eurent atteint Rethondes, M. Erzberger fit parvenir au Commandant en chef des Armées alliées la liste des personnes qui l'accompagnaient.

« La presse du monde entier a publié les noms des plénipotentiaires du 11. Mais les « envoyés » du 8? Il y en a eu au moins deux dont on n'a jamais parlé. Ces deux-là vont occuper une partie du temps du Maréchal.

« Le général Weygand vient de mettre la liste sous les yeux de son chef.

« — Quoi? dit Foch. *Des experts financiers?*

« Et il prie Weygand de téléphoner à la présidence du Conseil pour savoir si ces experts inattendus doivent être compris dans le corps de la délégation conduite par Erzberger.

« Au bout de quelques minutes — c'est toujours le duc de Luynes qui parle — le général Mordacq, qui a prévenu M. Clemenceau de la démarche, répond par la négative :

« — *Le président estime qu'il s'agit là de questions ayant trait essentiellement au règlement de la paix et non à la suspension d'armes.* Il se les réserve et ces deux experts ne devront pas figurer dans la délégation.

« De prime abord, cela apparaissait comme le bon sens. Et pourtant...

« Que venaient, en effet, faire là deux experts « financiers » du Reich? Tout simplement sauver l'Allemagne. Du moins les Allemands en jugeaient-ils ainsi. Mais nous ignorions tout de leur état d'âme. Seul Foch, lucide et juste, avait compris. »

« La réponse de Paris fut transmise à M. Erzberger, qui s'en montra fort abattu. Sans plus tarder, le chef de la délégation allemande fit à nouveau pressentir le maréchal et, cette fois, avec des précisions formelles : *les deux experts avaient été adjoints à la délégation à seule fin de discuter avec les chefs alliés du montant de l'indemnité de guerre à verser sur-le-champ par le Reich pour obtenir une suspension d'armes immédiate.*

« Au surplus, Erzberger faisait dire qu'une grosse somme en or attendait dans les arrière-lignes allemandes et pouvait être livrée en quelques heures. Je crois, ajoutait le duc de Luynes, qu'il s'agissait de 300 millions de marks-or. Près de 2 milliards de nos actuels francs-papier...

« Il est bien entendu qu'il n'était question là que d'un premier versement sur place qui eût pu être suivi d'autres sommes conformément aux exigences du vainqueur. Il est bien entendu aussi que ces versements n'avaient rien à voir avec les réparations exigibles par la suite dans le règlement du traité de paix. »

« Devant un fait nouveau, et de pareille importance, le Maréchal ne pouvait que rendre compte au chef du gouvernement français. C'est ce qu'il fit aussitôt.

« Cette fois, M. Clemenceau vint lui-même au téléphone. Il était 11 heures du matin.

« — Monsieur le Président, dit Foch, le chef de la délégation allemande insiste pour que les experts financiers soient introduits avec les autres. Voici ce qu'ils viennent faire ; voici ce qu'ils apportent. Que dois-je répondre?

« Très énervé — on l'eût été à moins après les journées qu'il venait de vivre — Clemenceau répondit sans douceur :

« — Veuillez vous tenir pour dit que cette affaire ne vous concerne pas. Je fais la paix, finissez la guerre. Un point, c'est tout.

« Déjà l'appareil était raccroché. Lorsque trois jours plus tard Erzberger entra dans le wagon historique, puis présenta ses collaborateurs et, en fin de compte, insinua à nouveau qu'il y aurait pu avoir présence de deux experts financiers, le Maréchal ne put que répondre :

« — A plus tard !

« Les Alliés venaient de perdre une grande bataille. »

Tel fut le récit du duc de Luynes.

Il est possible que notre relation contienne des inexactitudes de détail, ne fût-ce que dans les termes qu'elle prête aux principaux acteurs. Ce ne sont peut-être pas ceux que Foch eût répétés devant une Haute-Cour. Il y a cinq mois, fin novembre, nous avions soumis au Maréchal les feuilles d'agence qui rendaient compte des premières déclarations du général Mordacq à la presse américaine. Foch était déjà très fatigué, essoufflé par le moindre effort. D'un trait de crayon il marquait les lignes, ponctuait son geste d'une appréciation brève : « Ceci est exact. » — « Ceci ne l'est pas. » Quand nous voulûmes le faire parler sur le fond de ce qui vient d'être dit, le Maréchal nous répondit : *Cherchez. Je n'ai jamais reçu d'experts financiers du Reich. Je ne les con-*

nais pas. Et il termina la conversation par un geste qui voulait dire : « Il n'y a pas de fumée sans feu. »

L'important était de savoir si l'essentiel était vrai, et nous sommes aujourd'hui assez sûrs de nos sources pour l'affirmer.

Il est entendu que les experts financiers du Reich n'ont jamais été présentés au Maréchal. Il est entendu qu'ils n'ont pas pris part à la séance officielle de signature de l'armistice. Il est entendu qu'ils n'ont jamais pénétré dans le wagon de Rethondes, qu'il s'agisse du 8 ou du 11.

Mais les experts financiers de l'Allemagne étaient venus à Rethondes. Pourquoi?

Ils étaient à Rethondes parce que, pas un instant, l'Allemagne n'avait songé à obtenir *une suspension d'armes* sans apporter et livrer des preuves palpables de sa loyauté forcée. Ils étaient surtout à Rethondes parce que cette suspension était, à 10 heures du matin, le 8 novembre 1918, une question de vie ou de mort pour la patrie allemande. Ce, aux minutes près. Et ces minutes durèrent pendant trois ours... Dans la matinée historique du 11, Erzberger insistait encore pour que la sonnerie de l'armistice fût donnée dès 9 heures !

Certes les événements s'étaient précipités d'une façon extraordinaire, à l'intérieur du Reich, pendant ces heures fameuses. Erzberger savait combien chaque seconde était précieuse et, à chacune de ces secondes, il se demandait si l'écroulement définitif pourrait être évité. A côté des émeutes révolutionnaires derrière le front, il y avait les révoltes déclarées dans la troupe, les insultes adressées aux officiers et, parfois les sévices exercés sur eux. L'incendie s'était propagé avec une rapidité incroyable. Cinq ans plus tard, Mangin nous disait : *La moindre attaque alliée, en éparpillant les brandons, eût décuplé le foyer.* Erzberger le savait et le redoutait plus que tout au monde ; nous n'en savions rien — du moins les chefs civils l'ont-ils affirmé depuis. Au surplus il serait bien difficile de faire à un Clemenceau, qui mena si rudement sa part de guerre, l'injure de penser qu'il ait de propos délibéré ménagé l'ennemi dans le moment même où il s'en assurait la maîtrise.

Mais M. Clemenceau n'était pas libre.

Il va de soi que l'or apporté en offrande pour apaiser

les Seigneurs de la Victoire n'était pas destiné au seul gouvernement français. Tous les Alliés devaient en avoir leur part, et parmi eux il y avait les États-Unis.

Dieu nous garde de méconnaître l'aide admirable qui nous vint de ce côté-là ! Pourtant on peut bien dire ceci, et le dire d'accord avec le peuple comme avec le Sénat américain : le mysticisme des Quatorze points est à la base de la formule reprise par tous les pacifistes de notre vieux monde : *ni annexions, ni indemnités!* Mais à quoi bon revenir sur ces choses? Nous sommes placés pour dire que si Clemenceau avait accepté l'offre des plénipotentiaires allemands, l'argent eût dû être renvoyé aussitôt, par suite du refus américain.

Cette avant-dernière précision était nécessaire pour rendre à M. Clemenceau sa juste part. On voit qu'il ne sort pas de l'aventure complètement exonéré.

Nous écrivons cela en mémorialiste, non en juge. Mais enfin, le fait est là. Les *dona ferentes* ne pouvaient plus inspirer de crainte. Prendre l'argent eût été juste et bon. Car l'argent offert valait surtout comme un signe de la décrépitude allemande. Quel absurde mysticisme a pu le faire refuser?

*
* *

Ce que nous allons écrire maintenant ne craint pas le moindre démenti, fût-il de détail. C'est le maréchal Foch lui-même qui a revu et approuvé nos notes, dans son cabinet du boulevard des Invalides en novembre 1922.

Entre le 20 et 24 octobre 1918, c'est-à-dire trois semaines avant l'armistice, le maréchal Foch avait adressé au Chef du gouvernement français (et, croyons-nous, à MM. Lloyd George et House) une lettre extrêmement pressante et précise que nous avons lue et qui peut se résumer ainsi :

« *Aucune condition de la paix ne sera vraiment observée par l'Allemagne si les exigences* essentielles *n'en sont pas imposées et acceptées lors de la signature de l'armistice.* »

Graves paroles ! grave écrit ! Clemenceau n'en voulut ou n'en put tenir compte. Mais nous le répétons, Clemenceau n'était pas libre : Lloyd George, pour une part, mais surtout et avant tout le colonel House. L'attitude du représentant de Woodrow Wilson n'a jamais changé : épargner à l'Alle-

magne la catastrophe décisive qu'eût été pour elle la perte de son unité encore si jeune ; parer à l'écroulement de l'édifice bismarckien, écroulement qui eût rendu libres les éléments constitutifs du Reich, ces « Allemagnes » auxquelles tout esprit européen doit souhaiter à la fois faiblesse et prospérité, bonheur et impuissance ! A défaut de cet écroulement, que devenait la victoire alliée? Une satisfaction d'amour-propre, mariée à un soulagement physique. Rien qui jouât en garantie durable ! Rien qui assurât l'avenir !

Foch ruminait ces longues pensées. Son impuissance à se faire entendre bandait la volonté du chef, lui dictait démarche sur démarche. Toutes inutiles. Entre le 11 novembre 1918 et le 28 juin 1919, Cassandre aura clamé dans le désert.

* * *

On a pu être surpris de nous entendre prononcer le mot de Haute-Cour à propos du maréchal Foch. Ce mot n'est pas de nous. Il est du Maréchal lui-même et voici à quelle occasion.

Nous avons dit que Foch avait résolu de briser la conspiration du silence sur les conditions essentielles d'une paix française. Nous avons ajouté qu'il avait accumulé les démarches vaines. La principale de ces démarches a sa place marquée ici.

Peu de semaines avant la signature de la paix, le Maréchal fait demander audience à M. Clemenceau. Pas de réponse. Le Maréchal se rend à la présidence de la Chambre. M. Deschanel promet d'intervenir et lui dit :

— Allons voir le président du Sénat.

Tous deux vont trouver ce troisième personnage. Une intervention est décidée auprès du président du Conseil. Foch attend vingt-quatre heures. Pas de réponse.

Alors les deux présidents de nos Assemblées conviennent d'accompagner le commandant en chef chez le président de la République, M. Raymond Poincaré.

Les quatre hommes se rencontrent pour se reconnaître impuissants à faire introduire le maréchal Foch auprès de M. Georges Clemenceau.

Un jour vint — fin mai 1919 — où le maréchal Foch fut enfin appelé à titre d'expert devant MM. Wilson, Lloyd

George et Clemenceau. Le triumvirat de la paix. (A ses côtés, et au même titre, il y avait M. l'ambassadeur Jules Cambon et M. André Tardieu.)

Foch arrivait muni de notes qui valaient des armées et son premier soin avait été de les faire « taper » à plusieurs exemplaires afin qu'il en restât des traces. La distribution aux chefs des gouvernements alliés de ce rapport, qui développait en les renforçant les graves conseils de la lettre du 20-24 octobre, ne parut pas plaire à M. Clemenceau, qui en fit la remarque entre deux silences.

La lecture finie, le Maréchal attendit une discussion qui n'eut pas lieu.

— Messieurs les experts peuvent se retirer, déclara de sa voix sèche le président Clemenceau.

Soigneusement, une à une, Foch recueillait ses notes. Dans l'antichambre où ils se retrouvèrent un instant plus tard, M. Cambon hasarda en souriant :

— Hé, monsieur le Maréchal ! vous ramassez vos petits papiers !

— *Je les garde, monsieur l'Ambassadeur, et vous ferez bien de faire de même pour les vôtres, car un jour ou l'autre, vous et moi, nous passerons en Haute-Cour.*

Bondissant de colère, M. Tardieu qui avait déjà atteint la porte, se retourna vers Foch :

— Vous vous exprimez en général factieux !

*
* *

Ces choses ont dix ans. Sur son lit de parade, Foch mort a été salué par ceux-là même avec lesquels son désaccord avait atteint l'acuité que nous venons de dire. En valant à la France toute une semaine d'union sacrée, le Maréchal a rendu son dernier service... A sa taille. Digne de sa gloire. Dieu veuille nous en assurer les bienfaits !

Alain Mellet.

Les augures de Genève[1]

II. — Les têtes vides.

Aristide Briand et Herr Hermann Müller étaient partis, l'un « *nach* Paris », l'autre « pour Berlin » le même jour, vers la même heure. Dès qu'ils ne furent plus là, on se sentit démuni.

C'était le consul de Genève, Amé-Leroy, qui avait conduit Briand à son train. On lui demanda les détails du départ, en manière de consolation. Le consul répondit tristement. Il a la tête de Sadi-Carnot. Le pauvre président, une fois assassiné, n'avait plus besoin de sa tête, mais quelle curieuse idée de l'avoir reprise ! Enfin c'est Amé-Leroy qui l'a, il la soigne d'ailleurs, il l'anime, et il lui fait dire :

« — Vous connaissez Briand ; il arrive trois quarts d'heure d'avance ! »

Ou encore :

« — Quand le train s'est ébranlé, il s'est mis à la fenêtre, et il m'a dit : « Je vous confie la paix ! »

Dans l'intimité, il ajoute : « Il allait au Conseil des ministres, et surtout se faire couper les cheveux. Il n'y a qu'à Paris qu'on les lui coupe sans l'énerver ! »

Voyage officiel ou voyage privé, Aristide est parti. Il va falloir se passer de lui dans ce Genève qui... comment le définir?... on voudrait être juste ; c'est une ville tant vantée ;

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 mars et 1er avril 1929.

est-ce qu'on n'est pas de méchante humeur en la dénigrant? Mais aussi, est-ce que les gens savent ce qu'ils disent en la louant? Est-ce qu'ils ne confondent pas la Suisse et Genève, le lac de Genève et la ville? Ah ! la Suisse ! Jeunesse, vacances, alpenstocks, appétit ! Le lac ! ô ravissement et poésie, paresse et rêve ! De la rive ou sur l'eau, qui n'a connu des heures molles, azurées et bercées? Qui n'a cru, près de Genève, que la vie pouvait être douce? Le bruit de l'eau sur la grève, des pontons dans le soleil, une Suissesse rose entre sa vache et son veau, des Suisses blonds, obligeants et raisonnables, des maisons romantiques, parmi des pelouses rêveuses et des arbres sensibles, où l'on rêve de souffrir d'amour avec une jeune femme mince qu'aurait d'abord aimée Reynolds, voilà les claires images qui nous donnent du plaisir et du regret, dès que nous songeons à ce lac au bout duquel est Genève. Au bout, ce n'est plus au bord. Le Rhône se retrouve soudain, ramasse ses eaux et fuit en hâte. Genève, c'est une arrivée et un départ. Ce n'est plus le lac, cette splendeur ; ce n'est pas encore le Rhône, cette royauté. Mais c'est entre les deux Rousseau assis sur un fauteuil. Comme il est à sa place ! l'homme qui a fait ce choix avait du génie. L'écrivain regarde le lac, il soupire, et son soupir s'ordonne en une de ses phrases suaves au cœur et dangereuses à l'esprit. Il tourne le dos au Rhône qui s'en va vers la trop claire Provence, et du même coup, il ne veut pas voir la ville de Calvin, qui l'a renié, immuable et forte sur son coteau. Elle prend presque du charme, pourvu qu'on ait la chance de la bien encadrer entre deux voiles latines, ouvertes pour la faire voir. On ne pense plus alors à la cathédrale vide, à la chaire du réformateur étroite et dure, à des rues sans soleil, à tant de portails fermés. Je me suis laissé conter que ces vrais Genevois du haut Genève étaient raides mais charitables, occupés du salut de leur âme, et méprisants pour les Français qu'ils supposent à la fois légers et conquérants. Entre les voiles latines, je n'ai rien pu voir de cela ; en dehors du coin de terre où l'on est né, où l'on respire depuis quarante ans, où les parents et grands-parents vous ont préparé une toute petite lanterne de compréhension, que peut-on connaître? Je dis donc du vieux Genève qu'il n'est pour moi qu'une apparence, et je le dis dans le Genève des hôtels qui, hélas, est une réalité ! Genève des quais, des débarcadères, des pensions de famille, tout

cela si fade et fastidieux, d'une propreté solennelle, d'une niaiserie insoutenable. On n'y reconnaît pas la couleur de la vie ; où sont les ombres? Tout y est du même ton, du même teint. Shakespeare y aurait fait entendre un rire à bruit de tonnerre, et Rembrandt, misérable, y aurait péri! La Société des Nations, au contraire, s'est sentie tout heureuse. Sa destinée la plaçait hors la vie, puisqu'il s'agit pour elle d'instituer la bonté dans le monde. Il fallait donc une atmosphère où la médiocrité pût faire oublier les passions. C'est fait. Elles sont absentes ici. Attachez-vous, suspendez-vous, et gravissez le Cervin : la glace et l'avalanche ne permettent guère de croire à la neutralité ; mais sur le macadam du quai-promenade de Genève, entre un bateau à roues et un hôtel Bellevue, Beau-Séjour, Beau-Rivage, peint en verdâtre, jaunâtre, rosâtre, vous vous sentirez faible et l'âme insignifiante — neutre enfin, et c'est le rêve! Si vous ne l'êtes pas assez, dans n'importe quel hôtel on saura vous servir, dès le lever, un de ces petits déjeuners qui tuent un homme pour le reste du jour : un litre de lait, une goutte de café, une demi-livre de miel, un ravier de beurre, un pot de confitures. Mais s'agit-il de tout manger? Exactement. O vaches, abeilles, ô fruits et fleurs, quel abus de vos charmes et de vos richesses! Mais c'est pour la neutralité.

Puisqu'il n'y a que des hôtels, c'est dans l'un d'eux que la Société des Nations s'est établie. Les chambres sont devenues des bureaux : les fonctionnaires fonctionnent là où les voyageurs dormaient ; les salles à manger servent aux commissions : on a laissé des buffets bas dans les couloirs ; des Excellences s'accoudent et ordonnent leurs pensées là où le maître d'hôtel alignait ses hors-d'œuvre. Mais ce n'est pas le premier spectacle que l'on voit : il y a plus de va-et-vient que de réflexions sur place. On entre : tout de suite on croise des hommes, des femmes, qui passent puis reviennent, et ne cessent entre eux de se croiser, de se mêler. Ils ont l'air de tisser un filet invisible. C'est bien cela. Ils tiennent chacun leur fil, et ils fabriquent un immense épervier, dans lequel ils comptent prendre les nations une à une. Mais qui sont-ils? Voici. Il y a les délégués, au nombre de quatre ou cinq cents, envoyés par quarante-neuf nations : ce sont des hommes qui s'efforcent de penser. Il y a les journalistes, moitié moins nombreux, représentant aussi toute la carte du monde : ce sont des hommes qui s'efforcent

de comprendre. Or, il arrive chaque jour — c'est humain — que des délégués qui se disent consciencieusement : « Nous sommes ici. Pensons ! » ne parviennent pas à penser. Ceci ne serait pas un drame. Par malheur, les journalistes qui sont payés pour comprendre, veulent, avec une conscience égale, avoir compris, et il se produit alors qu'ils comprennent ce que les autres n'ont pas encore pensé. Ces autres, au milieu de leurs recherches, déjà gênés de leur impuissance, le sont beaucoup plus d'apprendre qu'on rapporte ce qu'ils pensaient, puisqu'ils n'ont pas pensé ; c'est alors qu'ils appellent à leur aide ces jeunes femmes, que l'on nomme sténographes : ils font semblant de dicter quelques semblants de pensées, et ces demoiselles rédigent et tapent un rapport, dix projets, trente vœux, qui indiquent à la rigueur ce qu'on pourrait penser, si on pensait. Comme cette prose est tapée par centaines d'exemplaires, on ne rencontre plus un journaliste sans lui en glisser un paquet sous le bras. Avec une telle charge, l'homme qui écrit ne craint plus de ne pas comprendre ; et le délégué qui le voit chargé n'a plus peur de rester incompris. Il se dit : « Au lieu de faire des personnalités, cet homme-là consultera nos généralités ! » Malheureusement, elles sont insaisissables, inanimées, mortes et mortelles. Le journaliste les emporte mais ne les regardera jamais. A quoi bon d'ailleurs? Chaque pays attend de ses journaux une vue du monde conforme à celle qu'il a déjà. Le lecteur est un animal de routine, qu'il faut nourrir toujours du même foin — et ceci n'est pas de l'impertinence : quoi de plus doux que le foin parfumé? Seulement le parfum varie avec la latitude, selon la force du soleil, et le journaliste n'est que le râteau, qui met en tas pour faire l'article.

Venant de l'Amérique du Sud, on trouve à Genève un représentant de la *Prensa* de Buenos-Aires, souriant dans un complet de baigneur, sorte de pyjama clair à raies vertes. Il marche dans un soulier blanc à semelle de caoutchouc, d'un pas élastique, comme sur le sable humide de la plage, et il entre à la tragique commission du désarmement ou à la ténébreuse commission de l'opium, de cet air satisfait et niais que les oisifs ont vers cinq heures, quand ils pénètrent, pour prendre le thé, dans la pâtisserie de la digue. Il enverra à son journal des comptes rendus superficiels et élégants, dans lesquels il sourira à la Société des Nations, comme il faisait à sa petite amie, dans le hall, parmi quarante-neuf

races où il ne distinguait qu'elle, en ignorant d'ailleurs sa nationalité ; n'est-elle pas née d'un Irlandais, par le moyen d'une Sicilienne, qui l'a enfantée au cœur d'Alexandrie? Tout cela donne à sa prose un exquis irisement.

Les Soviets, qui n'envoient aucun délégué, ont des journalistes. L'un d'eux, juif comme il sied, maigre et fiévreux, suit les débats, caché dans l'ombre de l'ombre. On ne l'a jamais vu que derrière quelque chose. Mais là son œil aigu brillait. Il ramassait de longs bras et il tordait son torse, au-dessus de ses genoux pointus ; le nez mince renvoyait, en deux jets bleuâtres, la fumée d'une fine cigarette qu'il aspirait lentement ; il avait l'air souffreteux mais tenace ; il écoutait avec émotion, comme s'il était toujours saisi de ce qu'il voyait ; il demeurait immobile, puis tout à coup il frémissait imperceptiblement, et ce n'était jamais d'un incident ni d'un éclat même d'une parole furtive ou d'un geste indistinct : un frisson ne le gagnait que quand les autres s'endormaient ; il était en marge de la vie ; il avait l'air d'accomplir une mission secrète ; il observait ceux qui ne s'observaient pas ; puis il envoyait à Moscou de brèves visions de rêve éveillé, nerveuses et mystiques.

On avait besoin de se reposer de cette maigreur inquiétante et inquiète. Un gros homme passait : on courait à lui. C'était un Hollandais. Cas unique. C'était un homme né d'une femme et d'un ours, d'un ours blond : l'espèce est rare. Les membres étaient humains, mais la tête était de l'ours ; pas de cheveux, une fourrure ; et la malheureuse bête, consciencieuse, appliquée, qui sans dévorer rien, s'intéressait à tout, était soudain zébrée d'éclairs, partis on ne sait d'où, mais qui la secouaient du haut en bas, détendant le corps et contractant la face, le jetant vers les Allemands, le rejetant vers Briand, enfin le livrant tout vif et démuni au cruel démon des tics affreux.

L'œil ironique et chaud d'une jeune Portugaise aimait à le contempler dans ses exercices étranges. Ce n'était pas férocité mais amusement. Il y a des réserves de joie chez les peuples ensoleillés. Elle mettait son poing sur sa hanche, cette jeune femme, comme si elle allait danser avec des castagnettes, et c'était l'autre qui dansait, sans qu'elle l'accompagnât sinon du regard brûlant, dont s'éclairait sa figure pâle. Les hommes tournaient autour d'elle, mais aussitôt elle tournait parmi eux, et c'était un mouvement double, enveloppant et enve-

loppé, comme les lettres pleines d'ardeurs et de confidences, passionnées et secrètes, qu'elle envoyait à une revue de Lisbonne.

Sans dégager de chaleur, mais d'un feu vif aussi on voyait travailler un tout petit Japonais, laid et muet, noir et or. Il promenait partout, sous une toile sombre, une machine à écrire, qu'il portait comme une cage d'oiseau, sa main crispée sur un gros anneau de cuivre. On le voyait regarder, écouter, puis brusquement il s'asseyait n'importe où, sur une marche d'escalier, sur les pieds d'une dame endormie, le temps de placer sa petite machine sur ses tout petits genoux, et déjà il tapait, avec un petit bruit de grêle, un minuscule article, qui s'en allait là-bas, au pays des petits ponts et des maisonnettes, porter ses petites pensées, au tic tac minutieux.

Quelle tristesse de ne pouvoir s'en tenir là ! Mais comment oublier les Allemandes? Il y en avait : comment ne pas les voir? Et c'est ensuite un souvenir impossible à chasser.

Elles étaient deux, deux jeunes, pourvues de pieds larges et pesants. Je ne le dis pas pour les charger, mais parce que c'est bien cela, l'Allemagne, sur la carte d'Europe : la large empreinte d'un pied, qui ne souffre pas d'être à l'étroit. L'une d'elles était en vert, en vert acide, comme le Rhin au printemps; l'autre était rouge et bleue, bleu-noir, rouge vif. Je ne le dis pas pour accuser les tons, mais parce que l'Allemagne c'est bien cela, entre une Pologne vieil or et une France de rose rose. La rouge et bleue avait des manches rouges et une robe bleue; une poitrine bleue, un derrière rouge. Quel monstre avait pu concevoir cela, et le lui coudre ensuite? Bah ! Est-ce qu'elle s'en souciait? Elle allait, elle venait, elle passait et soufflait. Funeste autorité, faite d'épaisse inconscience! Mais force aussi, et j'étais faible, puisque sur son passage, c'était moi qui souffrais. Elle ne s'en est jamais aperçue; je n'ai même pas fait partie pour elle du problème des minorités; je n'ai jamais figuré dans ses articles, épais comme du boudin, d'une langue comestible, qu'on mâche plus qu'on ne la parle... L'autre était effrayante, par l'extase d'un sourire immobile qui jamais ne s'éteignait. Elle souriait en marchant, en écrivant, devant un arbre, un chien, un téléphone, un délégué. Elle souriait de tous les désaccords; elle souriait de rencontrer sa compatriote. Quelqu'un m'a dit... qu'elle souriait aux anges! Mais les anges en seraient morts! Or, ils sont éternels. A qui pouvait-elle

donc sourire? Sourire d'aveugle, ou bien de mystique? Non, sourire irritant et néfaste. Il n'y a pas de traités qui puissent contenir ce sourire-là, et c'est lui qui errait encore tout le long des tartines nourrissantes qu'elle expédiait à Leipzig, chaque soir, à l'heure où sous un ciel candide, le lac devant elle souriait innocemment.

Le soir! C'était l'heure folle, puisque le télégraphe et le téléphone vibraient, pendant que les boîtes aux lettres s'emplissaient! De quoi, Seigneur! Des plus puériles nouvelles gonflées, soufflées, pour faire croire à leur importance! Quelle enfantine époque qui fait partir des ondes en tous les sens, exactement pour rien, et veiller des postiers pour expédier de pauvres articles. Les pères de ces gens-là, au moins, dormaient dans des lits chauds. Leur temps était plus sage. Le nôtre ne croit qu'au nombre, nombre de parlementaires, de dépêches expédiées, de journaux vendus. On crée de l'électricité ; sitôt créée, on l'utilise. Je ne dis pas qu'on la déshonore : c'est une force, elle n'a pas d'honneur, mais on la fait servir à répandre miraculeusement la bêtise. Elle la pousse, elle l'emporte, elle la fait arriver sur l'heure à l'autre bout des mondes.

En parlant de bêtise, ce n'est pas seulement à celle des journalistes que je pense. Malheureux! Ils sont pris dans un vaste système d'agitation, où il n'y a presque plus rien qui ne soit absurde. Si je les comparais à des abeilles, qui butinent ici ou là, c'est moi qui serais risible! Ils ressemblent à de bons toutous ; ils cherchent une caresse ou un os. Toute la journée à flairer, à mendier. Ils courent après vingt lièvres ; quel hasard s'ils rapportent un lapin! On les envoie pour qu'ils essaient de voir la réalité. La réalité les absorbe. C'est l'histoire de la baleine avalant Jonas. Mais, une fois dans le ventre du monstre, ils n'en sortent plus. Il faut venir à leur secours. C'est ce qu'ont compris les délégués français.

Ils se sont dit : « La Société des Nations ne saurait vivre « sans publicité. Son programme est de faire tout, tout « ce qui se fait... et le reste, sur la place, publiquement. Le « meilleur serviteur est donc le journaliste. Cher homme « indispensable! Il convient de l'attirer, de le choyer. Et le « mieux pour lui plaire, c'est encore de lui faire son travail. « Ce qui d'ailleurs sera fort avantageux pour les délégués. « Il nous arrive, dans les commissions, de bafouiller. Les « journalistes ne sont pas là. Dieu soit loué! Mais alors, en

« fin de journée, réunissons-les donc, pour leur expliquer...
« ce que nous aurions dû faire, avec une conviction qui
« permettra de leur fera croire que nous l'avons fait. Sans
« compter que nous ne serons pas loin d'y croire nous-
« mêmes, quand nous verrons qu'ils y croient ! »

L'idée n'était pas sotte. Elle se réalisa. Il fut convenu que tous les soirs à sept heures et demie, les journalistes français seraient accueillis à l'hôtel des Bergues par la délégation de la France, qui se ferait un plaisir de leur expliquer les actes et les propos éminents de la journée. Il ne vint même pas à l'esprit des membres de la presse que cette réunion supposait de leur part un état léthargique, ayant duré dix heures et se renouvelant chaque jour. Ils acceptèrent avec inconscience et vinrent avec innocence.

C'est le plus souvent Boncour qui les recevait. On a fort bien dit de ce parlementaire socialiste qu'il était avocat et aussi cabotin. On oublie qu'il est surtout un homme malheureux. Malheureux par ambition. Il est torturé à Genève de ne pas être le premier. Et pas une minute, il ne s'illusionne, ayant conscience tout le temps qu'il est le second. Le drame pour lui, c'est qu'il ne peut jamais, jamais s'absenter de lui-même, pas plus qu'il ne peut grandir. Or, il est petit. Il se voit, il souffre, il se dit : « Du courage ! Forçons-nous ! » C'est le contraire qu'il faudrait. Car le succès qu'il envie à Briand vient de ce que l'autre jamais, jamais ne s'efforce en rien. Pauv'Boncour — c'est le nom qu'il doit porter, — il voit bien que Briand a la bosse, et lui n'a que la tête du bossu ! L'essentiel, hélas ! lui manquant, il est réduit aux artifices. Dépourvu de naturel, il fait du théâtre. Il joue au penseur. Il arrive vers les journalistes le front solennel et sombre, comme s'il allait à la rencontre de la mort, pas moins. Mais elle ne vient pas.

Alors, il s'assied en pensant. A quoi? A ceci qu'il faut avoir l'air de penser. Et il prend la songeuse joue de sa pensive tête dans son intellectuelle main. Le silence s'établit... pour rien, car le groupement de ces esprits animaux ne donne qu'une attitude. Quelques garçons d'hôtel arrivent alors sans bruit. Ils passent des cocktails. Les journalistes prennent, boivent et sont réchauffés. Boncour ne boit pas puisqu'il cherche uniquement à penser ; mais du fait que les autres ont bu, il leur fait aussitôt l'effet d'un homme qui pense. Tout va bien. Il ouvre la bouche, c'est

pour soupirer, pas encore pour parler. Puis il lève les yeux, mais ce n'est pas pour voir ces messieurs, c'est au contraire pour montrer qu'il a d'autres visions. Il est en train de revoir la Commission du désarmement. Et il la revoit avec tant de force qu'il parle enfin :

— Messieurs, tout dépend de ce que dira l'Amérique! Et l'Amérique n'est pas là !

— C'est vrai, murmure un journaliste.

— Mais de loin, il faut qu'elle parle ! Il le faut ! Si elle ne parle pas, je solliciterai ses paroles !

— Bravo ! fait un second journaliste.

— Je les solliciterai bientôt et publiquement ! Car nous sommes à un tournant du débat !

— Oui, un tournant... fait un troisième.

— L'heure est grave... grave pour l'opinion...

Les journalistes sont immobiles.

— Car si la Société des Nations échouait là-dessus...

Les journalistes tendent le cou :

— Dame, si elle échouait.

Les journalistes retiennent leur souffle.

— Mes amis, dit douloureusement Boncour, je ne dis pas, bien entendu, que la Société des Nations se condamnerait de ce fait !

Il enfle ses narines, puis d'une voix pathétique :

— Je dis qu'au cas — au seul cas... et en le disant, je signale, je ne prophétise pas !... Mes amis, je vous en prie, surtout, ne me faites surtout pas dire, ce que je ne dis pas !

Sur ce mot, il baisse les yeux, et il descend moralement aux enfers.

Comment, dans ces minutes-là, ai-je eu la force de ne pas crier :

— Garçon, qu'on apporte des lauriers, et qu'on couronne cet homme !

Le cabotinage à ce point, quand il ne s'épanouit pas sur des tréteaux mais dans la vie, parmi des dupes, est exaltant. La vanité, quand elle s'affuble d'un masque aussi comique, est ravissante. Elle est toujours la maîtresse du monde, mais chez Boncour on la voit dans sa fleur. Il est homme de parti, d'un petit parti, le parti socialiste français. Qu'est-ce que cela? Quel tout petit tas de crânes et de tibias avant trente ans ! Il s'en doute bien, et il fait effort

pour prononcer des paroles qui dépassent le parti, qui devraient atteindre la terre entière et l'éternité.

Les journalistes ne sont pas plus mauvais diables que d'autres. Le cocktail aidant, ils ont même besoin de cordialité, et l'un d'eux risquait de temps à autre :

— Ah ! monsieur le ministre, comme c'est vrai ! Et que c'est intéressant ce que vous dites là !

Pendant une seconde il buvait de l'ambroisie. Puis de nouveau, son tourment le dévorait, pauvre petit Prométhée !

Et cependant... on peut le consoler, en disant que comparé à Briand, il n'était rien, mais que comparé aux autres, il devenait un géant. Pensez donc, lorsque Jouhaux venait à la commission ! Alors Boncour prenait des airs de Périclès ! Tout est comparaison. Avec Jouhaux, il fallait se griser : on redemandait vite un cocktail. Il profitait de l'occasion pour en prendre un aussi, et le prenant, il se levait, et disait au garçon : « Merci, m'sieur ! » C'est le côté gentil de Jouhaux. Boncour est effroyablement rogue envers le peuple. S'il n'avait pas inscrit dans son programme qu'il aime les humbles, on en aurait douté en l'entendant molester les serviteurs de l'hôtel : « Fermez donc votre porte, vous, voyons ! » Quelle rancœur dans la voix ! Au lieu que Jouhaux va la fermer lui-même. Il n'en est pas à un effort près. Ses bottines avachies laissent penser qu'il vient de coltiner un piano. En dehors de la politique et des voyages, il doit faire des déménagements pour augmenter ses revenus. L'ennui est qu'il ne sait pas se varier. Il arrive dans une commission : il traite les délégués comme un sommier ou un buffet, les prend à bras-le-corps et les fiche par terre ; dame, il étonne et fait des dégâts. Le soir, aux Bergues, quand perdu dans la graisse de ses joues, tenant son verre de sa bonne main boudinée, il exposait son « travail » à la commission du désarmement, on aurait pu croire qu'il expliquait : « J'ai cassé la petite table ! » et pour montrer comment, il cassait la soupière. Confus, il s'écrasait dans un fauteuil, qui s'effondrait sous lui ! Ce n'était pas exactement un spectacle de vieille diplomatie. On sentait que la démocratie avait changé les manières de gouverner.

Devant « Monsieur » Jouhaux, comme disait le programme de la Société des Nations (car il y a un programme donnant les noms d'acteurs !), les journalistes souriaient, aimables et

prudents. Grande puissance ouvrière ! Ils avaient sinon du respect, du moins quelque inquiétude qui tempérait leur amusement.

Deux sénateurs étaient chargés de raconter les événements marquants de la commission de la traite des blanches. C'était le sénateur Lucien Hubert, qui s'en venait avec son admirable tête d'accoucheur borné et lui-même n'accouchant de rien, et le sénateur François Labrousse, souriant et perdu dans les vapeurs d'une quantité d'apéritifs, parmi lesquels il avait de la peine à asseoir ses jugements. Il y parvenait cependant, et avec une bonhomie de radical-socialiste parfumé au Cinzano, il émettait quelques aphorismes rigolards de pharmacien laïque sur l'inutilité d'essayer de réformer les mœurs dans le monde ! En soi, c'était triste, mais il eût fallu penser au soi, et ce parlementaire au veston taché, à la bobine usée, à la cervelle fumeuse comme une vieille cheminée de roulotte, amusait un instant les journalistes qui, grâce à lui, se souvenaient avec orgueil que la France est un pays de sceptiques aimant la bagatelle. Le sénateur Labrousse leur convenait bien mieux que la morale de Bossuet ! Et puis, il parlait ; on pouvait prendre des notes.

Il y avait un délégué de qui on ne pouvait rien, jamais rien tirer — pas la moitié de l'ombre d'un mot. Il est vrai qu'il n'était que député. Il s'appelait Bastid. Un pauvre être, vivant dans la terreur. Son aventure est terrible. Bastid n'est pas un homme, c'est un rat. On s'est trompé. On l'a habillé en homme ; on l'a habitué à se tenir sur ses pattes de derrière, ce qui est suffisant pour entrer à la Chambre, et on l'a envoyé à la Société des Nations, où se parlent toutes les langues, pour voir si enfin il trouverait la sienne : il est resté muet ! La vérité, c'est qu'il est très, très malheureux d'être un rat, parmi des hommes. Il essaye de dissimuler son museau dans son col, dans le revers du veston : on le reconnaît à cent mètres ! Il ne sait ni mettre un chapeau, ni tenir une canne ; il a une canne fluette ; c'est ce qu'il a trouvé de plus léger ; elle est encore trop lourde ; et il a un chapeau trop petit, qui ne lui tient pas sur la tête, parce qu'il a dû le choisir en se pressant, comme tout ce que font les rats. Il ne prend même pas le temps de manger : d'où sa maigreur. Inscrit au parti radical, il a rongé de vieilles croûtes, hâtivement, dans la cave de Daladier, mais il n'y a là de quoi vous faire ni une figure ni un tempé-

rament. Aussi n'a-t-il ni l'un ni l'autre. Il est crevard et frissonnant. J'étais obligé, chaque fois que je le rencontrais, de me répéter le passage de Pline où il est dit qu'un rat blanc n'est pas de mauvais augure. Tant mieux ! Une fois de plus les enchanteresses humanités me sauvaient. Car la seule vue de Bastid ne rassure pas. On sent qu'il a une vie à la fois précaire et avaricieuse, qu'il ne mange pas et a peur d'être mangé, qu'il ne peut rien dire, mais qu'il vous en veut de parler. Il se trouvait, un jour, à la réunion des Bergues, à côté de Jouhaux. C'était saisissant. Il était si aplati, avec un œil si hagard, qu'on aurait juré que l'autre d'abord s'était assis sur lui. Bastid avait dû le mordre ; Jouhaux est gras, il avait senti un chatouillement, s'était levé et le rat, haineux et silencieux, avait pu se glisser à côté. En fin de compte, il est presque aussi misérable que Pauv'Boncour. Mais ce n'est qu'un animal pour fabuliste, tandis que Pauv'Boncour eût déjà intéressé Dante. En le tonifiant, avec de la complaisance, le poète aurait pu le mettre dans un cercle de l'enfer.

Ce n'est évidemment pas dans cette pensée que le père Yves de La Brière vint, plusieurs soirs de suite, contempler le député socialiste, l'admirer, s'extasier devant lui. Le bon père s'assit parmi les journalistes ; ne l'est-il pas lui-même? Comme l'un d'eux était franc-maçon, plein du plus dégoûtant mépris pour l'Église, qu'il appelait, blême de rage : « La honte moyenâgeuse », le très bon père eut soin, afin de ne pas froisser cet homme dans ses sentiments délicats, et aussi pour avoir les jambes libres, car il devait fort souvent les agiter au cours de crises d'admiration, l'excellent père eut soin de laisser sa soutane à Paris, et de s'habiller en clergyman, ce qui consiste à revêtir une triste redingote et à mettre son col à l'envers. Dans cette tenue, il écoutait avec un intérêt sombre et passionné les riens qui sortaient de la bouche des délégués. Si l'un d'eux énonçait :

— Notre commission a émis le vœu que soit nommée une sous-commission !

On voyait le front du consciencieux père de La Brière se plisser et s'obscurcir comme devant une révélation bouleversante pour les philosophies humaines.

Si le gros Jouhaux disait :

— Gare les masses ! On verra ce qu'on verra !

Le maigre mais magnifique père de La Brière se rap-

prochait de lui dans un élan de sympathie chaleureuse.

Et si Boncour enfin, n'en pouvant plus de n'être que Boncour, s'écriait :

— Il faut tuer la guerre avec l'esprit de la guerre !

Le pacifique et généreux père de La Brière approuvait vivement et se livrait à mille gestes pleins d'une pieuse gratitude.

État incompréhensible, si on n'avait la charité de songer que ces manifestations extérieures ne devaient nullement correspondre aux pensées qui demeuraient secrètes. Le bon père souriait à Jouhaux, mais à cette minute-là, c'est peut-être saint François d'Assise qu'il voyait. Il s'élançait vers Pauv'Boncour : qui sait dans l'instant même s'il ne partait pas vers Dieu?

Il eût été plus difficile de saisir les raisons de la visite de Torrès, l'avocat d'assises. Les avocats sont partout chez eux, même dans les prisons. Il entra un soir à la réunion des Bergues comme dans n'importe quel moulin... Je n'aime pas ce genre d'hommes ; je me dis : « Où est l'assassin? » Enfin, il n'y eut aucun meurtre. Je ne remarquai que ce fait extraordinaire que Torrès ne souffla pas mot. Sa bouche élastique, qui peut s'ouvrir démesurément pour livrer passage tout à coup à un flot de limoneuses paroles, parmi lesquelles on crie : « Au secours ! » tant c'est horrible, et parce qu'on se noie dans cette horreur, — sa bouche resta fermée et immobile. C'était un Torrès enchaîné, assagi, ensuissé. On pensait : « Est-ce que par hasard... il serait devenu... » On entrevoyait inutilement un bonheur impossible.

D'ailleurs, on n'avait jamais le temps de s'y attarder. Ces réunions étaient toujours extrêmement courtes, parce que les délégués, chaque soir, se trouvaient invités à dîner ou à danser. Il fallait donc qu'ils allassent passer une chemise blanche et un habit à queue. Et sitôt arrivés, ils ne pensaient qu'à partir. Il y avait au surplus le visage rayonnant du journaliste méridional qui ne manquait pas de les y inciter. On eût dit qu'il courait sur ce visage des reflets de soleil avec des remous du Rhône. C'était l'image de la Provence. Mais ses yeux, qui étaient pleins d'éclairs vengeurs, devant tant de personnages comiques, disparaissaient derrière des lunettes noires, non que la lumière le fatiguât, au contraire parce qu'au sortir de son éblouissante province, il ne pouvait supporter la grisaille de Genève et de tous les

gens confits en pacifisme. Il préférait la nuit, s'y plongeait volontairement, et sous ses verres obscurs il était pris d'un large rire, que voyaient avec inquiétude ceux qu'il ne voulait pas voir. Tout à coup, sur une phrase trop absurde, devant une vanité trop bouffie, il se levait, enflait sa poitrine, avalant tout l'air de la pièce au point qu'il dégonflait les vaniteux, et il disait avec simplicité mais ravissement : « Si nous partions? » Il m'a toujours semblé que ce pluriel s'adressait à moi ; je le suivais donc. Sitôt la porte passée, il se débondait, s'esclaffait, devenait malade de rire, et répétait vingt fois en s'étouffant : « Tout de même, cela vaut le voyage ! » Dans le couloir errait le brave consul de Genève, toujours avec la tête de Carnot, et aussi un magnifique pantalon à raies qui avait l'air si heureux de se faire voir. Il promenait des femmes élégantes, leur montrait l'hôtel des Bergues, après une visite de la ville, et il disait d'un air confidentiel :

— J'ai la chance d'un poste unique ! Y a-t-il un autre consul qui de son consulat aperçoive son pays? Moi, sans jumelles je vois la France !

— C'est vrai, ah ! c'est vrai ! roucoulaient les jeunes dames ravies.

— Et y a-t-il un autre consul, reprenait ce brave Amé-Leroy qui rayonnait alors autant que son pantalon, y en-a-t-il un autre, qui, plusieurs fois par an, ait l'occasion de recevoir son ministre?

Nous passions. Brusquement Loucheur nous croisait, avec sa tête de chien chinois égoïste. Il n'avait pas un regard pour nous. Il allait à ses chiennes d'affaires.

Nous descendions l'escalier : nous arrivions dans le hall des Bergues.

Là, entre sept et huit, tous les soirs, les mêmes joies nous attendaient — des joies qui n'étaient peut-être pas d'un ordre très élevé, mais que j'estime nécessaires au bon état du corps. Il n'y a pas que l'intelligence à soigner. Les poumons et la rate réclament de l'exercice : le rire en est un salutaire, le rire simple, le gros rire, que donnent les bouffonneries du cirque. Et c'est le genre de folie que nous trouvions dans le hall.

La première tête qu'on y apercevait, c'était Grumbach : un clown. Il rôdait, comme il rôde toujours, partout. D'où venait-il? Où allait-il? On ne le voit jamais entrer ni sortir.

Il ne fait pas de bruit. Tout à coup il est là ; brusquement il n'y est plus. Tout le temps qu'il y est, il rit. Il est petit, remuant, et drôle. Il rôde parce qu'il cherche quelqu'un, ce qui ne veut pas dire qu'il sache au juste qui : il connaît la richesse de l'imprévu. Ce n'est pas un chasseur, c'est un braconnier, mais éminent ; et je répète qu'il n'a qu'une arme, le rire. C'est par le rire qu'il attrape son gibier. Posez-lui une question dont il ne sait rien ; il fera : « Chut ! » et il éclatera de rire. Comme la tête est irrésistible, vous direz aussitôt ce que vous savez, pour voir si c'est aussi ce qu'il sait ; et il sera renseigné. Au contraire, sait-il tout, il répond par une blague, vous le trouvez plaisant ; vous croyez qu'il ne sait rien ; et son rire vous détourne de le questionner davantage.

C'est un bon démocrate, vulgaire comme le pain d'orge. Il doit l'être naturellement, mais il s'y applique aussi, pour plaire aux femmes du monde, qui ont un tel besoin de ne plus s'ennuyer qu'elles confondent la grossièreté et le naturel. C'est un ravissement quand il arrive vers onze heures du soir avec son veston défraîchi, dans un salon où les hommes sont en habit. Ces dames, fardées et parfumées, s'écrient ensemble : « Oh ! le voilà ! »

— Croyez-vous, dit la maîtresse de maison, qu'il se cachait à l'office !

— Je me nourrissais ; pas eu le temps de dîner ! Ah ! le travail ! le travail ! dit Grumbach avec une impayable figure, candide et affamée.

Il a les yeux qui frisent ; ses cheveux bouffent sur les tempes ; son bon crâne chauve reluit. Et il se prend le pied dans un tapis, en disant : « Crotte !... Pardon ! »

Alors, c'est le triomphe ! On lui offre des petits fours. Il dit :

— J'aimerais mieux du fromage de gruyère.

On passe de l'orangeade ; il demande une vieille absinthe.

Après quoi, il retourne son fauteuil pour voir si les roulettes fonctionnent ; il accorde le piano ; il explique comme on fait le vrai kuglof alsacien. Les femmes le boivent des yeux ; et les hommes, debout derrière elles, échangent des regards admiratifs, qui veulent dire : « Ce qu'il est intelligent ! »

Intelligent et complaisant, complaisant et sans façons, sans façons et bon camarade ! Ah ! le gentil démocrate ! Il ne faut pas toujours dire du mal de notre temps.

Il ne faut pas non plus oublier, avec ce député sémite alsacien français, qui lui n'oublie rien — à vingt-cinq ans de distance le plus insignifiant souvenir demeure intact — qu'il était avant la guerre député du Reichstag. Il vient de changer de monture. Il se peut que ses éclats de rire cachent de l'inhabileté. En tout cas, il faut savoir, quand on traverse le cirque des Bergues, qu'il s'est engagé comme clown, mais qu'il a une autre mystérieuse profession.

— Bonjour, Grumbach ! Qu'est-ce que vous faites là? demande quelqu'un.

— Vous voyez, mon vieux, répond-il, j'évolue... dans des atmosphères !

Mais... voici l'écuyère, qui entre, balancée sur la croupe de son gros cheval blanc. Aux Bergues on ne voit pas le cheval ; mais puisque le balancement y est, ce sont nos yeux qui nous trompent. Et l'écuyère s'appelle Mme Hennessy.

Avant d'être d'un cirque, elle fut d'un théâtre. Je me la rappelle, lorsque j'avais vingt ans ; elle avait le même âge ; elle jouait Œnone de *Phèdre* au Théâtre-Français ; et elle soupirait, non sans charme, auprès de la reine brûlante d'amour. Elle est devenue ambassadrice à Berne ; c'est ce qui explique sa présence à Genève. Et c'est le plaisir des honneurs qui a dû lui donner cet air de satisfaction balancée que je viens de noter. Elle a un visage peint et irradié, comme si toujours une foule la contemplait. Et elle dit avec le naturel, l'abondance, l'ingénuité qu'ont les nuées quand elles crèvent, ou les petits enfants quand ils tombent, — des merveilles ! Elle a des trouvailles qu'on appellerait des perles, si ce n'était pas les huîtres qui les font. C'est une chère femme. Elle mettait dans le hall des Bergues une bouffonnerie si saine que les plus vicieux se sentaient meilleurs, et les incrédules se trouvaient réduits à constater que l'incroyable peut être vrai. Ceux qui n'observent rien croient volontiers qu'il y a la vie puis la farce, et que cette dernière est une création des artistes pour le théâtre. Or les artistes ne font que la prendre où elle est, dans la vie, et c'est là qu'elle est cruellement savoureuse. Mme Hennessy est une étonnante farce.

— Venez déjeuner demain, je vous en supplie ! disait-elle à un délégué.

— Madame, je ne peux guère, reprenait l'autre, je suis en tenue de voyage.

— Qu'importe, faisait-elle heureuse et généreuse, sauf le nonce, nous ne serons qu'entre hommes !

Puis elle expliquait qu'avec l'Ambassadeur (son mari), on avait toujours de très belles réceptions, parce qu'on dépensait tout ce qu'il faut.

— Il y a les gens larges, il y a les avares, reprenait le délégué. Affaire de nature et d'hérédité !

— Ah ! l'hérédité ! continuait Mme Hennessy, née Constance Maille soudain un peu pâmée, dans une vision philosophique. L'hérédité toute-puissante ! Tenez, moi, j'ai la tête de ma mère et j'ai le corps de mon père !

— Sans blague?... murmura Briand qui justement passait, je demande à voir !

Briand est entré, suivi de Peycelon et de sa dame. Peycelon est son grand électeur ; il se retire avec lui ; il a toujours besoin de Peycelon, ne serait-ce que pour user sa vieille rogne. Mais Mme Peycelon reste et s'assied près de l'ambassadrice.

— Chère madame Peycelon, dit Constance Maille, devenue Mme Hennessy, vous aussi, n'est-ce pas, vous aimez bien l'ambassadeur?

Quoique Mme Peycelon ait passé l'âge ordinaire de l'amour, elle y consent ; mais tout au fond de soi-même elle aime mieux Peycelon, qui lui a payé un bosselard à chapiteaux, un sac en lézard et un châle espagnol. Elle est ronde et replète ; elle représente la satisfaction républicaine. Et on a l'impression qu'elle a tout ce qu'il lui faut. Ce n'est pas une artiste insatiable comme Mme Hennessy.

— Ah ! madame Peycelon ! madame Peycelon !

— Qu'est-ce que c'est, mâme Constance?

— Je voudrais que l'Ambassadeur soit nommé à Londres !

— Dans le brouillard?

— C'est un brouillard où il y a des Anglais, je raffole des Anglais ! Et je connais l'Ambassadeur ; exactement l'homme qu'il leur faut. Ah ! Londres ! Londres !

— Je veux bien qu'on les y nomme, dit Loucheur qui justement passait, mais alors, qu'on nous garantisse un naufrage !

Tels sont les propos qui s'échangeaient et les pensées qui voltigeaient à travers le hall des Bergues. Grumbach, Briand, Mme Hennessy, Mme Peycelon, le Peycelon et l'Hennessy, ces deux derniers aussi démocratiques que leurs

épouses, et que les personnages qu'Aristophane a immortalisés. C'est de ces personnages-là, de ce genre de plèbe qu'Athènes est morte. Il peut alors venir à l'idée d'un Français sensible, que la France à son tour mourra bientôt de ceux-ci. En tout cas, il se chagrinera peut-être que ce soit là les représentants de son pays, dans une société internationale, et il frémira du jugement de l'étranger. Au lieu de frémir, qu'il prête l'oreille. Les étrangers voient tout comme nous les paillasses de la délégation française ou de son entourage, mais ils n'en déduisent jamais qu'ils symbolisent la France. Ils ont appris tout petits l'essentiel de sa gloire : Saint Louis, au pied de son chêne, Jeanne d'Arc à Chinon, le sourire d'Henri IV, le *Misanthrope* de Molière, la charité de saint Vincent de Paul, la mort de Marie-Antoinette, les soldats de l'armée d'Italie, ceux de Verdun, eh ! oui, les étrangers se rappellent, et ils sourient de la farce, après tant de noblesse et d'héroïsme. Bien mieux, grâce à leurs souvenirs, ce n'est pas audacieux d'affirmer qu'Aristide profite de l'auréole de Jeanne, et le gros Peycelon de la malicieuse gaieté du roi Henri. Le Norvégien ou le Japonais, qui considère nos délégués présents, est encore tout ému de nos gloires passées. Il se dit : « Ces Français sont fins. S'il ont choisi des comiques pour les représenter, c'est un raffinement de malice et... de pudeur. Ils craignent tellement d'avoir l'air trop sérieux ! » Et ainsi, ce qui nous semble un drame n'en est pas un. Notre faiblesse tourne à notre avantage. Un peu de plus, ce ne serait pas un paradoxe de dire que si la délégation française était mieux, elle serait trop bien. Les étrangers nous en voudraient, et nous serions gênés.

Ainsi j'aimais le hall des Bergues pour ce qu'on y entendait, et pour la conversation intérieure qu'on y avait avec soi-même. Le spectacle y était si plaisant qu'il suggérait de philosophiques pensées. Il n'y a rien de tel que les pantins pour éclairer l'imagination sur le curieux destin des hommes.

Encore quelques passages avec quelques glissades du député Grumbach, qui faisait partir un éclat de rire, et risquait une pirouette, puis une femme du monde, en coup de vent, criait au concierge :

— Si le petit journaliste de *l'Intran* revient — c'est un grand blond roux — vous lui direz que je peux lui faire connaître Benès demain matin, ce soir même s'il préfère. Je n'ai

qu'à téléphoner : Benès m'attend. Maintenant, s'il aime mieux Thomas, je peux lui faire voir Thomas dans cinq minutes !

Enfin, il y avait celle que j'appelai depuis « ma chère pédante », tant elle me donna de joie !

Elle méritait, sitôt qu'on la voyait, la première épithète. On s'approchait, déjà ravi. Elle parlait, on écoutait. O stupeur ! Il fallait bien lui appliquer la seconde.

J'ai rarement vu une si mignonne personne. Elle était pleine de ris et de grâces, si gentille, si potelée ! Elle avait l'air tournée par une amoureuse main. On se disait que son père, en la concevant, avait dû tant aimer sa mère, et que sa mère, en la portant, n'avait dû rêver qu'à son père ! Je revois la fossette qui éclairait sa joue ; le creux du bras ; sa bouche à rendre jalouses toutes les roses roses ; et elle avait une gorge... charmante ! — ni trop haute comme chez ces dames qui en étouffent, ni trop basse comme chez ces femmes qui s'en désintéressent, mais comme tout ce qui est ravissant dans le monde, à la seule place heureuse. Seulement... quand on regardait cette adorable gorge, on voyait qu'elle était... décorée, grand Dieu ! Sous le sein gauche, le plus tendre, il y avait la Légion d'honneur, c'est-à-dire le souvenir d'un ministre : terre et ciel ! Terre surtout ! Nous y étions bien dès qu'elle parlait.

En voyant pointer sa langue rose, on se disait qu'elle devait manger de la crème comme une chatte :

— Messieurs, disait-elle, ce qui urge, c'est la dératisation !...

Nous nous regardions : elle voulait dire « la destruction des rats sur les bateaux ».

On pensait, admirant la naissance de son cou : « Ah ! qu'elle aurait de charme, avec un doux fichu de linon ! » Et elle disait :

— Il faut multiplier les échanges — matériels et moraux. Je voudrais fonder un club d'échanges et d'échanges de critères.

— De... comment dites-vous? demandait quelqu'un.

— De critères — enfin de critérium, de criteria, mais je disais bien, de critères, et de tous critères, même d'agression ! Cher ami, s'il y en a, qu'on nous le dise, et nous serons prêts à aviser !

Elle faisait une déclaration de guerre, et elle chantait comme une fauvette.

Or, dès qu'il y a des oiseaux quelque part, les hommes dressent des épouvantails. On en vit deux près d'elle : un maître ès sciences philosophiques, qui était attaché à la Coopération intellectuelle, et un professeur de droit, détaché de la Faculté de Paris. L'étonnant, c'est qu'ils étaient pareils ! Ce n'est pas la première fois que je constate que les études universitaires en France développent le système pileux. Ils avaient l'air de deux blaireaux.

C'est au blaireau philosophique qu'elle expliqua, d'une bouche humide, qu'il convenait d'abord, si l'on voulait se comprendre, d'être en état de compréhension. Eh bien, la musique doit précéder les langues ! Elle le disait avec tant d'harmonie que des ondes pénétrèrent à travers l'animal.

— *La musique,*
Rien n'a d'effet civique
Plus que de la musique!

dit-elle.

J'écris sous cette forme ses paroles, parce qu'en somme elles étaient des vers. Charmante femme !

— La musique — maître, êtes-vous de mon avis? — prend le cerveau à la minute de gestation...

— La minute de... Peut-être... fit le blaireau.

— Avant la production des concepts ! Au moment où les idées ne sont pas encore organisées, donc pas encore nationales : voilà l'important !

— Oui, peut-être... fit-il de nouveau.

— Car le cerveau, s'il n'est pas encore national, est international. Forcément !

— Forcément, dit le blaireau.

— Et il l'est quand n'étant pas encore sous la puissance des mots, il est sous la domination de la musique, quand il reçoit des rythmes d'ici, de là...

— Quand il est polyphonique ! dit le blaireau.

— J'allais le dire ! fit la charmante femme. Or, c'est l'état polyphonique la plus sûre garantie de la paix !

Elle était rayonnante ; et le blaireau, blair en l'air, la regardait, stupéfait de son aisance à philosopher.

Créature faite pour l'amour, elle développa ce thème amoureux de la difficulté de s'aimer entre nations qui ont une trop vieille langue. Ainsi, le français, langue fixée, arrêtée ! Tout processus dynamique y est maintenant im-

possible! A défaut de la musique il n'y a que les langues primitives qui soient riches de possibilités de formes.

— Peut-être... oui! dit le blaireau.

— Or, au fond de tous les peuples, s'écria-t-elle, il y a de l'amour inconscient! Mais il faut l'exprimer. Et voilà pourquoi je voudrais un club d'échanges, qui soit polyphonique.

Le blaireau philosophe, à l'énoncé de ces suggestions, se balançait de droite et de gauche, ayant déjà l'air d'être l'enseigne du club, accroché dans le vent de cet esprit féminin.

Mme Hennessy, Mme Peycelon, sises à fort peu de distance, n'en percevaient pas le souffle. Mais l'autre, le blaireau du droit, hérissé d'autant de poils, approuva d'un grognement. Ils étaient tous les deux penchés avec gourmandise. Elle avait l'air d'un gâteau de miel. Et de sa voix palpitante, elle continua, dans une buée chaude, de dire des mots gelés :

— Il n'y a qu'un péril, c'est qu'à cette heure-ci, où de toute notre âme nous voulons multiplier les échanges et étudier les critères, on ne nous limite la sphère d'action de la Société! Méfions-nous ; un Anglais, dont l'île hélas est limitée, vient de concevoir qu'en limitant la Société des Nations, on lui donnerait plus de force! C'est une folie! La Société des Nations s'occupe du transit dans le monde. Fort bien! Mais alors...

Elle était fraîche, et elle souriait comme l'innocence elle-même :

— Pourquoi ne pourrait-elle pas aussi s'occuper de la pudeur!

— De quoi? dit un blaireau.

— De la pudeur, reprit l'autre.

— Je ne comprends pas, dit le premier.

— Moi, je comprends, dit le second, qui se trouvait être le blaireau philosophique. Madame a raison. La Société des Nations a le droit de s'occuper de la pudeur!

A ce mot de droit, le premier dit :

— Sur le droit je me réserve.

— Je parle du droit en soi et non du droit social, reprit le second. Or, de ce point de vue, la pudeur a un rapport évident avec le transit!

Cette évidence, invisible, enchanta la jeune femme.

— Expliquez-nous ! fit-elle vivement.

— Madame, dit-il, il n'y a qu'une différence : le transit évolue dans l'espace, tandis que la pudeur évolue dans le temps ; mais de même que le transit, par l'avion, est réduit dans l'espace à... presque rien, la pudeur, dans le temps, peut être, grâce aux mœurs, annihilée... ou presque.

Le blaireau du droit resta saisi de la virtuosité de ce rapprochement, — saisi et charmé. Si bien que ce fut à lui que l'ange du pédantisme demanda :

— Donc, mon cher maître, il ne faut pas limiter?

— Certainement non ! dit-il.

— Il faut que la Société des Nations soit libre?

— Certainement oui ! dit l'autre.

Et ils reprirent ensemble :

— Mais surtout, évitons de définir ses buts.

— Car, dit le blaireau du droit, définir, c'est limiter : la définition doit contenir le défini, mais rien que le défini.

— Voilà ! Voilà ! fit-elle ravie.

— D'autre part, *Omnis definitio periculosa.* Toute définition...

— Est dangereuse ! acheva-t-elle dans un sourire fleuri.

— Oui, madame, et doublement. *Primo :* parce qu'elle est malaisée à établir. *Secundo :* parce qu'établie, de fâcheuses conséquences en découlent trop souvent.

— Alors?... Alors? (Elle devenait enthousiaste.)

— Alors... (le poil des deux blaireaux sembla se lustrer et s'adoucir), la Société des Nations, madame, a une mission sacrée. Elle a le droit de parler sur tout, — tout ce qui peut aider la coopération des peuples et le maintien de la paix. Mais c'est le droit idéal. Et à côté, il y a le fait.

— Quel fait? Qu'entendez-vous, mon cher maître, par le fait? fit-elle avec un suave papillotement des yeux. (Qu'elle avait de grâce dans la sottise !)

— Madame, voici, reprit le blaireau du droit, — à moins que ce ne fût l'autre — je répète qu'ils étaient pareils ! Il y a le fait national, qui ne regarde pas la Société des Nations, par essence internationale. Prenons un exemple.

— Oui, un exemple ! dit la charmante.

— Prenons une maladie, dit le blaireau.

— Ah ! c'est cela ! dit-elle avec joie.

— La première venue... La peste... Qu'est-ce que la peste? Une maladie épidémique et contagieuse. Bien. Donc

internationale, intéressant la Société des Nations. Au contraire... prenons... l'artério-sclérose. Ni contagieuse...

— Ni épidémique ! dit la charmante.

— Donc essentiellement nationale, dit le blaireau, elle ne doit donc pas intéresser la Société des Nations. Mais... si je prends... tenez... la tuberculose...

— Ah ! oui ! dit la charmante.

— Voilà le cas douteux, dit le blaireau. Maladie contagieuse, mais qui n'est pas épidémique. Alors?... à la fois nationale et internationale? Quelle doit être l'attitude de la Société des Nations?

La sienne était bien empêtrée. Mais quoi ! La chère enfant, dans sa bêtise exquise, en eut tout de suite pris son parti. Elle dit : « Dame... c'est à voir ! » comme elle eût dit : « Allons dîner ! »

Eh ! c'est qu'il était huit heures ! Le droit est éternel ; et ceux qui le possèdent sont lents quand ils l'enseignent ; mais le temps passe ; il faut se hâter ! Huit heures ! Partout dans Genève, une douce folie s'installe. C'est l'heure où les nerveux se sentent plus d'éloquence, où la table est dressée chez des jeunes femmes avides de voir des hommes d'esprit, et dans des restaurants, qui préparent des repas de corps. C'est l'heure où dix salles s'ouvrent, pour accueillir des bavards et des muets, les premiers sur l'estrade, les autres sur des bancs. On va partout parler ; on va faire des échanges, en examinant des critères. Et c'est l'heure magique, où chacun changeant de linge, rafraîchit ses espoirs, et retrouve ses illusions. Les hommes s'habillent, les femmes se déshabillent, dans l'allégresse. Ils ont oublié la soirée de la veille, leur rentrée maussade, et ce goût de déception qui leur restait encore au lever, lorsqu'ils se tirèrent du lit où, comme au fond d'une cave, ils avaient eu des sommes sans air ni rêves.

— Où est l'auto?

Chacun a la sienne, qui attend dans l'ombre du quai, avec le fanion d'une des cinquante nations ; mais la manière d'appeler est internationale, vraiment ! c'est la voix du plaisir ! Seule heure de la journée où le cœur l'emporte sur l'esprit, où les hommes croient à l'agrément de retrouver des femmes étrangères, où tout le monde confond une minute de griserie avec l'humaine vérité. C'est à huit heures du soir, à Genève, que le mirage de la Paix aveugle le mieux les yeux ;

car toutes les passions sont tombées, sauf une, qui les emporte, réduites à rien, dans sa farandole légère, et c'est le goût effréné du divertissement. On va parler et entendre parler d'entente même de bonheur universel, parmi ces êtres fragiles que sont les femmes, assez attendrissantes sous les lustres pour faire oublier les brutalités de la politique. Il y a un dîner de l'Amérique latine en même temps qu'un dîner chez la marquise de C... Mrs D... reçoit aux Eaux-Vives. Demain l'Espagne donne une soirée. A la même heure, Marc Sangnier parlera. La duchesse de L... ouvrira ses salons. Et la Ligue pour la Paix et la Liberté convoque à une grande réunion tous ceux qui aiment ces deux biens éminents. Il faut aller voir partout, pour tenter de s'émouvoir de tout. Si la Bonté, quelque part, montre son innocent visage, quel regret nous aurions de ne pas l'avoir entr'aperçue !

Un dîner de l'Amérique latine ! Le titre est gros de promesses, quand on sait, comme savent les atlas, que le Pérou est peuplé non seulement de Chinois, mais de métis d'Indiens et d'Européens, que le Chili est en partie basque, que le Brésil est mi-noir, mi-blanc. Mais l'atlas promet, le dîner ne tient pas. Tous ces messieurs, qui représentent à Genève des Républiques lointaines, sont beaux comme des Romains, et nés en général, il y a trente ans, à Paris, dans le quartier de l'Étoile d'où ils n'ont pas bougé. Puisqu'ils sont beaux, saluons-les ! Et intéressons-nous à leurs plaintes. Ils espèrent tant de la Société des Nations ! Ils ont de magnifiques pays, et des démocraties ineptes, où tout est gratuit, les études et les maladies, le lycée et l'hôpital, sans compter la justice humaine, qui comme partout ne vaut rien. Mais alors c'est l'impôt écrasant et le ministre des finances délirant, par état. Chère Société des Nations, si elle pouvait envoyer des experts, des savants, des consultants, des thérapeutes ! Chères vieilles nations de l'Europe, qu'elles viennent d'abord dîner ; ensuite on leur demandera conseil.

Les voici. L'Espagne la première. Trois rondes et courtes Espagnoles, pareilles à des grenades, aux lèvres rouges tentantes, avec cet œil de feu qui a l'air de vous dire : « Mon ange... je vous adorerai. Où est la table 8? » On répond avec flamme : « Elle est ici, beauté ! » Alors l'œil de l'amour devient l'œil de la mort : « Prends garde à toi ! » fait-il, et derrière ces beaux fruits d'Espagne on aperçoit ce sarment

sec et noueux qu'est l'Espagnol farouche. Il descend des grands conquérants. Il est petit, mais il s'en vient avec hauteur, et il place les trois femmes, en vous regardant d'un certain air, qui est une sommation d'avoir à se déplacer. Ce sera le seul échange possible, n'en déplaise à ma jolie pédante. La table 8 est à l'écart. Les Espagnoles vont rire en mangeant, rire en buvant, rire tout le long des discours, où elles seront saluées du beau nom de « mère patrie ». Et elles seront inquiétantes par leur couleur et leur gaieté dans cette salle de club fade, où les chaises sont étroites, et le menu si pauvret.

La France sans doute sera plus loquace. La France aime à parler et ne veut pas sembler fière. Mais elle est représentée à ce dîner, pauvre France, par un professeur de droit — encore un ! — Cet homme est bien, très bien, même mieux qu'on ne saurait dire, mais il n'y a pas d'échanges possibles avec le droit. Le droit ne se vend pas, ne cède rien ; le droit près du faux paraît rigide ; le droit en face de l'Allemagne n'a plus qu'à baisser le nez.

Car l'Allemagne est en face, à la distance d'une assiette et d'un verre fragiles. Et elle habite, cette vieille fauve Germanie, le corps du vieux Bernstorff, menteur impénétrable. Échanges? Néant. O ma pédante, comment faire — dites-le-nous — pour être polyphonique?

Mais l'Italie est là. Mais le Portugal aussi ! Et ils parlent, oui ils parlent ! Chut ! Ils commandent du vin, le vin est en supplément. On leur apporte du vin des Baléares en minuscules quarts de bouteille. Ils disent : « C'est tout? » C'est même tout ce qu'ils disent.

Le Japon préside, si petit, si triste, oh ! si triste, si petit, entre ces beaux Romains de l'Amérique latine du quartier de l'Étoile. Au dessert il se lèvera pour être enfin de la taille de tous ces hommes assis ; et il parlera en espagnol, miracle ! parce qu'il n'y aurait aucun moyen d'échanges s'il parlait japonais — tristesse !

Ce dîner est une déception. On n'y évoque même pas le grand continent indien-chinois-latin. Une Excellence d'ambassadeur prononce trois mots : un pour l'Allemagne et sa grandeur ; un pour la France et son esprit (ah ! merci de tant de pitié !) ; un dernier pour l'Espagne, que l'Amérique adore, comme un père aime son... non, pardon, il se reprend, comme un fils aime son père !

Et les Espagnols rient.

A quoi rime un banquet de cette sorte? On pensait, puisqu'il était payant, que ne viendraient s'y asseoir, si j'ose dire, que des bonnes volontés. Mais la chair est précaire, et les boissons sont sans chaleur. Et puis, trait désolant : les femmes n'ont pas de beauté, alors les hommes n'ont pas d'entrain. On est venu en rêvant à des terres prestigieuses, qu'on ne gagne qu'après trois semaines de longues navigations, et l'on songeait que peut-être on en aurait l'odeur, la couleur ou le reflet. Magnifique commencement d'échanges ! Ah ! le café du Brésil ! Ses plantes médicinales !

— Le Brésil? dit quelqu'un en sortant, mais d'abord il ne fait pas partie de la Société des Nations !

Seigneur ! est-ce qu'il serait encore moins bon que les autres peuples?

Voilà une question grave à discuter. Un dîner n'y suffit pas. Il faut l'éloquence. Il faut aller entendre parler ceux qui savent. Marc Sangnier est annoncé par de grandes affiches dans tout Genève. A la vérité, elles semblent démesurées pour cet esprit. Esprit ! Est-ce même un mot possible pour ce qu'il est devenu? Je penche à croire que le sien est depuis si longtemps mort. La médecine ignore tout. Il y a des âmes mortes dans des corps qui survivent. Il faut un corps glacé pour que le médecin de mairie veuille inscrire un décès, mais il y a des décès qui précèdent de dix ou vingt ans les obsèques. Et c'est le cas affligeant de Marc Sangnier... qui n'est plus. Il se promène encore, il parle tout le temps ; mais quand on l'a connu, vu, entendu vers le début de ce siècle, on sait très bien que ce n'est qu'un affreux triste reste que les gens nous donnent aujourd'hui sous son nom.

Il avait du talent, du courage, quand il luttait avant la guerre, à Clamart, contre un socialiste abruti. Je me rappelle que je l'aimais assez. Et des jeunes gens le suivaient, pleins d'une foi chaleureuse. Mais... il ne fut pas élu. C'est son destin de manquer sa vie ; qu'aurait-il pu contre le destin? La guerre éclate ; il se bat pendant quatre ans, et il se bat bien. Puis dès que la paix est faite, il se remet à parler ; et il entre à la Chambre. — Ah ! dites-vous, c'est un succès ! — Non, il entre à la Chambre pour en être la risée. Les colonnes, le plafond, les loges et les galeries se souviennent encore d'avoir refusé leur écho à ses paroles par trop absurdes.

— Oui, je suis catholique, parmi les catholiques !

— Monsieur Sangnier ! Monsieur Sangnier ! lui criait le président.

— Et de tous les catholiques je suis le plus catholique !

Alors on entendait la cloche, le coupe-papier et une voix éplorée :

— Mais, monsieur Sangnier, il est question de la réfection des routes en Haute-Savoie !

— Précisément ! hurlait Sangnier. Qu'il s'agisse de Haute-Savoie ou du Congo, à côté des libres penseurs, librement, mais hautement, je revendique ici les droits du catholique !

C'était un spectacle d'égarement lamentable. La salle se vidait ; les huissiers mêmes avaient peine à rester. Et le médecin de service hochait la tête : « Hydrothérapie... murmurait-il. Et encore !... »

A la fin de la législature, il ne fut pas réélu. Toujours le même destin ! Mais il avait une telle habitude de parler qu'il ne lui fut plus possible de se taire. Dès lors, il parla partout où on parlait, — dans tous les banquets des samedis, dans tous les meetings des dimanches, chez tous les chrétiens encrassés de démocratie, chez tous les démocrates affublés en chrétiens. Entre de tels compagnons, tartuffards, soufflés et sans goût, il prit l'habitude de ces nourritures de basse qualité qui ballonnent non seulement l'abdomen mais l'éloquence, et vivant depuis dix ans dans la fade odeur des boys-scouts, il leur a emprunté ces moites et encombrants enfantillages dont s'attristent tous ceux qui ne pardonnent à la vulgarité que quand elle est naturelle. Celle de l'infortuné Sangnier n'est pas de naissance ; elle est contractée, et dans la volupté, comme toutes les maladies de l'amour.

Pauvre bonhomme. Il croit aimer ! Il crie qu'il aime ! Il frappe son cœur brûlant, il prend son front en sueur : « Camarades, s'écrie-t-il, ah ! répandons l'amour ! » De tout jeunes gens, forts et sains, qui en sont aux premières drôleries de la vie, riraient peut-être de tels cris ! Je suis trop âgé déjà. J'ai envie de le prendre à part et de lui dire : « Ce n'est pas un métier que vous faites là ! Voulez-vous qu'on vous trouve une place de verrier? » Car on dirait, avec ses joues, qu'il s'apprête à souffler du verre !

Hélas ! ce ne sont que des mots qu'il souffle — mots qui font le courant d'air dans les cervelles. On parle à Genève : il court à Genève. Il n'est pas de la Société des Nations ;

il n'est de rien, mais rôde en marge de tout. Il est question que les peuples s'aiment. Or il aime tant les peuples ; il est l'amour ; donc le voilà ! Il arrive entre deux boys-scouts. Ce sont les « volontaires de la paix ». N'y en a-t-il que deux? En tout cas — bizarrerie ! — ils ont des lances et des foulards couleur de sang. Dans cette tenue guerrière, ils escortent d'abord le long des quais leur chef qui porte une jaquette comme un maître d'école, et un chapeau démesuré comme un mauvais peintre. Ah ! ce chapeau, qui voudrait avoir l'air artiste, généreux, noble et libre, et qui s'efforce de dire : « Voyez-vous comme je le coiffe ! L'importance que je lui donne ! Camarades, en amour, je sers de ralliement ! » Chapeau de théâtre, qui dit surtout : « Je suis enfantin et bavard comme mon propriétaire ! »

Enfin... il l'enlèvera, devant le public, dans cette salle qu'il a louée pour parler ! C'est une salle protestante, et il est catholique. Il y a un orgue pour accompagner les versets de la Bible. Mais la seule Bible, aujourd'hui, c'est Sangnier.

Le voilà sur une estrade, une de plus ! Il est heureux, sûrement heureux. Sont venus pour l'écouter des Genevois compassés, dont il est difficile de découvrir l'esprit. Mais il ne le cherchera pas. S'il trouvait seulement le sien ! Le sien est mort ; il va s'abandonner à son gosier et à sa langue. D'excellentes ritournelles attendent toutes prêtes : il suffit de mettre en route. Il va se lever et commencer, quand un autre homme se lève, conseiller d'État suisse, avec le même genre d'instrument.

— Salut, messieurs, à l'œuvre d'une si haute signification ! Salut à l'homme humain ! Salut à Genève sacrée ! Salut à tous ceux, hommes et femmes, que je n'ai cessé, tous ces jours-ci, de croiser et d'aimer ! Oui, je vous le dis, je les aimais ! Car eux m'aimaient aussi, et chacun d'eux me disait : « Nous sommes des hommes et des femmes de bonne volonté. Loin de nous l'atavisme ! Foin du terroir ! Foin de la patrie ! Nous ne voulons plus être que délégués de l'Humanité ! » Je sens, mesdames, ah ! messieurs, oui, je le sens que les hommes sont arrivés à l'instant de l'ascension, que nous autres Suisses connaissons bien, où, la forêt passée, tout l'horizon se découvre ! Encore quelques efforts, bientôt voici le sommet, et dans l'air vivifiant, les baisers pacifiques !

C'est tout ; c'est trop. L'homme s'assied, Sangnier se lève.

Il a l'air triomphant. Mon Dieu, Dieu Tout-Puissant, Dieu des juifs, des chrétiens, de tous les hommes qui prient, secourez-nous ! Je ne peux pas dire le désespoir qui m'a pris devant cet air de Sangnier. « Comment, me disais-je, après tant de discours, après une vie si longue déjà (on le voit à sa moustache jamais coupée) après tant d'expériences sans résultat, tant de résultats sans expérience, maintenant qu'il a la certitude d'être incapable de garder un souvenir, de saisir une vérité, il n'est pas las, d'une lassitude touchant l'accablement, et il n'a pas envie... de mourir? »

Du tout ! Il a envie de parler ! Il va parler de l'amour, de l'amour de la paix, de la paix dans l'amour, de Pasteur, du catholicisme, et il va transpirer avec ostentation, comme s'il était l'image de l'homme peinant pour l'homme. Que j'ai envie de dire ainsi qu'Aristophane : « Qu'on m'apporte une cuvette ! »

Il n'y en a pas. C'est un théâtre, un lieu de satisfaction : les nausées ne sont pas prévues. Bien mieux, l'orgue se met à partir, d'instinct, sitôt que la salle est pleine. Et j'en oublie mon écœurement. Marc Sangnier se tient debout, comme s'il écoutait la *Marseillaise.* Il a l'air fier, il dresse la tête ; on le dirait inspiré par le vent des tuyaux. A son tour... enfin !

— Camarades, aujourd'hui les nations se compénètrent. Et elles ne pourraient plus vivre sans se compénétrer !

Quel drôle de début ! Comme j'avais tort de m'affliger ! Il y a du plaisant partout : c'est une faute de ne pas le voir.

— Camarades, les gouvernements ne sont rien, s'ils ne sont pas appuyés par les peuples. Or les peuples veulent-ils la paix? Ah ! si vraiment les peuples la voulaient !

Sa voix s'est faite chantante, et sur le mode de l'orgue.

— Si les peuples voulaient, alors une vague d'amour viendrait, irrésistible, et les gouvernements seraient balayés !

C'est fait : il a parlé de l'amour, il a parlé de la paix ; il va parler de son catholicisme.

— Mais pour cela je vous le dis, en vérité je vous le dis, il faut d'abord descendre en sa conscience et faire la paix en soi, ainsi qu'autour de soi !

Il a l'air d'un bedeau qui parle comme son curé ; il imite le ton de l'Évangile. Est-ce que l'orgue va repartir? Non, mais on va connaître une suprême distraction. Au moment où Sangnier est en train d'écumer son bouillon de sentiments,

tirant des espérances vertes comme des poireaux, et des navets, et des navets, voici qu'une pomme de terre, on ne sait comment, viendra se mettre sous sa langue. Il est parti dans le ravissement. Il crie :

— Nous enrôlons les jeunes en leur disant : « Sois fort ! »

Là-dessus la pomme de terre se mêle aux mots, et la suite de ce qu'il dit n'est qu'une affreuse purée, où on distingue pour les jeunes gens : « ...courache... dichipline... paix ch'en toi... pêch'en nous ! »

Mais tout va s'éclaircir ; et sans doute pour Pasteur ! Justement !

— Camarades, il faut apprendre aux petits qu'il y a d'autres grands hommes que ceux qui ont pillé, capturé et vaincu, et qu'un Pasteur est au-dessus d'un Napoléon !

Bravo ! Tout se déroulera dans l'ordre ! Mais plus gaiement qu'à l'ordinaire. Un démon malicieux nous assiste, qui crée pour chaque période au moins un sujet de rire. Un pasteur, assis au premier rang, a pris la phrase pour lui, et il applaudit avec conviction !

— Camarades, vous commencez de voir quelle est notre œuvre, reprend Sangnier. Elle est ardue. Car il est plus facile, vous l'avouerez, de répandre son sang par des blessures dans les tranchées de la guerre, que la sueur de ses mains, de son front et de son esprit sur les champs créateursde la Paix !

La sueur, c'est le dernier thème ! Il y est venu ; nous pouvons partir. Il vient de l'énoncer ; il va l'essuyer. Levons-nous ; sortons. Mais le temps de longer tout un long rang de fauteuils, nous l'entendons encore :

— Je vous le dis, je vous le dis, voilà notre œuvre à nous !

Je tourne le dos.

— Camarades, si nous avons amené les Allemands à Paris, c'est qu'ils font partie, au même titre que les autres, de la grande famille spirituelle de ceux qui croient à la paix et à l'amour !

Ah ! la fuite ! Comment ne puis-je pas m'enfuir plus vite? Mais je perçois encore le refrain :

— Camarades, tel est notre effort !

Me voici dans la rue.

La rue est noire ; la nuit est triste. Un ciel opaque ; pas d'air ; pas d'espérance. Décidément, je me suis trompé en riant. C'est une horreur qu'un tel spectacle ! On voit un homme dont le sang s'agite, ne fait qu'un tour, passe au

même instant par la tête et les pieds ; et le cerveau pense et l'orteil a frémi sous la même impulsion. Pourquoi venir dans de tels lieux, quand on peut lire chez soi les *Mille et une Nuits?* Quel danger que l'éloquence !

Un dîner chez la marquise de C... demain, pourra me remettre. A côté de qui serai-je placé? Dîner auprès d'une femme, si sotte qu'elle soit — et ma voisine aura peut-être de l'esprit et de la beauté — c'est toujours un plaisir, c'est un voyage au pays de l'imprévu. Tandis que ce Sangnier, créature de mon sexe, je le connais comme mes vieux souliers, il m'humilie, me déprime, me met dans la bouche et dans l'âme un goût de cendre. Je me vois faisant naufrage avec lui, jetés tous deux, sur une plage d'île déserte. De quel cœur je courrais me noyer !... Mais ne parlons plus de ce malheureux. Pourquoi ai-je parlé de lui? C'est la dernière fois que cette misère m'arrive ! Je vieillis : ce n'est pas raisonnable. Parlons de la marquise de C...

Elle est très jeune, très blonde, et on se dit d'abord qu'elle est bien fine, bien mince, pour recevoir des Excellences, des consuls généraux, des ministres plénipotentiaires, des potentats, des hommes de poids. Mais elle est assistée de deux nègres en bronze, grandeur nature, qui tiennent des torches de cuivre, à l'entrée de sa maison. Ceux de ces messieurs qui n'ont pas de lumières en reçoivent en entrant ; et les autres, ayant vu ces barbares, sont plus aptes à se laisser attendrir par la grâce. Car beaucoup s'en viennent en s'en voulant de venir. On les invite aimablement, ils acceptent dédaigneusement et ils arrivent boudeusement. La vue de ces hommes noirs les avertit de se surveiller. La marquise fait le reste. Elle s'élance au-devant des invités, gentille parce qu'elle est naturelle, qu'elle ne dit pas ce qu'elle ignore, ne raconte jamais ce qu'elle n'a pas lu, n'est pas jalouse des jeunes femmes qu'elle reçoit. Par sa manière un peu têtue de poser tout à coup une question capricieuse et hardie, elle fait penser à une ravissante chèvre de Bohême comme devait être celle de la Esmeralda. On a doré son front ainsi que ses petits sabots, et elle dansait jadis, sur un tapis de Jérusalem, devant Notre-Dame. Mais voilà : elle a perdu sa poétique bohémienne qui s'appelait la Paix, et elle demande à tous ceux qu'elle invite :

— Est-ce que vous croyez qu'on la retrouvera?

Pour avoir plus de chances de la revoir, elle invite tout

le monde. Les nègres voient entrer des pessimistes, des optimistes, des réalistes. Ils n'arrivent pas en trois troupes ; ils s'en viennent au hasard. Mais ils se rejoignent, sitôt qu'ils peuvent. L'instinct ! Comme c'est curieux ! Ils reconnaissent à la voix qu'ils croient ou qu'ils ne croient pas, et qu'ils vont pouvoir dire : « Il y a de l'espoir ! » ou bien : « Il n'y en a aucun ! »

On voit se grouper près de la cheminée, profitant du feu de bois, les pessimistes, gens sans flamme. L'un est grinçant, et il ricane : « Maintenant que j'ai vu, bien vu, on ne m'en fera plus accroire ! Vaudeville ! Opérette ! Marionnettes ! Guignol ! » Un onctueux Autrichien murmure :

— La paix est utopique, même si l'Allemagne y croit !

Il a un œil fin et une bouche de roué.

Près de lui un Italien complote en silence, et un Anglais, qui arrive du Bengale, dit avec un rire mécanique dans une figure cirée :

— Que pourrait la Société des Nations si la Russie descendait dans l'Inde par l'Afghanistan?

L'Italien hoche la tête :

— Et si le Japon faisait la guerre à la Chine?

L'Autrichien a un sourire subtil.

— Enfin, nous avons eu quatorze affaires cette année, dans notre Bengale, qui ont commencé et fini à coups de fusil. Qu'aurait fait la Société des Nations?

Le feu de bois n'éclaire que les pieds de ces messieurs...

Près des liqueurs, des cigares, du café, se groupent les optimistes. Le directeur d'un grand journal anglais, un des plus fins visages qui soient, élégant, délié, gracieux comme un Van Dyck, explique, d'une voix pénétrante, qu'il y a une « révolution dans l'homme », pas moins ! On pensait à la guerre ; on pense à la paix ! Et puisque tout dans le monde n'est qu'influx, flux et reflux, il faut reconnaître qu'il s'établit, par la publicité de la paix, un désir chez le public de l'avoir à tout prix. La Société des Nations fait ce que fait Citroën ; elle aura les mêmes résultats.

— Tant mieux ! Tant mieux ! dit un autre, tout jeune Anglais, mâtiné de tendresse française (sa mère est Parisienne). N'y aurait-il qu'une chance, minuscule, d'éviter les horreurs de la guerre à quelques pauvres bougres, il faudrait croire, et si on ne croyait pas, tout tenter, comme si on croyait !

Une femme, de loin, sourit. Il va vers elle :

— Ah ! madame !... Madame, reprend-il, avec un cœur qui vibre, j'ai pleuré d'entendre Lloyd George ! Je pleure presque en entendant Briand. Vous pouvez vous moquer. Je ne sais s'ils sont sincères. Je le suis. Je pleure sur l'humanité, capable d'être monstrueuse !

Alors, un homme s'avance, gros mais léger, vide et pompeux.

— En tout cas, prononce-t-il, ce serait un grand danger... (il tire sur son cigare par trois aspirations) de voir avec légèreté cet effort imposant ! (il s'enveloppe d'un nuage de fumée).

En plein milieu du salon, dédaignant les alcools et le feu, trouvant que le pessimisme est un excès et l'optimisme un abandon, le comte Apponyi, vieillard de quatre-vingt-cinq ans, représente le réalisme au milieu d'idéales jeunes femmes. Les plus charmantes sont là, qui l'écoutent et le regardent.

Ce vieil homme hongrois pourtant ressemble à un loup. Il en a la maigreur et le frisson aux épaules. Jeune marquise, petite chèvre fine, prenez garde à vous ! Regardez cette tête étique inquiète qui se dresse au bout d'un long cou. Son œil voit par devant, mais l'oreille renseigne par derrière. Il a un nez géant, qui ne flaire que d'une narine : l'autre est immobile, et donne le change. Il guette. La vie lui a été dure. La guerre, la révolution ne sont pas pour lui mots dénués de sens. Il les a subies, il en porte la peine profonde sur le visage. Il a lutté, il s'est raidi ; il est âpre ; il est fier ; mais devant les femmes, dont il ne cessera pas de dire qu'elles sont cent fois meilleures que tous les hommes, il mettra au-dessus de tout, des espoirs, des dédains, le bon sens, fleur modeste, qui pousse après le passage des plus tragiques épreuves.

En sorte que la petite marquise passera, s'informera, sourira. Puis, elle ira vers d'autres. Elle s'assure près de chacun qu'il a ce qui lui convient :

— Vous voulez du café, monsieur Jouhaux?

— Oui, madame... un nature !

Elle devine qu'un Anglais peut se plaire avec une Grecque ; elle les rapproche. Pourvu qu'ils ne parlent pas du Parthénon ! Ils se mettent à parler de la côte d'Azur.

Enfin, elle s'en vient gentiment vers un gros journaliste, qui se tenait à l'écart, mélancolique sur son cognac.

— Cher monsieur, vous ne vous ennuyez pas trop?

Il la regarde de ses yeux ronds, et d'une voix poussive :

— Non... pas trop !

Recevoir ne donne pas que des béatitudes. Recevoir, c'est espérer. On espère à huit heures ; à onze heures, ...il ne s'est rien passé. Il y a moins de liqueurs dans les bouteilles, moins de cigares dans les boîtes, plus de cendre autour des chenets, mais dans les têtes il n'y a pas moins d'idées fausses ni de passions. Quel serait l'homme assez fort pour les en faire sortir, les garder dehors, les encager? Échanges! Échanges ! Ah ! ma chère pédante, où dîne-t-elle, et qu'est-elle en train d'échanger?

Elle ne dîne pas aux Eaux-Vives, restaurant à la mode, aux portes de Genève sur le flanc d'un coteau, parmi des arbres et des pelouses. Les repas y sont dignes, les conversations sans éclat ; on n'échange que des regards. Et c'est trop peu pour elle, dont l'esprit travaille ! Il y a des occupations qui ne sauraient passionner les purs intellectuels. C'est en général parce qu'elles passionnent les peintres. Il y eut un soir aux Eaux-Vives où tout peintre, né d'une mère Française, aurait eu comme un suave et douloureux plaisir.

Une Américaine recevait, en compagnie d'une amie, deux délégués allemands. La table était carrée ; elle était ornée de deux bassins d'argent, remplis de dahlias pourpre, fleurs sans tiges, coupées comme des fruits. Celle qui offrait le repas était une longue femme dans une robe amarante. Sur sa lèvre écarlate, le plus mince des sourires faisait l'effet d'un rire. Son amie, en face d'elle, avait des cheveux noirs comme du jais, et semblait s'être dessiné, avec du vermillon sur les joues, deux œillets rouges. A l'une de ses mains, fort blanche, elle portait un rubis, à l'autre une perle noire ; sa robe était noire comme la nuit. Les deux invités allemands s'appelaient von Schubert et le baron von Rheinbaben. Dieu, que le premier, était rouge, ce soir-là, plus rouge encore qu'à l'ordinaire : un visage en flamme ! Et quel spectre que le second, quel blême fantôme gourmé dans son long habit noir !

On leur servit d'abord un melon verdâtre, puis un plat de viandes saignantes et garnies de piments rouges. Les verres étaient remplis d'un vin qui rutilait. C'est en soie cramoisie qu'étaient les abat-jour, et la table avait été

dressée contre une fenêtre qu'offensait la plus profonde des nuits.

Ils semblaient faire à quatre un tragique repas de convoitise.

Et dans la même salle, à deux pas de là, dînait sur une table petite, ornée de légères roses roses, un Français nerveux mais rêveur, qui de ses doigts minces d'homme spirituel, levait doucement un verre de vin doré, regardant avec amour sa compagne délicate, dont les épaules avaient la grâce et la tendre malice de tout ce qui fait la France, depuis la Loire aux deux bras enlaceurs quand elle étreint Saumur, jusqu'au souple détour du Rhône qui s'incline devant la beauté d'Arles.

Ah ! vie cruelle ou si plaisante, quels contrastes en deux coups d'œil ! Et quel effroi pour le plaisir et l'élégance ! Le destin les condamne, puisqu'il les menace. Au lieu qu'il doit laisser en paix les Esquimaux dans leur odeur de foie de morue. Tout se paye en ce monde, le bonheur d'être Français d'abord : à quelle minute de notre histoire ne le sent-on pas? C'est la preuve qu'il ne faut pas nous complaire dans notre chance. Il faut être humbles, et nous forcer d'aller regarder des tentatives, dont l'annonce et l'aspect peuvent paraître rebutants, mais qui sans doute auront le succès, s'il est vrai que la Providence soutient les malheureux.

La Ligue internationale des femmes pour la paix, la liberté, la concorde et la défense des animaux nous convie à une réunion, au pied de Genève, dans une rue qui est comme une cave, mais sans bouteilles ni buveurs. Le vent seul s'y engouffre, ce faux mistral de Genève, qui n'emporte ni cigales ni poussières parfumées, mais qui est âpre et dur et fait penser aux loups.

« *Madame, il fait grand vent, et j'ai tué six loups* », écrit le roi d'Espagne à son épouse morfondue, dans le *Ruy Blas* d'Hugo. Ce vers, sa chanson, son image me hantaient quand je parvins à la salle qu'indiquaient les affiches. J'y arrivai, poussé par la tempête. J'aurais dû me réjouir d'être à l'abri. Mais je trouvai des bancs comme dans un temple, et un orgue sur l'estrade ! Je m'assis, mélancolique. Rien ne me déprime comme l'harmonium et le prêche, la musique actionnée par les pieds et la vertu sans grâce. J'appartiens à une religion où rayonne la Vierge Marie.

Le public, qui attendait l'apparition de *la Ligue*, n'avait rien de genevois. Il était tout anglais : femmes maigres à mâchoires fortes, auprès de chastes pochards, dont les bonnes joues flambaient sur un collier de poils blancs. L'estrade était vide ; tout à coup elle se trouva remplie ; l'auditoire n'avait changé ni d'attitude ni d'expression ; moi seul je m'étais senti pâlir, et je ne suis pas sûr que je ne tremblais pas... Ce que je voyais était terrible ! Il était apparu... comment les appeler?... une troupe de vieilles filles anglaises. Mais les mots sont trompeurs ; les mêmes servent à des images exquises ! *Anglaises!* Et *filles!* Ceux-là peuvent faire surgir de ravissantes visions. O Lawrence ! Gainsborough ! Shakespeare ! Filles aériennes, au teint si frais, à l'âme subtile, dans le soleil humide de l'Angleterre ! Mais les vieilles ! Cas unique dans le monde entier ! Tragique laideur, qu'on ne trouve que là, sur ce seul coin du monde, et qui donne à l'esprit de l'effroi ! Je n'essaierai pas de décrire ce que j'ai vu. On peint la réalité ; on essaye de rendre le rêve ; on n'a ni le courage ni les moyens de redire un cauchemar. C'en était un. Oh ! cette couleur de spectres, ces pauvres, pauvres têtes de juments fourbues, ces jupes comme des catafalques ! Est-ce des êtres humains que de telles zoophiles? Quelle espèce animale évoquent ces philanthropes? Peut-on parler d'erreur humaine? Elle se répéte si étrangement ! Alors? Malédiction divine? C'est un grand mot ! L'esprit s'égare. Dans quel bâillement, par quel soir de dimanche londonien ont-elles été conçues? Quels visages avaient-elles à quinze ans? Est-il permis de parler de virginité? Elles évoquent une détresse, non une vertu. Mystère ! Ténèbres ! Apparition osseuse, économique, funèbre ! Même les yeux, cette lumière, même la bouche, cette tendresse, ne sont plus rien chez elles que des choses qui s'ouvrent et se ferment et pourraient être interverties ! Aussi, je ne sais ni ce qu'elles voyaient, ni s'il fallait entendre, ni si l'on devait regarder. Quelques mots m'atteignirent, que je retrouvai ensuite dans ma mémoire : « Suggestenes... députeschen... delegueschen... froms pipels, pétits pipels et grands pipels... before intensité, yuniversité, éternité... bycause explosifs ! » Je n'ai rien emporté d'autre comme échanges ou critères. Mais j'ai leur image qui me hante, me poursuit, et qui s'accorde à celle des loups, dans le vent. Et voici que soudain, sans savoir pourquoi, je me

rappelle que Varron disait « : Le vent, en certaines saisons, rend fécondes les juments et les poules de Lusitanie » Encore un souvenir qui m'encombre, car il ne m'éclairera pas. Je suis à Genève, en septembre : ce n'est pas le mois des semences. Il n'y a rien, non, rien à faire qu'à s'abandonner au désespoir. Mais il faut signaler encore qu'un homme sur cette estrade où elles étaient, a pu venir, les saluer, rester, parler. Comment a-t-il fait? Je ne sais si je l'ai regardé avec horreur ou attendrissement. J'ai demandé son nom. On m'a dit : « C'est un Suisse, un conseiller d'État. » Tout cela n'indique rien. Est-ce un héros? un insensible? A-t-il le cœur ému quand il songe aux poétiques figures féminines de son temps? Ou bien est-ce un homme qui ne vit que dans les codes, les dictionnaires, le droit? Il porte un nom terrible : Rappart. Balzac eût dit qu'avec un nom pareil, on ne saurait saisir la divine poésie. Il m'a paru avoir une haleine de cave, répandre de la brume sur la salle. Mais j'étais si désespéré! Je ne pose pas au juge impartial. Cet homme-là pourrait, me semble-t-il, faire un discours à des aurochs, puisqu'il a pu ce jour-là, parler là. Moi, à sa place, j'aurais prié, pleuré, sangloté! Il n'y a pas de ruines ni de lande stérile, il n'y a pas d'âme perdue ni de destin manqué, pour me donner pareille désespérance! Aussi est-ce accablant, sans nulle excuse, que ce soit la Société des Nations qui attire et conserve ce genre de créatures funestes. Ah! l'éloquence, l'exercice en public de la parole humaine, calamité à Genève! Et voici à présent, proclamé sur les murs, qu'un pasteur norvégien va parler de « vie sexuelle »! (mon sang se glace!), qu'un Chinois prétend faire une causerie sur sa mère (je me sens jaunir!). Quelle joie, dans cette minute de détresse, d'être invité par l'ambassadeur d'Alphonse XIII à une fête espagnole! Dîner, boire, rire pour rien, et ne plus entendre aucun, aucun apôtre!

Ah! Méditerranée surtout, je te retrouve! Soleil, lumière, grâce, inventions! Je m'en vais dîner entre des femmes ardentes, et je croirai lire des fables en les regardant seulement!

Ce fut d'abord par les fleurs des tables un enchantement. Je ne sais si les hommes sont tous sensibles aux fleurs : ceux que j'ai vus s'asseoir ne les ont guère admirées; mais elles plaisent tant aux femmes que leurs compagnons en

profitent. Devant le miracle qu'est une fleur, toute femme se croit chanceuse, et nous promet de la joie. On commença donc de manger dans le parfum des œillets, au milieu de sourires féminins. Je ne souhaitais pas d'autres échanges !... Pourtant, puisque j'étais entre un homme et une femme, je me devais de les regarder. L'homme était Japonais ; c'est la seule race au monde distincte de toutes les autres. Je ne fus pas sûr tout de suite de ce qu'était ma voisine : Europe? Afrique? En tout cas, elle me plut et je me tournai vers le Japonais pour lui demander son sentiment. Il était fort laid, mais somptueux. Des cheveux luisants, rien que des dents d'or. Il était, comme tous les convives que j'ai remarqués ce soir-là, commandeur de la Légion d'honneur, c'est-à-dire qu'il portait, en travers, sur sa chemise, un large ruban de soie, du rouge qui enchante les hommes car il évoque le triomphe de la gloire. Mais il avait de pauvres poignets tordus, et un ventre difforme avant d'avoir mangé. Je lui dis avec douceur :

— Monsieur, voulez-vous jouer..

Il eut un petit éclat de rire mécanique

— ...Jouer avec moi à un petit jeu.

Un nouveau rire le secoua.

— Nous sommes sept à notre table. Nous pourrions essayer ensemble de deviner la nation de chacun...

Cette fois, il rit encore, mais en grinçant moins, et il fit signe qu'il approuvait.

— Nous sommes devant une dame qui habite Naples, continuai-je. Elle vient de le dire.

Mon Japonais reprit en riant :

— Elle est Suédoise.

— Comment cela?

— Son mari il est ministre en Naples.

Première surprise. Je poursuivis :

— Le Monsieur, près d'elle, vient de parler de Copenhague.

— Il est Bulgare, dit le Japonais, qui se mit à rire encore.

Je dis :

— L'autre jeune femme, dans sa robe rose, est née à Londres. Je l'entendais avant d'entrer.

— Cette dame-là est une Grecque !

Et ce fut un long, long rire.

J'étais bien dérouté par ces révélations et l'homme qui les faisait. Il les faisait gaiement, sans gaieté. Il riait, c'était

tragique. Je ne pouvais savoir s'il se moquait de moi, de lui-même, des convives. Chacun de ses rires féroces s'arrêtait brusquement. Il redevenait digne, il mangeait. Puis nos regards se croisaient de nouveau, et il recommençait de rire. Encore une énigme, au lieu d'un échange !

Mais ne désespérons pas ; il y eut dans ce dîner quelque chose d'échangé, et qui fut plus charmant que les mots, sans être, — je le dis tout de suite, — très prometteur de paix. La musique, avec le troisième plat, venait d'apparaître ; elle s'élançait, par ondes légères, d'une tribune qui dominait la salle ; nous étions déjà dans un état polyphonique ; bien mieux je songeais, une fois de plus, à celle qui de sa bouche rose avait émis des choses savantes sur la façon dont le rythme parvient à nos cerveaux. Je reconnaissais qu'assis parmi des étrangers, gens de toutes les races, j'éprouvais peut-être le même plaisir indécis et flottant qu'ils ressentaient eux-mêmes ; et je me disais : « Est-ce que la paix ne sera pas le résultat des concerts de la T. S. F. par les sensations vagues qu'ils répandront, et qui prendront la place des pensées dangereusement précises, d'où sort toujours l'horrible guerre? Seulement, il faut vouloir que la musique dès demain ne cesse plus d'inonder le monde ! Je rêvais ainsi ; un maître d'hôtel attentif me versait des vins ; je goûtais à tous sans prendre garde au goût ; et j'avais l'impression que la paix était établie dans cette vaste salle entre les nations, grâce à ces choses subtiles et dansantes qu'échangeaient les violons avec les esprits. Mais voici que tout à coup, à la table voisine, je remarquai une jeune femme qui parlait avec le ministre Hymans. Ce modèle pour La Tour qu'est Son Excellence belge était, ce soir-là, plus séduisant encore par le ruban bleu pâle d'une décoration espagnole achevant sa grâce dix-huitième siècle. Il devait dire, ainsi décoré, des choses aisées et délicates ; mais je ne l'entendais pas, tandis qu'en dépit de la musique, qui se répandait partout sans insister nulle part, je percevais la voix argentine de sa compagne de table. Son œil ardent et fier ne trompait pas ; elle était Espagnole ; et le timbre de ses mots faisait penser à la cloche de quelque petite chapelle secrète, où des femmes amoureuses devaient venir à confesse. Le vers d'Hugo chanta dans ma mémoire :

Valence a les clochers de ses trois cents églises.

Toutes ne peuvent être de grandes églises ; il doit y avoir la chapelle que je dis ; cette femme ne pouvait être que de Valence. Je la regardai mieux, je veux dire que je suivis son regard, et il me mena doucement vers une autre Espagnole, mince et svelte, altière et hardie.

Cadix a ses palmiers...

Elle était à trois tables de moi. Je crois que ses yeux discernèrent mon regard, juste le temps de me faire signe et de m'emporter ailleurs, où ils regardaient eux-mêmes, devant des roses, une femme aussi fraîche et tentante qu'un fruit mûr.

...Murcie a ses oranges.

Quelles délices de la contempler ! Mais celle-ci non plus ne m'en laissa pas le loisir. Ses beaux yeux, brûlés de soleil, guidèrent les miens. Ah ! finesse féminine ! Je fis retour à ma table. Ces yeux me disaient : « Tu ne vois donc pas... près de toi... quelle splendeur ! » Je tournai la tête. La femme à côté de qui l'heureux hasard m'avait assis, avait la chair dorée des Sarrasines.

Grenade a l'Alhambra...

Elle en était ; je n'avais même pas à le lui demander. Elle appliqua d'ailleurs sa main contre sa joue, pour sentir si elle rosissait, du rose des vieilles murailles construites par ses grands-pères...

Ainsi, en trente secondes, je venais de parcourir l'Espagne, mais rien qu'elle, emmené par celles qui causent nos joies et nos douleurs, et qui dépassent la politique parce qu'elles sont la poésie. Le monde va comme il peut, jusqu'à l'instant où elles le mènent. Or, elles ne s'égarent pas ; elles sont fortes de leur race ; chacune a l'air de dire : « En me voyant, tu vois ma cité ! » On les y suit ; puis elles vous passent à leur compagne ; on ne peut rien à échanger ; elles s'imposent ; et c'est elles qui, de l'une à l'autre, échangent la force de leur beauté. Force nationale. La Société des Nations, auprès, n'est qu'une pauvrette !

— Monsieur, me dit là-dessus le Japonais, peut-on savoir, vous-même de quel pays vous êtes?

Il n'avait pas encore trouvé autant à rire qu'à cette question ; mais lorsque je lui eus dit que j'étais Français, il

déploya une joie sinistre, qui par son ampleur dépassa toutes les autres. Rien n'indiquait en lui qu'il fît un effort international.

Les tziganes restaient seuls à le faire.

Cependant, au moment où nous nous levâmes de table, un Anglais m'aborda. Le dîner l'avait attendri. Cette tendresse, et le fait de m'avoir rencontré déjà l'amenèrent à me déclarer :

— Nous aurions dû, je pense; faire le guerre en 1870.

Et il rit aussi :

— Car alors nous aurions épargné à vous le celui de 1914.

Il se détourna ; on lui offrait des liqueurs. Un Roumain, souple et beau, dont l'habit était exquis, la chemise adorable, et qui savait jouer des yeux, de la main, pencher la tête, tourner la hanche d'une enivrante manière, me montra coup sur coup, un Danois, un Finlandais, un Esthonien, un Norvégien, et il me dit :

— Des pions !... Des pions sur des banquises !

Le plus drôle du propos, c'est qu'en évoquant ainsi des pédants sur des glaces, il avait l'air lui-même de se rouler dans ses mots, comme sur une plage en or de Méditerranée. Il alluma une cigarette égyptienne, qui sentait l'encens, puis il reprit :

— Celui-là, le gros, qui est de Bergen, a essayé de mentir avec moi... moi qui suis né d'une mère Grecque !

L'Anglais, son verre de liqueur à la main, s'était rapproché. Il entendit « mentir ». Il dit :

— Il ne faut jamais ! Ainsi, moi avec vous j'ai grand peur de savoir. A propos le guerre de 70, je crois pour nous il ne fallait pas le faire comme j'ai dit.

Il souriait gentiment ; je le regardais, surpris :

— Parce que, dit-il, j'ai réfléchi, nous aurions été contre vous !

Ce n'était pas une parole spécialement agréable : elle me charma pourtant ; elle avait un accent de féroce candeur, inaccoutumée dans l'air fade de Genève. Je sentis comme un vent qui tournait ; il me sembla que nous sortions du domaine des phrases ; mais ce n'était encore qu'un semblant !

Nous étions dans l'hôtel où Briand dormait. Il a l'habitude de se coucher tôt. Je pensai à lui. L'air maussade, le front dépeigné, je me le figurai ronflant, à l'étage au-dessus. D'ailleurs la belle Flamande passa près de moi. Elle était

de la fête, heureuse et rayonnante. C'est donc que Son Excellence Aristide était dans le monde des rêves, et n'avait plus besoin de personne.

Le Japonais armé d'un cigare, comme les torpilleurs le sont d'un canon, glissait le long d'un couloir. Il me salua et il rit — il rit fort, il rit bref. Il y avait un grand bourdonnement de voix ; l'air était chargé de souffles et de vie ; on respirait des âmes chargées de mystères et de choses tenaces. Puis de temps en temps, dans la fumée, la rumeur, dans la mêlée des gestes et des voix, deux, trois hommes s'arrêtaient, faisaient groupe, essayaient de parler. C'est un curieux besoin qu'ils ont après les repas de quitter les femmes, qui les ont ravis, de se retrouver, de s'épauler ; il leur semble, en s'amusant moins, qu'ils reprennent de la force. C'est ainsi qu'un Autrichien vint faire des grâces à mon Roumain, et s'efforcer d'être aussi sceptique que lui. Chez la marquise de C... il raillait déjà cette pauvre Société des Nations. Cette fois, il lui enleva tout, il lui arracha pétale par pétale comme à une marguerite des champs, et d'un air supérieur, dédaigneux. Dans le rond de bras, dans le tour de phrase, il y avait je ne sais quoi de la musique des tziganes. Il était naturel par conséquent qu'il dît :

— C'est drôle que, ce soir, on ne danse pas !

— Ah ! Ah ! On danse toujours à Vienne? fit tout à coup, en ricanant, quelqu'un qui venait de tomber sur le groupe comme font les oiseaux de proie lorsqu'ils foncent.

C'était un homme farouche, dans un habit trop court. Ses manches dégageaient ses poignets maigres. Il avançait une tête menaçante, une tête avec un rien de faux col, des mâchoires crispées, des yeux de feu. L'Autrichien fut interdit :

— Je vous présente M. Léonidas Fotdjordkovitch, délégué serbe, roucoula d'une voix douce comme de la confiture de roses le beau Roumain.

L'Autrichien s'inclina.

En soufflant comme un petit taureau dans l'arène, le Serbe lui dit dans le nez :

— Vous connaissez toutes les danses, même celle des écus avec votre municipalité socialiste ! Ah ! Ah ! elle vous pressure !

— Mais, cher monsieur, il faut bien vivre, dit l'Autrichien doucereux.

— Vivre, en effet, oui, vivre ! reprit Léonidas... on en a vu tellement mourir !

Il serrait les poings, sa bouche était amère :

— Vivre, fit-il encore...

La belle Flamande s'était arrêtée et regardait. Le Japonais ne riait plus, le Roumain sentait son scepticisme en détresse. L'Autrichien avait pâli.

— Vivre, reprit pour la troisième fois, claquant des dents, Léonidas Fotdjordkovitch, si vous voulez bien vivre, vous n'avez qu'à ouvrir vos douanes, à nous laisser prendre votre ferraille...

Il tremblait, il flamba ; il cria :

— Et à laisser entrer nos cochons !

Ah ! quelle panique ! La belle Flamande faillit tomber. Elle s'adossa à la muraille, cherchant du secours. Où était Loucheur? Le Roumain, d'écœurement, manqua de se trouver mal. L'Autrichien en perdit la vie ; il demeura debout, le cœur arrêté. Et nous vîmes, comme un flot, les animaux immondes qui arrivaient, le groin menaçant. Il nous sembla qu'ils bousculaient les femmes, qu'ils envahissaient tout ; ils étaient des mille et des mille, tous les cochons de Serbie ! Mais derrière eux, voici — stupeur ! merveille ! et joie ! — menant ce troupeau de brutes, qui renversait les fols, les sots, les tartuffards, voici qu'apparaissait une femme, dont la baguette était un trait de lumière, et dont le visage radieux criait : « C'est moi ! C'est moi ! » Et je reconnus enfin la Vérité !

René Benjamin.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LE PLÉBISCITE ITALIEN

Dans le plébiscite italien du 24 mars, il y a deux éléments très distincts : la consécration éclatante du succès d'une œuvre accomplie et l'amorce d'une œuvre nouvelle. Il s'en faut de beaucoup qur tous deux aient également retenu l'attention.

La plupart des commentaires se sont attachés surtout au fait qui évidemment frappe le plus à première vue : l'adhésion quasi unanime donnée à un régime dont la popularité grandit avec les années. On peut toujours contester la valeur des chiffres. Les critiques impénitents ne s'en sont pas fait faute. Mais à quels piètres arguments en sont-ils réduits? M. Mussolini fait voter les morts. Il stimule le zèle par l'organisation de trains de plaisir et caporalise les urnes. Ces scrupules ne sont-ils pas tout à fait édifiants de la part des défenseurs des mares stagnantes? Il est peu de choses plus comiques que la défiance des champions de la voix du peuple dès que cette voix est appelée à se manifester sur une scène plus vaste que l'arrondissement, sur des sujets plus sérieux que les surenchères démagogiques ; le fascisme n'a pas le monopole du sarcasme, on n'est pas plus indulgent pour le referendum suisse et pour les plébiscites américains. Toute expression massive et simpliste est condamnée peut-être simplement parce que c'est celle qui gêne le plus les menées des politiciens. Impossible de souligner ce paradoxe d'une ironie plus fine que n'a fait le *Morning Post.* « Il est ridicule, écrit le journal anglais, de supposer qu'on aurait pu obliger le peuple italien à écrire oui, sur 8 500 000 bulletins, s'il avait préféré écrire non. De même qu'on peut mener un

cheval à l'abreuvoir, mais qu'on ne peut l'obliger à boire, de même il est facile de diriger une nation par la force, mais il est difficile de l'obliger à acclamer le régime de la force. Staline et ses communistes oseraient-ils se soumettre à une épreuve semblable en Russie? Non, certes, et la raison est très simple. Ils gouvernent la Russie malgré le peuple, alors que Mussolini et le peuple italien ne font qu'un. »

Voilà bien en effet la morale d'un scrutin qui montre que le nombre des adversaires du fascisme qui dépassait encore 2 600 000 en 1924, se trouve réduit à 126 000 sur un nombre de votants sensiblement égal. Plus significatif encore peut-être est l'empressement des électeurs. La proportion des votants a atteint 90 pour 100. Elle était seulement de 53 pour 100 dans les dernières manifestations de l'ère politicienne. Le moins que l'on puisse en conclure est que l'opération a réalisé le maximum de conditions favorables. La consultation est venue au moment où le cap difficile d'une stabilisation jugée par beaucoup trop ambitieuse paraît franchi, au lendemain du règlement triomphal de la question romaine. Succès facile à prévoir, disent ceux qui croient faire beaucoup en reconnaissant au Duce l'art d'exploiter les occasions. Le mérite est-il déjà si commun? Cependant pour être parfaitement équitable, l'appréciation ne doit pas s'arrêter à une coïncidence qui n'est pas le fait du hasard. Le plébiscite italien n'a rien d'une improvisation de circonstance, comme d'autres dont on n'a pas manqué d'évoquer le souvenir pour rappeler l'inconstance des foules. Quand Napoléon III faisait plébisciter l'empire libéral, il cherchait un appui à un pouvoir fléchissant. Il le cherchait auprès de ceux-là mêmes qui allaient l'entraîner à l'abîme : n'oublions pas que c'est sous M. Émile Ollivier qu'est venue la guerre et que ce sont les libéraux qui ont réclamé Bazaine. Ce qui se passe en Italie est exactement le contraire. Le vote du 24 mars n'a pas été déterminé par l'opportunité d'exploiter le traité de Latran. Il est venu à une date fixée depuis plusieurs mois, alors que la réconciliation des deux Rome était à peine une espérance. Il a été déterminé par l'évolution logique d'une réforme constitutionnelle, dont le principal objet est d'organiser la représentation nationale sur des bases nouvelles. La question posée au peuple n'est-elle pas l'approbation des résultats acquis? C'était la nomination d'une nouvelle Chambre. Voilà ce que la plupart des commentaires ont négligé. Peut-être parce que le nouveau régime représentatif consomme la ruine des idoles libérales. Comme autodafé, il est difficile de concevoir quelque chose de plus radical.

Plus de suffrage universel. Entendons-nous. On n'enlève pas au

peuple le bulletin de vote. Mais ce bulletin cesse d'être la consécration d'un droit résultant d'une simple constatation d'état civil. Loin d'être limitées, les prérogatives des classes laborieuses sont élargies, puisque les éléments actifs ont le privilège de voter sans autre preuve que la démonstration de leur activité. Ce sont, au contraire, les oisifs qui sont éloignés des urnes, s'ils ne participent pas à l'effort national au moins par l'impôt. Pour être électeur, il faut faire partie d'un groupement de travailleurs ou payer au moins 100 lires d'impôts directs. Ce n'est pas d'ailleurs cette innovation qui a réduit le nombre des votants de 12 millions et demi à 9. La diminution provient du fait que la majorité électorale a été reportée de dix-huit à vingt et un ans pour les citoyens mariés.

C'est dans la présentation des candidatures que se trouve l'innovation fondamentale. Ici non seulement la politique est complètement bannie, mais l'initiative privée elle-même est abolie. Une liste unique est soumise aux suffrages du royaume entier qui approuve ou rejette en bloc. Si la liste réunit la majorité des voix plus une, elle passe. Dans le cas contraire, on prépare une autre consultation sur des listes établies directement par les organisations syndicales. Au contraire, la première consultation se fait sur des propositions établies par le grand conseil fasciste dans les conditions suivantes : les 13 associations syndicales officiellement reconnues présentent 800 noms, dont 300 sont reconnus par le grand conseil. Une autre série de 200 noms est présentée par 22 organisations d'intérêt social et culturel enregistrées par une commission qui a fonctionné sous la présidence du sénateur Bonin-Longare. De cette seconde série, le grand conseil a retenu la moitié. Ainsi a été établie la liste des 400 députés, car on a commencé par supprimer 125 sièges.

Cette procédure n'a évidemment rien de commun avec la conception de la représentation nationale de l'ère du parlementarisme. C'est le système majoritaire poussé jusqu'à l'extrême limite, combiné avec la discipline des cadres dirigeants. Les positions sont exactement renversées. Au lieu d'un pouvoir exécutif soumis aux caprices d'une Assemblée fondée sur les rivalités des factions, sur les surenchères personnelles, on se trouve en face d'un groupement de compétences choisies par le gouvernement pour l'aider de ses conseils. Lourde assurément est la responsabilité de ceux qui procèdent au recrutement. Ils doivent manœuvrer entre les rivalités qu'aucun système humain ne peut écarter. L'expérience jugera.

Ce qui importe pour le moment, c'est le résultat de la première application. On s'est flatté d'établir une représentation exacte des différentes formes de l'activité. A quoi a-t-on abouti? Pour juger,

le plus simple n'est-il pas de rapprocher la composition de la première Chambre fasciste de celle d'une Chambre élue selon la forme la plus classique de la démocratie parlementaire, notre Chambre française de 1928? N'oublions pas, en comparant les chiffres, qu'il y a 611 députés français contre seulement 400 italiens. Les rapports devraient donc être dans la proportion de 4 à 6.

En France, nous avons 40 agriculteurs, auxquels on peut évidemment ajouter une partie des 67 députés catalogués sous l'étiquette de propriétaires. En Italie, la terre obtient 73 mandats, dont 46 reviennent à la Confédération des agriculteurs et 27 au Syndicat des travailleurs agricoles. L'industrie est représentée au Palais-Bourbon par 62 industriels, 2 armateurs, 17 ingénieurs, en tout 81 sièges. A Monte-Citorio, il y en a 63 dont 31 reviennent à la Conférération de l'industrie, 10 à la Confédération des transports maritimes et aériens, 12 à la Confédération des transports terrestres et de la navigation intérieure. Le commerce français revendique 33 élus, soit 26 négociants et 7 pharmaciens. En Italie, cette branche inscrit 27 noms, dont 16 membres de la Confédération du commerce, 10 représentants du Syndicat du commerce et de l'institut national de coopération et un délégué des sociétés anonymes. Jusqu'ici le déséquilibre n'est pas très sensible.

Voici où le tableau change. Les professions libérales françaises s'enorgueillissent de 259 députés, dont 152 avocats, 43 médecins, 5 vétérinaires, 52 publicistes, 3 hommes de lettres, 7 magistrats, 6 notaires, 5 avoués, 4 ecclésiastiques, 2 architectes. En Italie, cette branche n'occupe que 94 sièges et la différence est bien plus sensible encore dans la répartition. La Confédération des professeurs et artistes a reçu 82 places. Il y en a en outre 2 pour les Académies, 2 pour les Beaux-Arts, 1 pour l'Institut colonial, 1 pour le Comité olympique italien, 4 pour le Centre catholique national, 1 pour le Touring-Club et 1 pour l'Association Dante Alighieri. Il faut ajouter en France 46 professeurs ou instituteurs, en Italie 26 députés dont 15 universitaires, 1 membre de l'Institut fasciste de culture, 5 professeurs des écoles secondaires, 4 maîtres des écoles primaires, 1 représentant des œuvres post-scolaires.-Les professions financières réclament en France tout juste 3 députés : 2 banquiers et 1 administrateur de sociétés. En Italie, ils sont 16, dont 10 représentent la Confédération patronale bancaire et 6 les Syndicats des employés de banque. Par contre, 21 fonctionnaires et 1 diplomate siègent à Paris, tandis qu'à Rome il n'y en que 8. De même 14 employés chez nous et 3 seulement en Italie, 1 représentant des industries de l'État, 1 cheminot et 1 délégué des P. T. T.

Nous arrivons au point le plus curieux : la représentation ouvrière. En France, 22 ouvriers. En Italie, 46, soit 26 affiliés au Syndicat des travailleurs de l'industrie, 11 du Syndicat des inscrits maritimes et aériens, 9 du Syndicat des transports terrestres et de la navigation intérieure. Enfin la Chambre italienne compte 40 députés désignés au titre d'anciens combattants, 14 au titre de mutilés. Ceux-là ont sans doute des équivalents au Palais-Bourbon, mais au titre des groupes politiques, non comme délégués des artisans de la victoire.

Méditez ces chiffres et jugez quelle est l'Assemblée la mieux équilibrée, quelle est celle où la part la plus large est faite aux éléments de travail utile. En dehors même de toutes les combinaisons politiques, il faut ajouter une particularité intéressante de la nouvelle Chambre italienne. C'est la jeunesse des députés. Le doyen n'a que cinquante-huit ans. Retenons également que la moitié des membres de la nouvelle Assemblée a fait partie de la précédente. Les méthodes de travail seront donc sauvegardées. Il n'est pas jusqu'à la suppression de toute opposition politique qui n'ait reçu déjà la consécration de l'expérience. Le régime de transition élaboré en 1924 abandonnait de droit le tiers des mandats aux adversaires du régime. Ceux-ci ont jugé à propos de faire grève. L'événement a prouvé qu'on pouvait se passer d'eux. C'est même ce précédent qui a déterminé l'adoption de la liste unique. Si hardie que soit l'innovation, elle n'est pas un saut dans l'inconnu.

Elle réalise en tout cas, pour le moment, une cohésion gouvernementale, dont le prestige dépasse largement les frontières. L'Italie donne l'impression d'un État fort dont l'appui a sa valeur. Les Grecs peuvent en porter témoignage. Ne viennent-ils pas de tirer de l'accord conclu, au mois de septembre dernier, par M. Venizelos et M. Mussolini un règlement fort avantageux de la question de Salonique. Pas de doute possible. C'est bien le facteur italien qui a été décisif. Pour s'en convaincre il suffit d'évoquer l'évolution du conflit.

Salonique ne peut être qu'une pomme de discorde ou un trait d'union parce que Salonique est à la fois un port grec et le débouché de la Macédoine serbe. La solution théorique avait été trouvée en 1913, quand les Serbes et les Grecs s'étaient alliés pour résister ensemble à un troisième concurrent, le Bulgare. Mais quand le moment est venu de passer à l'exécution, les choses se sont gâtées. Les Serbes étaient venus à Salonique pendant la grande guerre et avaient apprécié la valeur de la position. Ils avaient fait aussi l'épreuve de l'incertitude de l'appui grec, d'où la tentation de profiter de l'élan de la victoire et de la faiblesse des Hellènes épuisés

par l'aventure d'Asie Mineure. Il s'en est fallu de très peu que l'affaire ne prît très mauvaise tournure pour l'hellénisme. Entre 1924 et 1926, les Serbes ont eu tous les atouts dans leur jeu, même la collaboration de l'Italie qui avait conclu un pacte d'amitié avec eux et qui n'était pas fâchée de voir les Slaves se détourner de l'Adriatique pour regarder du côté de l'archipel. Précisément au même moment, le régime dictatorial établi à Athènes fléchissait et cherchait des appuis. C'est ainsi que Salonique a été tout près de devenir un véritable corps serbe sous le pavillon grec. La convention conclue par le général Pangalos, au mois d'août 1926, n'élargissait pas seulement la zone franche accordée aux Yougoslaves d'après l'engagement de 1913, elle ouvrait cette zone au transit international, c'est-à-dire qu'elle en faisait la tête de pont de tout le bassin danubien. De plus les Serbes obtenaient le droit de cabotage et le contrôle des chemins de fer à travers la Macédoine grecque jusqu'à la frontière.

Dans un sursaut de protestation, les Grecs ont balayé le général Pangalos et son traité. Depuis, les positions se sont exactement retournées. Les Serbes se sont brouillés avec les Italiens et, du coup, ils ont trouvé les Grecs intraitables. Pis encore, les Italiens et les Grecs se sont entendus. Il a bien fallu comprendre alors à Belgrade la nécessité d'un rapprochement. Encore n'a-t-on pu choisir que quand le roi Alexandre s'est décidé à mettre fin aux fantaisies des politiciens. Seul un gouvernement fort pouvait imposer une conclusion qui est l'abandon de toutes les revendications serbes : la zone franche réduite, le transit international interdit, les Grecs gardant le contrôle du chemin de fer, le ravitaillement réservé en temps de guerre. Il est vrai que les Grecs ont consenti à signer un pacte d'amitié par lequel ils s'engagent à prêter leur appui pour le maintien du statut territorial établi par les traités de paix. Mais les Grecs sont également liés aux Italiens par un pacte de neutralité. Le cas pourrait être embarrassant si l'enchaînement des combinaisons ne devait pas aboutir au renouvellement du pacte italo-serbe. Les dirigeants de Belgrade ont ratifié les accords de Nettuno, ils étaient prêts à proroger le pacte d'amitié de 1924. C'est le gouvernement italien qui a manifesté le désir de préparer un nouvel accord. L'arrangement doit venir de même que doit se compléter le règlement de compte franco-italien. Jamais l'entente des nations méditerranéennes n'a été plus logique. Ceux qui se flattaient de pouvoir attendre le déclin du fascisme doivent être maintenant édifiés.

Saint-Brice.

LES LETTRES

MŒURS LITTÉRAIRES D'AUTREFOIS ET D'AUJOURD'HUI

Quand M. Bernard Grasset parle de *la Chose littéraire*, il faut entendre le mot « chose » au sens le plus large, au sens du latin *res*, par exemple dans la locution *res publica*. Les deux mots *res publica* évoquent non seulement un groupe d'hommes chargés du gouvernement de la cité, mais tout un monde occupé des affaires publiques, depuis les citoyens qui en délibèrent jusqu'à ceux qui, dépourvus de tout mandat et de toute fonction, commentent les décisions prises. De même la « chose littéraire » est tout à la fois l'affaire des écrivains, des éditeurs, et aussi d'un vaste public qui, non content d'acheter et de lire des livres, se mêle de plus en plus à la vie des lettres. C'est là un fait nouveau, que tout le monde a pu observer depuis la guerre, mais que M. Bernard Grasset est le premier à décrire et à juger : la publication d'un livre, au moins de certains livres, a pris de nos jours la valeur d'un événement, au même titre que les faits qui font la matière ordinaire des journaux. Ainsi tout un public, depuis quelques années, s'est-il montré moins soucieux de goûter le contenu des livres que d'être au courant de tout ce qui se rattache à leur publication. « Le plaisir de lire, écrit M. Bernard Grasset, a fait une large place à la vanité de connaître. » Au temps où Anatole France donnait à son feuilleton du *Temps* le titre : « la Vie littéraire », il voulut parler de la vie exprimée par les livres. Aujourd'hui, la vie littéraire, c'est, beaucoup plus que les livres

eux-mêmes, les histoires que l'on raconte et que l'on imprime sur la façon dont ils ont été écrits, sur leurs auteurs, les habitudes de ceux-ci, leurs voyages, leurs projets. Et cette nouveauté a eu de graves conséquences pour l'essentiel de la « chose littéraire », qui demeure, malgré tout, la littérature.

Ces conséquences, M. Bernard Grasset en a dressé le tableau, avec une verve nuancée de quelque amertume : il aime trop les lettres pour n'avoir pas parfois souffert des expériences auxquelles son métier d'éditeur lui a permis d'assister. En résumé, tous les nouveaux aspects de la production littéraire, les gros tirages, les multiples éditions de luxe, les collections, la chasse aux jeunes auteurs, la notoriété imprévue des moindres écrivains, tout cela constitue autant de symptômes d'une situation générale qui est la suivante : la littérature est devenue un métier qui paye ; l'on y réussit d'autant mieux que l'on a reçu la consécration d'une multitude absolument inapte à juger la valeur littéraire et à jouer le rôle de la critique, qui a cédé la place. Dans ces conditions, la pensée et l'art de l'écrivain comptent beaucoup moins que les moyens de plaire, d'attirer l'attention, de la retenir, de devenir une vedette et d'en garder le rang. La production forcée, l'édition en maintes plaquettes des moindres écrits tombés de la plume d'un auteur, ont le double avantage de fournir à celui-ci un profit et de la publicité. Malheur à celui qui se recueille plusieurs années pour mûrir son œuvre. Son nom s'effacera entre tous ceux qui ne cessent de flamboyer aux vitrines des libraires, au sommaire des revues, à la manchette des journaux, sur les programmes de conférences. Paraître, sous la forme d'un texte, d'une photographie, d'une interview, sans aucun répit, est devenu pour l'écrivain une nécessité. Tant pis si son œuvre doit en souffrir. L'écrivain ne vit plus pour son œuvre ; c'est son œuvre qui, pour sa gloire et sa richesse, participe à la vie commerciale du monde moderne, à la mise en valeur de toutes choses. L'homme de lettres ayant, aux yeux du public, plus de prix que les livres qu'il écrit, le soin de sa gloire s'est exercé aux dépens du culte des idées.

*
* *

M. Bernard Grasset compte sur l'avenir, ou, comme on dit, sur la jeune génération, pour rendre à la littérature valeur et dignité. Il a raison, car les meilleurs d'entre les jeunes écrivains souffrent déjà de se voir prodiguer des faveurs qui avilissent leur plume. La réforme des mœurs littéraires, d'ailleurs, sera sans doute plus facile, du fait que certains écrivains réagissent par leur exemple contre cet avilissement.

Ce sont des hommes dont la carrière littéraire s'est déroulée en grande partie avant la guerre. Ils ont recueilli et gardé une tradition d'indépendance intellectuelle ; le métier d'écrire comporte pour eux des devoirs. Et c'est la leçon qu'ils transmettent à leurs cadets.

La même semaine que le livre de M. Bernard Grasset, nous avons vu paraître le livre de M. Paul Bourget, intitulé : *Au service de l'ordre*, où nous avons lu, dès les premières pages, ces lignes à l'éloge de Taine ; Elles forment un curieux contraste avec les mœurs que peint M. Bernard Grasset. « Sa première règle fut l'effacement complet de l'individu-Taine (c'était une de ses formules) derrière ses idées. Je ne crois pas qu'aucun homme de lettres se soit, de nos jours, dérobé plus constamment aux tapages de la publicité. Aucun reporter n'était admis à franchir son seuil... Sa signature apparaissait dans un seul journal et dans une seule revue... Très respectueux du génie des maîtres, il s'abstenait non seulement d'écrire, mais de répéter ou même d'écouter les racontages qui se multiplient autour de la mémoire des hommes célèbres aussitôt disparus. Leur œuvre et leur pensée l'intéressaient seules... Lui qui définissait la littérature une psychologie vivante, il considérait, et très justement à mon sens, que la véritable nature d'un écrivain se révèle dans ses livres, qu'aucun témoignage ne vaut celui-là et qu'il doit suffire à qui sait le comprendre. »

Cet effacement de l'homme derrière l'œuvre, exceptionnel à notre époque, n'en a que plus de prix quand il se rencontre ; et tous les lecteurs de M. Paul Bourget savent qu'il faut retourner à lui-même l'éloge qu'il adresse à son maître Taine.

Au service de l'ordre, quand on a lu ce titre sur le dernier livre de M. Bourget, on a été surpris qu'aucun de ses ouvrages ne l'eût déjà porté. A vrai dire, c'est le titre de toute son œuvre. Et les études que contient ce volume, sur Taine, sur Louis XIV, sur les gouvernements de la Restauration, sur la vie paysanne au dix-huitième siècle, sont le complément des autres pages de critique et d'histoire que l'éminent essayiste a consacrées à la défense de l'ordre social.

Que la littérature doive être utile à la société, que l'écrivain doive servir, comme M. Paul Bourget aime encore à dire, voilà un souci dont notre temps, submergé par un nouveau romantisme, ne s'embarrasse guère. C'est pourtant une tradition solidement implantée dans nos lettres. Si M. Paul Bourget l'a reçue de Taine, celui-ci en a pu trouver l'exemple chez Sainte-Beuve, qui n'oublie jamais le devoir social de l'écrivain. Dans un de ses *Lundis*, il approuve Louis XIV d'avoir interdit certain livre de Bussy-Rabutin, car, dit-il : « De pareils livres sont contraires aux fondements de l'ordre et

à la stabilité même des États. » C'est l'honneur de M. Paul Bourget que tous ses livres soient, à l'inverse de ceux que Sainte-Beuve juge si sévèrement, utiles « aux fondements de l'ordre. »

*
* *

M. René Bazin met sa plume au service de la même cause, quand il écrit un roman comme *le Roi des Archers*. Nous avons assez souvent critiqué, ici même, les romans qui, sous prétexte de psychologie pure, évoquent des personnages détachés complètement du monde réel, pour n'avoir pas à expliquer longuement ce qui nous plaît dans un livre comme *le Roi des Archers*. M. René Bazin a étudié un des plus curieux problèmes humains qui se posent dans la France d'aujourd'hui. Ce problème nous est offert par la région industrielle de Lille, Roubaix et Tourcoing, où l'on voit les famille patronales, toutes catholiques, vivre et se multiplier selon des mœurs quasi patriarcales, dans le même temps que l'industrie, reine du pays, met les ménages ouvriers dans les conditions les moins propices à la vie familiale. Sans doute, les ouvriers peuvent compter sur les œuvres, nombreuses et abondamment pourvues. Mais la charité des patrons catholiques se bornera-t-elle à de larges secours? Ne voudra-t-elle pas restaurer, chez les ouvriers, des cellules familiales analogues à celles qui sont l'honneur du patriarcat industriel du Nord? C'est, en fait, l'objet de maintes tentatives dans l'industrie flamande, et M. René Bazin s'est inspiré de la réalité quand il nous montre un grand patron roubaisien qui s'efforce de remplacer le travail en atelier par le travail à domicile. Nous assistons, dans ce récit, à la reconstitution d'une famille que la vie ouvrière avait dispersée. Sous la forme du plus attachant des romans, voici une réplique, dans le temps d'aujourd'hui, à la peinture d'une famille paysanne sous l'ancien régime, que M. Paul Bourget nous donnait dans un chapitre d'*Au service de l'ordre*. On voit que les sujets ne font pas défaut à qui veut étudier la structure de nos cadres sociaux, et travailler à les consolider. M. René Bazin donne à ces romanciers désaxés et déracinés un exemple qu'ils gagneraient à suivre. Il est vrai qu'avant de s'enrôler au service de l'ordre, il faut d'abord s'y soumettre soi-même. Et, nous l'avons vu en commençant, le désordre règne au royaume des livres, qui devrait être celui des idées. Les leçons des maîtres ne nous manquent pas. Craignons que, selon les avertissements de M. Grasset, il n'y ait, avant de les suivre, à résoudre une crise de la littérature.

André Rousseaux.

L'HISTOIRE

L'EXPANSION FRANÇAISE AU MOYEN AGE

C'EST un sujet captivant et fort peu connu que M. Jean Longnon a eu l'heureuse idée de traiter (1). On ignore généralement que les siècles jugés les plus obscurs du moyen âge, ceux auxquels se fondait, avec le royaume de France, la nationalité française, ont coïncidé avec une large expansion extérieure de cette même nationalité — expansion que l'on ne manquerait pas aujourd'hui de qualifier d'impérialiste.

Les manuels scolaires ne relatent au moyen âge d'autre poussée extérieure que celle des croisades, et ce mouvement ne semble qu'un élan mystique, sans portée et sans lendemain. On oublie que le royaume de Jérusalem dura près d'un siècle (1099-1187) et que pendant plus d'un autre siècle après la perte de Jérusalem, les Francs restèrent campés sur la côte de Syrie. Antioche tint jusqu'en 1267, Tripoli jusqu'en 1289, Saint-Jean-d'Acre jusqu'en 1299. Le royaume de Chypre, fondé en 1191, dura jusqu'en 1489. Si l'empire latin de Constantinople fut fragile, la principauté de Morée resta cent ans aux Villehardouin. Enfin, et en dehors des croisades proprement dites, dans le même temps qu'un duc de Normandie conquérait l'Angleterre, d'autres Normands s'emparaient de Naples et de la Sicile. Leur domination ne cessa qu'en 1194 ; encore les empereurs allemands qui lui succédèrent étaient-ils leurs héritiers même par le

(1) *Les Français d'outre-mer au moyen âge*, 1 vol., Perrin.

sang, puisque Frédéric II était fils de la Normande Constance, fille de Roger II, roi de Sicile. L'interrègne germano-normand est d'ailleurs très court et le prince qui succède (un peu violemment) à Mainfroy, fils de Frédéric, est de nouveau un Français, le propre frère de saint Louis, Charles d'Anjou. Si la Pâque de 1282 et les fameuses vêpres amènent la perte de la Sicile, les rois angevins conservent Naples jusqu'au milieu du quinzième siècle. Ainsi, durant quatre cents ans, presque sans interruption, les Français dominent toute l'Italie du Sud. Syrie, Grèce, Italie (sans parler de l'Espagne, que nous allons voir, et des bords africains maintes fois abordés et même entamés), l'ancienne mer latine, *mare nostrum*, la Méditerranée, n'apparaît ainsi, durant tout le moyen âge, que comme un lac français.

La durée de ces fondations indique, non des conquêtes éphémères, mais des établissements solides, de véritables colonies. Derrière les chevaliers et les barons francs viennent les bourgeois, légistes, marchands, et les artisans. En Syrie, ils se groupent dans les villes jouissant d'un statut spécial, et cette nouvelle classe munie de privilèges qu'ignorent encore ses pairs d'Occident, s'élève à côté des nobles. Elle peut, dans certaines conditions, accéder à la dignité de chevalier. Il en est de même à Chypre. En 1248, une armée d'artisans et d'agriculteurs suit le saint roi Louis IX pour coloniser l'Égypte. Les « hommes francs » de Morée prennent part, avec les barons et les prélats, aux grandes assemblées de la principauté. Ils sont riches et servent parfois de banquiers au prince.

Comment et pourquoi, au bout d'un siècle ou deux, ces véritables colonies ont-elles donc disparu? M. Jean Longnon, avec beaucoup de discernement, en a recherché et distingué les causes. Aux Lieux-Saints, ce fut l'insuffisance de la royauté élective, discutée, morcelée, remise en question à chaque vacance ; puis, devant les divisions des chrétiens, l'unité des forces musulmanes enfin réalisée par un chef tel que Saladin. A Chypre, en Morée, à Naples et à Palerme, la domination franque subsiste tant que durent les dynasties des Lusignan, des Villehardouin et des Hauteville. Elle tombe dès que disparaissent les héritiers directs et que surgissent les compétitions.

Ce dessèchement si prompt des souches royales est par lui-même un troublant indice. Les Francs, en proie aux séductions et aux magies de l'Orient, ne sont pas longtemps restés les rudes chevaliers de la conquête. Plus d'un Renaud trouve son Armide. Ils adoptent presque aussitôt le costume et les mœurs des indigènes. Dès le premier jour, les princes et les rois se travestissent en empereurs byzantins. Les derniers rois normands de Sicile se confinent dans leur harem,

entourés d'une garde musulmane. Les barons et les chevaliers de Terre Sainte ne diffèrent plus guère des grands cheiks arabes. A leur vive indignation, les nouveaux croisés voient les Templiers et les Sarrasins vivre en bonne intelligence. On ne croirait pas, en vérité, que cette race franque, d'apparence si brutale et de mentalité si fruste, pour ne pas dire si barbare, soit capable de « s'adapter » à ce point et dans un temps si bref. On a même la stupeur de découvrir en ces farouches guerriers de sages et profonds politiques. Ils savent se concilier les indigènes, ils respectent leurs lois, leurs coutumes et, comme en Grèce, leurs propriétés ; ils réussissent même à les enrôler dans leur propre armée. Mais ce contact trop prolongé, cette adaptation trop parfaite sont précisément ce qui les perd ; leurs mœurs s'en vont avec leur foi ; des générations naissent plus molles, avec des qualités militaires affaiblies. Tandis qu'en France les familles féodales restent fécondes et nombreuses, en Orient elles ont tôt fait de devenir stériles. Principautés et royaumes tombés en quenouille, joués aux dés ou disputés à la pointe du glaive, finissent par échoir aux adversaires ou aux rivaux. Il eût fallu, pour les maintenir, un renouvellement constant, c'est-à-dire des relèves, des afflux réguliers d'Occident. La guerre de Cent ans, qui provoqua, en somme, l'extinction de la première chevalerie, eut pour effet de tarir la circulation sanguine entre la mère patrie et ses filiales lointaines — condamnant celles-ci à la mort.

Nous avons laissé à part l'Espagne et le Portugal. Ce n'est pas que l'influence française n'y ait été très grande, mais c'est qu'elle est aussi plus ignorée. M. Jean Longnon a un certain mérite à nous la révéler, car les historiens espagnols ont mis leur point d'honneur à la cacher. Venus d'Aquitaine, de Bourgogne, de Champagne, d'Ile-de-France, de Normandie, les chevaliers français ont pris, en effet, la part la plus méritoire et la plus glorieuse à la longue croisade qui, du onzième au treizième siècle, délivra l'Espagne des Maures. L'occasion qui les amena est assez curieuse : ce fut celle des pèlerinages, surtout celui de saint Jacques de Compostelle, auquel les moines de Cluny, alors tout-puissants en France comme dans la péninsule, ne manquaient pas d'envoyer les plus turbulents de leurs sujets spirituels, entre autres ceux qui rompaient la « Trêve de Dieu ». Ce genre de pèlerins troquait vite la coquille et le bourdon contre la cuirasse et l'épée. Les grands bénédictins de Cluny, promoteurs de la première Croisade (on sait que le pape Urbain II, qui la prêcha, sortait de leur ordre) ont ainsi lancé des guerriers français en Espagne, comme ils ont lancé les Normands en Italie, par le pèlerinage du mont Gargan. En même temps, par une conséquence littéraire qu'il était

réservé à M. Bédier de découvrir, les pèlerinages suscitaient les chansons de geste.

Il n'est pas douteux que les chevaliers français aient pris la plus grande part à la croisade nationale espagnole contre les Maures. En 1064 et 1073, ils guerroient aux bords de l'Èbre. En 1087, des milliers d'entre eux, « presque toute la noblesse du royaume », guidés par Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse, Eudes, duc de Bourgogne, son frère Henri et son beau-frère Raymond, viennent grossir l'armée du roi de Castille Alphonse VI, armée où brille don Rodrigue Diaz de Bivar, surnommé le Cid. La grande épopée d'Espagne est, en somme, toute ornée, sinon tissue, d'exploits français. Raymond de Bourgogne épouse la fille d'Alphonse VI et le fils issu de ce mariage, Alphonse-Raymond, hérite en 1112 de la couronne de Castille et de Léon. De son côté, Henri de Bourgogne reçoit la main d'une fille naturelle du même roi, qui lui apporte le comté de Lusitanie, c'est-à-dire le Portugal. « C'est ainsi, dit M. Jean Longnon, que la maison de Portugal eut pour souche un prince de la maison de France. »

La croisade espagnole atteint son apogée au début du douzième siècle. La campagne de 1118 à laquelle, dit un chroniqueur arabe, « les Francs accoururent comme une nuée de sauterelles », aboutit à la prise de Saragosse. De nombreux chevaliers venus de nos diverses provinces reçurent en récompense des fiefs, et s'installèrent ainsi outre-monts. Pour repeupler le pays, ils firent venir des colons de France et voilà comment les anciennes chartes des villes, telles que celles de Barbastre, sont pleines de noms français. Mais là, comme en Orient, l'assimilation fut prompte et bientôt les Francs ne se distinguèrent plus des Espagnols. Certains, même, ne craignirent pas d'imiter en tout les Maures, qu'ils étaient venus chasser : « Adoncques pour leurs péchés, dit un vieux chroniqueur, ils perdirent ce qu'ils avaient acquis. »

Ainsi l'esprit de croisade jetant au dehors une nation nombreuse et guerrière, sème les Français sur toutes les rives de la mer latine. Par leur haute taille, leur force et leur bravoure, ils exercent un bel ascendant sur les peuples déchirés ou conquis, mais, à leur tour, ils sont très tôt influencés. Le Nord et le Midi, l'Occident et l'Orient, la Croix et l'Islam, en même temps qu'ils s'affrontent, se pénètrent. C'est au chapitre de l'art, traité avec une compétence et un bonheur particuliers par M. Jean Longnon, que se remarque le mieux cette action mutuelle. Saint-Jacques de Compostelle rappelle d'une manière frappante Saint-Sernin de Toulouse, dont le premier modèle est évidemment à Byzance. Plus tard, les cathédrales de Burgos et de

Tolède s'inspirent de Notre-Dame de Bourges. En Syrie brille le style roman, le gothique n'étant guère apparu qu'après la ruine du royaume chrétien, pendant que les coupoles byzantines envahissent le midi de la France. Les architectes normands créent en Sicile cet admirable style qui leur est propre et où les tours des hautes nefs des cathédrales de leur pays s'illustrent de tout l'éclat des mosaïques levantines et de toute la richesse de la décoration arabe. Avec les belles étoffes d'Orient et les vierges noires, les croisés rapportent le goût des sciences en honneur chez leurs vaincus, de la philosophie péripatéticienne, enseignée par les docteurs syriens d'Antioche et de Tripoli. Bref, ce moyen âge, que les primaires attardés nous présentent comme une ère de stagnation et de barbarie, apparaît comme un mouvement perpétuel d'échanges matériels et moraux, entre civilisations adverses, entraînant une extraordinaire circulation de vie, d'idées, de formes artistiques.

Il n'y a pas, en somme, entre le moyen âge et la Renaissance, le fossé que l'on croit. La Renaissance italienne, tandis que Rome languit, privée de la présence des papes, nous la voyons tout naturellement fleurir à Naples chez les chevaleresques princes français, petits-neveux de saint Louis. Giotto y travaille trois ans, Boccace y passe une partie de sa jeunesse, Pétrarque y fait un long séjour. Les artistes italiens passent facilement de Naples en France et par l'Anjou, influencent leurs confrères français, comme ils sont influencés par eux. La Renaissance — artistique tout au moins — était donc dès longtemps préparée ; le moyen âge la contenait en germe. Les Français, par leur merveilleuse expansion, leurs multiples contacts avec les civilisations méditerranéennes, en furent les meilleurs agents. On comprend dès lors le prestige de leur langue, celle d'oc comme celle d'oïl ; on comprend que Dante ait songé à écrire en provençal *la Divine Comédie*, que Brunetto Ladini, son maître, ait écrit son *Trésor* en cette langue d'oïl que le Vénitien Martin da Canale déclarait « plus délectable à lire et à ouïr que nulle autre ».

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

HERRICK

Je crois que le moment est venu de l'appeler ainsi : « Herrick, Herrick, » *tout court. Depuis longtemps, le* « Myron T. » *ne servait plus à rien. Aux Etats-Unis, déjà, on dit* « Herrick » *comme on dit* « Franklin ». *L'Europe apprendra bien vite à faire de même.*

Les Parques sont sans rancune. Mais Elles ont un sens farouche, sinistre du devoir et, sans doute, Elles sont animées d'un stoïque esprit de corps. C'est l'honneur de leur noble mission. En tout cas, Elles sont toujours à la page, Elles ne sont jamais en retard. Elles viennent de rompre le fil d'une noble vie et nous sommes tous consternés. Nous apercevons, nous autres humains, que nous sommes arrivés à l'échéance de beaucoup de choses. Les sentinelles, naguère debout, d'un passé que nous n'avons pas cru révolu, tombent par-ci par-là, les unes après les autres, à leur poste. Bientôt, si cela continue, les jeunes générations n'auront plus personne à qui faire appel pour interpréter la leçon des choses. L'ambassadeur américain, Herrick, laisse pourtant en s'en allant plus que des souvenirs attendris. Il lègue à ses jeunes compatriotes une doctrine. Je vais essayer de l'exposer.

Sachez d'abord que c'est une pure légende que celle de la sensibilité de Herrick se transformant trop facilement en une sorte de déliquescente sensiblerie, et qu'il est également inexact que les vertus de sympathie dont il possédait comme une corne d'abondance ne faisaient que camoufler la sèche réalité des relations réciproques des États-Unis et de la

France. Il est vrai que la marée montante de son cœur arrosait périodiquement la matière grise de son cerveau. Mais elle ne l'a jamais submergée, et quand le flot se retirait le limon cérébral s'était enrichi d'éléments de compréhension nouveaux. M. Quinones de Leon, doyen des ambassadeurs à Paris, est un fin connaisseur d'hommes, et ce qu'il disait de son camarade Herrick, aux obsèques de ce dernier, est d'une justesse absolue :

Il prenait toujours son inspiration dans un culte constant de l'idéal, mais il percevait tout aussi instinctivement, avec une facilité admirable et une parfaite netteté, lorsqu'il étudiait le développement et les exigences de la vie contemporaine, les grands courants d'influences réalistes qui gouvernent aujourd'hui l'évolution mondiale.

Nous tous qui le connaissions bien pouvons confirmer ce jugement, ainsi que celui formulé, en profonde connaissance de cause, par le général Pershing :

Avec l'intuition sûre d'un rude bon sens, il a su saisir ces occasions fuyantes qui ne s'offrent qu'aux braves. Sa conception de son devoir n'était pas simplement de suivre des instructions spécifiques ; il a anticipé les situations, pris des initiatives et est devenu le conseiller écouté de son gouvernement.

Donc, et j'insiste, les raisons de Herrick furent, non pas des raisons pascaliennes du cœur, mais des raisons intellectuelles. Je réponds à ceux très nombreux qui se figurent que les preuves répétées qu'il a données de son affection pour la France avaient compromis son utilité à Washington, et qu'étant connu comme francophile impénitent, il n'était écouté qu'avec scepticisme. A ceux-là, je dis que Herrick a fini par avoir une doctrine *et que, seul parmi tous les représentants des Etats-Unis à l'étranger grâce à l'autorité singulière qu'il possédait* at home, *comme haut dignitaire de la « machine » républicaine — il était à même de pouvoir en imposer à des gouvernements américains successifs. Angoissé par l'ignorance inévitable de la masse de nos compatriotes sur l'exacte situation réciproque des nations du continent européen, il avait pris, au commencement de la présidence de son vieil ami Harding, une astucieuse initiative. Il avait réussi à convaincre le* State Department *de l'utilité de communiquer aux ambassadeurs occupant les postes les plus importants les plus intéressants rapports de chacun d'eux. Il a pu ainsi se tenir régulièrement au courant des impressions de ses collègues en certaines capitales européennes. Je ne veux pas dire davantage, mais je suis moi-même témoin du fait que, étant ainsi prévenu, ainsi armé, Herrick a su jouer un rôle incomparable. Ses dépêches étaient devenues d'indispensables correctifs à certains jugements hâtifs ou même malicieux de tels de ses collègues.*

*
* *

Le célèbre épisode du 2 septembre 1914 de la visite de Herrick au président de la République, où, seul des membres du corps diplomatique, il annonçait qu'il resterait à Paris, lui devait, lui doit, et lui devra jusqu'à la fin des temps, la reconnaissance des Français. Mais si je rappelle maintenant ce moment admirable, c'est afin d'illustrer la remarque déjà citée de Pershing, que Herrick a su saisir les occasions fuyantes qui ne s'offrent qu'aux braves et n'hésita pas à prendre des initiatives qui, littéralement, mettaient dedans son gouvernement.

« Si la ville est occupée par les Allemands, disait Herrick à Poincaré, ma présence pourra n'être pas inutile. Mon pays est neutre; je suis moi-même couvert par l'immunité diplomatique; je serai sans doute en mesure de rendre quelques services. » Eh bien, nous allons voir toute la délicate et ingénieuse ironie de la conception de la neutralité qui mijotait à ce moment dans la tête de l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique. Herrick, à vrai dire, a inventé une nouvelle définition de la neutralité nationale en cas de guerre, et la notion nouvelle qu'il a conçue, il a osé l'appliquer sans demander l'autorisation de son gouvernement, entraînant la responsabilité de 110 millions d'Américains. Dans les longues causeries intimes que nous avons eues ensemble, notamment pendant la visite que nous avons faite à l'ancien front en 1920, il m'a expliqué, en se justifiant, son point de vue. Je vais citer ses propres paroles. C'est un pieux devoir envers mes compatriotes :

Ce que je savais de l'Allemagne et de l'accueil que l'on y avait réservé, en 1868, aux idées généreuses de Victor Hugo touchant la formation d'une République d'Europe, m'avait bien préparé à affronter l'avalanche des obus qui commencèrent à nous encadrer en 1914. J'avais décidé, quels que fussent les événements qui surviendraient, que je pourrais, en ce qui me concerne personnellement, collaborer utilement à une seule et unique fin : maintenir Paris comme l'enceinte sacrée et inviolée de la civilisation.

Je puis dire aujourd'hui que cette suprême décision n'exigeait pas, après tout, une grande dose de courage moral. Elle impliquait simplement une certaine initiative personnelle. Elle exigeait, par-dessus tout, une interprétation nouvelle de la vieille conception internationale de la Neutralité. Lorsque, le 2 août 1914, l'Allemagne prussianisée, foulant aux pieds la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, reprit, sur les basses terres des Flandres, avant la brutale invasion de la France, la marche sanguinaire des hordes d'Attila, il m'a semblé qu'elle violait, en même temps, tout un monde

de choses que, non seulement la France et les États-Unis, mais l'univers entier, tenait pour sacrées : à vrai dire, il m'a semblé qu'elle était en train de violer les frontières mêmes du Bien et du Mal. Le meurtre et le pillage marquaient son passage. La bibliothèque de Louvain a été réduite en cendres ; et les trésors sacrés de la culture universelle ont été anéantis par le feu et par le canon. Nous avions plus que la vision, nous avions la réalité même d'une nouvelle invasion des Huns. Ils couvraient de sel les collines et les vignobles gallo-romains. Ce spectacle d'une horreur sans nom montrait bien que l'Allemagne de Guillaume II n'était que la résurrection des hordes sanguinaires des Goths et des Vandales, et en présence d'un tel fait mon devoir semblait tout indiqué, et, après tout, relativement facile.

Un ambassadeur, tout ambassadeur devenait, d'après moi, comme automatiquement, l'ambassadeur non seulement de son propre pays, mais de la civilisation entière. Devant un outrage aussi brutal du Droit International, tous les précédents étaient vite balayés. Donc, comment hésiter à prendre des responsabilités également nouvelles et peut-être également imprévues? On n'avait pas le temps de faire de la philosophie, ni de faire du protocole, ni même d'attendre des instructions. Comme je vous l'ai dit, toute la conception traditionnelle de la Neutralité a subi brusquement une transformation complète.

Ce n'était pas la Neutralité envisagée d'un point de vue purement libéral, mais la Neutralité jugée d'après le bon sens même, qui engageait à prendre les responsabilités pour tous et pour tous actes qui, à ce moment, apparaissaient clairement comme utiles à l'univers entier.

* * *

Je veux donner une seule autre illustration du « rude bon sens » que Pershing note comme ayant été caractéristique de Herrick, et en même temps du trait signalé par M. Quinones de Leon, sa facile et nette perception instinctive, malgré son idéalisme, des grands courants d'influences réalistes qui gouvernent l'évolution mondiale.

Je conserve, à côté d'innombrables pages de notes de nos entretiens, tout le long des années, d'épaisses liasses de lettres où Herrick s'épanchait sans crainte, bien qu'il s'adressât à un homme qui a toujours eu la manie de beaucoup écrire. Les plus précieuses de ces lettres sont peut-être celles qu'il a rédigées pendant l'automne de 1920, après notre longue randonnée à l'ancien front encore dévasté, de la mer à la Suisse, et après les élections présidentielles qui devaient le rendre à la noble

mission que Wilson avait interrompue. Je prends dans le tas une lettre datée du 26 novembre 1920. Quelques-uns des lecteurs de cette Revue *se souviendront peut-être d'un article que j'ai publié ici intitulé « l'Armistice précipité et la Paix tardive ». Mes sympathies pour la France m'ont parfois valu, de la part d'une certaine catégorie d'Américains, des accusations de partialité comme historien des événements contemporains. Cependant, on verra que ce que j'ai dit tout haut, a été dit tout bas, mais avec la même sincérité, par le plus officiel des observateurs de mon pays. Il y a toutes sortes de raisons d'actualité pour livrer sans retard au public le passage suivant de la lettre dont il s'agit :*

L'élection écrasante exprimait la condamnation du wilsonisme par le peuple américain. Je ne peux pas admettre qu'il s'agisse là, de quelque manière que ce soit, d'un signe de désaveu d'un internationalisme sagement conçu. Il est malheureux que la question de « la Ligue » ou « pas de Ligue » ait joué un rôle pendant ces élections. Il est évident que nous avons des obligations internationales que nous ne pouvons pas et que nous ne voulons pas éluder. Cela, à mon avis, est compris par une vaste majorité d'Américains. La paralysie industrielle qui s'insinue doucement à travers le pays, en ce moment, révèle à ceux qui savent penser que, si nous avions été assez intelligents pour faire suivre l'Armistice d'une Paix rapide, et entreprendre immédiatement la reconstruction financière de l'Europe, nos usines ne seraient pas en train de licencier une partie de leur personnel et nous vendrions actuellement nos produits à l'Europe, qui en a grand besoin.

Les causes de la situation actuelle, c'est d'abord le piétinement depuis deux ans, ensuite l'ébranlement de l'édifice financier, à cause justement de la résolution prise par le Président de confondre le Traité de paix avec la Société des Nations. Lorsque les délégués d'Angleterre, de France, de Belgique et d'Italie sont venus, il y a un an, aux États-Unis pour demander des crédits, ils ont tenu leur première réunion à Atlantic City sous les auspices de la Chambre de commerce des États-Unis, et les banquiers américains étaient également désireux d'établir un plan dont le système financier aurait pu être accepté, mais Washington fit la sourde oreille et ne voulut pas épauler. Rien n'a donc été fait et c'est justement de pareilles choses qui paralysent actuellement notre pays au point de vue industriel. Il est nécessaire que nous ayons de telles leçons pour arriver à comprendre que nous ne pouvons pas esquiver nos responsabilités.

Mais, vraiment, je n'ai pas besoin de discuter de cette question avec vous.

*
* *

Ceux qui, se souvenant de certains moments d'effusion aux banquets officiels — où l'ambassadeur, sentimental et surmené, semblait suinter de la matière à sanglots — doutaient parfois de sa prise effective sur la politique de Washington, ceux-là ignorent tout de l'histoire des rapports des États-Unis avec l'Europe depuis un quart de siècle. Ce jugement, tous les secrétaires d'Etat, les Root, les Hughes, les Fletcher, les Kellogg le confirmeront à qui voudra enquêter auprès d'eux sur l'importance du rôle de Herrick.

...On verra, hélas! bientôt, ce qui manquera à l'Europe pour s'entendre avec mon pays.

W. Morton Fullerton.

Le Théâtre.

Un hasard nous remettait sous les yeux l'autre jour le concert de louanges qui salua l'ouvrage par lequel M. Jacques Deval débuta dans l'art dramatique. Un critique enthousiaste s'écriait : « C'est beau, l'aurore d'une renommée. » Pourquoi M. Deval n'a-t-il pas rempli cette promesse? Ce n'est pas qu'il prenne ses sujets trop bas. Dans la pièce qui échoua au début de la saison, il montre deux hommes unis par une amitié fraternelle et qui aiment la même femme : ce n'est pas là un sujet bas, puisqu'il est dans *Rodogune*. Dans *Débauche*, M. Deval veut montrer l'opposition entre la jeunesse d'avant guerre et celle d'aujourd'hui. La première symbolisée par une jeune fille au cœur tendre, la seconde par un jeune homme entreprenant. La jeune fille, qui espère un roman, accorde au jeune homme un rendez-vous que celui-ci veut tout de suite utiliser à mal faire. La vertu résiste et triomphe, mais avec un peu de mélancolie ; et la jeune fille se déguise à la fin en fantôme du passé, pour souligner l'intention symbolique.

Ce n'est ni bon ni mauvais ; cela ne tombera pas comme la pièce précédente, mais cela ne remettra pas encore M. Deval sur le piédestal. Comme le cercueil de Mahomet errait entre le ciel et la terre, M. Deval flotte entre la pièce commerciale et la pièce sérieuse sans prendre nettement son parti. Il voudrait bien le succès tout en restant dans le camp des écrivains à courir deux lièvres, il les manque tous les deux.

*
* *

S'il existait au théâtre comme dans le sport un débat pour classer d'un côté les professionnels et de l'autre les amateurs, M. André

Pascal appartiendrait sans conteste à la seconde catégorie. Ce n'est pas lui qui se fend la tête pour trouver un sujet original. Un seul cas, à vrai dire, l'intéressc, le sien. Il brode des variantes, mais c'est toujours son cas : un homme très riche, trop riche, qui ne peut pas croire à l'amour désintéressé. Car M. André Pascal s'appelle M. de Rothschild.

Dans *Circé*, c'est un homme d'affaires séduit par une enchanteresse. Sujet banal s'il en fut. Un sujet banal vaut par ce qu'on y met, il est bon quand on a du talent et il est le triomphe des forts. M. Pascal est un honnête amateur. Mais sans M. de Rothschild, les pièces de M. Pascal seraient-elles jouées?

*
* *

Après les pièces médiocres, les pièces inquiétantes. Deux coup sur coup, signées des noms fameux de M. Lenormand et de M. Bernstein.

Le cas de ces deux auteurs est connu, il a déjà été analysé maintes fois. M. Lenormand ne se complaît qu'à l'étude des cas les plus extraordinaires. Il a tiré ses chefs-d'œuvre : *le Simoun*, du penchant incestueux d'un père pour sa fille ; *A l'ombre du mal*, du détraquage qui mine le colon blanc sous le climat africain ; *Magie*, d'une histoire de spiritisme et de fantômes. Mais déjà dans la pièce la plus récente, *Mixture*, il s'était égaré à vouloir traîner dans un jour trop cru la part de mal qui peut subsister dans le plus beau des sentiments humains, dans l'amour maternel. Dans *Une Vie secrète* son erreur est plus grave parce que plus complète. On pouvait encore à la rigueur admettre qu'une mère eût dans le cœur des instincts affreux ; M. Lenormand avait bien l'intention de suggérer qu'il en va de même dans le cœur de toutes les mères, mais il n'y avait aucune espèce de chance qu'on le crût, et il ne racontait pas que la mère a besoin d'être folle ou criminelle pour être mère. Tandis que, cette fois, il nous raconte que l'artiste a besoin pour créer d'être complètement fou. Affirmation qui ne mériterait qu'un sourire, si par un curieux paradoxe M. Lenormand n'acquérait de plus en plus la maîtrise de son métier en même temps qu'il perd le contrôle de ses idées.

Ce cas s'est déjà vu, ne fût-ce que par l'exemple majeur de Victor Hugo, et il n'en faut pas conclure que ce sont les idées biscornues qui nourrissent le talent. Non, c'est l'expérience, le tour de main, tout ce qui s'acquiert par la pratique du métier. M. Lenormand fait penser à un ouvrier qui devient de plus en plus habile à fabriquer des machines de plus en plus bizarres, quelque chose comme l'horloger des légendes germaniques qui fabriquait des pendules précises et insensées.

Car il est difficile d'imaginer histoire plus insensée que celle de ce musicien qui a besoin du cynisme crapuleux pour nourrir son génie

créateur. La règle générale est que le génie est, on peut dire dans presque tous les cas, nourri par les plus beaux sentiments et par les plus hautes parties de l'âme. Que des éléments moins purs s'y mêlent, en particulier que les sens soient comme le chaud engrais au pied de la rose, c'est une vérité aussi vieille que l'art. Que, dans des cas dont chaque nuance devrait être ménagée, le talent ou le génie cohabitent avec des forces impures, on peut poser comme une règle assurée que, dans tous les cas, bien loin d'être la cause du pouvoir créateur, ces forces l'ont contaminé et limité. Un musicien comme Verlaine, un inventeur de métaphores comme Rimbaud, un mystique à imagination sensuelle comme Baudelaire seraient des maîtres plus complets sans les tares des deux premiers, la contention hystérique du troisième. Hugo lui-même, chez qui l'imagination sensuelle commande le torrent verbal, serait plus haut si l'homme avait été chez lui aussi grand que l'artiste. Ce qui n'a jamais voulu dire que celui-ci doit être un pur esprit, et qui fait l'ange fait la bête. Mais le musicien de M. Lenormand ne fait que la bête, avec un morne excès qui lui retire toute sympathie, toute vérité et tout intérêt. Jamais personne ne croira qu'un musicien ait besoin de vivre et de prêcher de la sorte pour faire de bonne musique : il lui faut voir sa maîtresse avilie et ivre en compagnie de prostituées stupides pour que, les sens contents, il puisse travailler. Ce genre d'existence indispensable à l'artiste, ce cynisme puéril et cette donnée miraculeusement arbitraire ne valent guère autre chose qu'un haussement d'épaules.

*
* *

Comme le cas de M. Lenormand, celui de M. Bernstein a été analysé chaque fois qu'il a fait un pas dans la voie inaugurée après la guerre avec *Judith*, et dont les étapes ont été *la Galerie des Glaces*. *Félix* et *le Venin*.

C'est une banalité à portée de tous, et que tous ont répétée, qu'il a voulu renouveler sa manière. Cette fois il est allé si loin dans cette direction qu'on pense qu'il a dû arriver au but.

Quelque opinion qu'on ait sur *Samson* ou *Israël*, impossible de méconnaître comme éléments essentiels de ces pièces une intrigue fortement nouée et des personnages saisis par une crise violente. On pouvait dénier à M. Bernstein telle ou telle qualité, tout le monde devait reconnaître en lui ce qu'on est convenu d'appeler un homme de théâtre. Il écrit aujourd'hui qu'il veut rivaliser avec le roman et le cinématographe. Jadis, il semblait juger que l'action de ses pièces n'était jamais assez pressante et tassée, aujourd'hui il la distribue en quinze tableaux dont quelques-uns si peu nécessaires qu'on a pu les supprimer avant la première représentation. Jadis ses personnages étaient des violents, hommes d'affaires, et, jugeait-il, hommes d'action et de caractère. Maintenant ce sont des artistes analystes et inquiets.

Pourtant, comme on peut penser, c'est toujours le même M. Bernstein. Il a écrit que cette forme nouvelle de son art lui semblait *l'aboutissement de sa nature profonde*. L'avenir dira s'il juge avec exactitude. Il explique qu'en sa jeunesse il croyait au pouvoir de l'action, tandis qu'avec l'âge, il découvre la vanité de toute chose, la brièveté de la vie entourée de mystère. Il donnerait *Mélo* après *la Rafale* comme le roi Salomon donna *l'Ecclésiaste* après le *Cantique des Cantiques*.

Puisque son intention est de montrer maintenant la vie baignée de mystère et l'homme hanté d'inquiétude, il substitue à la lutte directe et logique les images multiples, fragmentées. Un premier tableau montre le musicien Pierre et sa femme Romaine qui reçoivent à leur table l'illustre violoniste Marcel Blanc. Celui-ci raconte ses histoires d'amour de telle façon qu'il paraît à la fois fat et insupportable, mais tel n'est pas l'avis de Romaine, qui est attirée par ce séducteur énervé. Au second tableau elle va chez lui, au troisième on retrouve les trois personnages dans un restaurant, et une conversation banale apprend que Romaine est devenue la maîtresse de Marcel. N'importe quel autre incident eût pu nous l'apprendre de même, et si l'on voit très bien pourquoi M. Bernstein a voulu cette banalité fragmentée, on n'en aperçoit pas clairement les avantages.

De même, aux actes suivants, une suite d'épisodes montrent Marcel qui, partant pour un long voyage, fait jurer à Romaine de se libérer, car ce séducteur inquiet a trouvé soudain, et sans qu'on sache pourquoi, mais ce qui s'explique peut-être parce qu'il s'agit de Mlle Gaby Morlay, la passion qui l'attache et le comble ; puis Romaine prenant sa promesse au pied de la lettre et empoisonnant son mari ; puis, quand son crime va être découvert, fuyant à travers la ville et allant finalement se jeter à la Seine. Au troisième acte, Pierre se remarie, puis un jour il soupçonne la vérité et vient interroger Marcel. A ce moment, soit que l'instinct reprenne le dessus, soit calcul délibéré, M. Bernstein jette par-dessus bord tous les systèmes, et il oublie de faire concurrence au roman ou au cinématographe pour terminer par une scène dramatique, longue, forte, charpentée, directe et claire. Marcel ne révèle rien à Pierre, et c'est lui qui apprend que Romaine, au moment de mourir, a dédié à Pierre sa suprême pensée, à Pierre qu'elle trompait et qu'elle assassinait. Car la psychologie de M. Bernstein exige que la nature humaine soit toute faite de ces contradictions, de même que le mystère de l'âme veut que, si la criminelle Romaine n'est pas antipathique, la victime Pierre soit préférée et préférable au séducteur Marcel ; vues qui sont quelque peu arbitraires et rapides, comme toutes celles qui procèdent d'un système quel qu'il soit.

Cette dernière scène a décidé du succès. Aussi bien, M. Bernstein n'a jamais déclaré vouloir se priver des moyens traditionnels de l'art dramatique, il a seulement prétendu les enrichir des moyens du

roman et du cinématographe, transposés, annexés et ajoutés. Il s'enrôle donc parmi ceux qui attendent un progrès d'une liberté assouplissant les genres jusqu'à les confondre. On pourrait juger à première vue que, par l'arrivée d'un tel allié, ce système marque un point. Mais on pourrait plus justement objecter qu'il en perd un, car, au moins à titre provisoire, on ne voit pas bien ce que M. Bernstein a gagné en changeant de camp.

Il importe de signaler auprès des très bons acteurs qui sont M. Boyer, M. Blanchar et M. Vargas, une actrice admirable, Mlle Morlay.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

AU COMITÉ DES EXPERTS. — *Les difficultés commencent. Il ne s'agit plus seulement d'établir l'agencement des annuités allemandes. Il faut en arriver au chiffre de ces annuités.*

Le docteur Schacht se renferme, en séance du comité, dans le silence. Dans les conversations privées, il indique que son chiffre est assez loin de celui des autres experts. Sa thèse continue à être que l'Allemagne ne peut pas promettre plus qu'elle ne peut tenir.

Le Comité décide de renvoyer ses travaux après Pâques. Le 4 avril, le docteur Schacht sera prié de faire connaître définitivement sa réponse.

En attendant, lecture est donnée à la délégation allemande d'un mémorandum rédigé par M. Owen D. Young, résumant les intentions et les exigences minima des créanciers de l'Allemagne (28 *mars*).

FRANCE. — *Les débats, à la Chambre, sur les morts de l'armée du Rhin, sont sanctionnés par deux votes favorables au gouvernement* (16 *mars*).

— *M. André Bardon, républicain socialiste, est élu député de Bellac, en remplacement de M. de Puybaudet, gauche radicale, décédé* (17 *mars*).

— *Le maréchal Foch succombe le* 20 *mars. Ses obsèques nationales ont lieu, le* 26, *au milieu d'une affluence de population considérable et dans un recueillement général. Le prince de Galles, le prince Charles de Belgique, et de nombreuses délégations étrangères ont suivi le cortège.*

— *Mort du général Sarrail* (23 *mars*).

— *A Clichy, au cours d'une opération de police, l'agent de police Reslou est tué par un communiste* (24 *mars*).

— *Les débats sur les congrégations commencent à la Chambre.*

Le gouvernement obtient 334 *voix contre* 242 *pour le passage à la discussion des articles* (22 *mars*).

Le projet gouvernemental sur les diocésaines est voté par 331 *voix contre* 258 (29 *mars*).

— *Le Sénat ratifie le pacte Kellogg* (29 *mars*).

— *La Chambre fixe à six ans au lieu de quatre la durée du mandat municipal* (30 *mars*).

— *Mort de M. Myron T. Herrick, ambassadeur américain à Paris* (31 *mars*).

Espagne. — *A la suite des troubles qui s'y sont produits, l'Université de Madrid est fermée jusqu'en octobre* 1930, *par décret du Directoire* (16 *mars*).

— *Le général Primo de Rivera se déclare fatigué du pouvoir et prêt à l'abandonner à qui saura continuer la tâche entreprise par la dictature* (25 *mars*).

Norvège. — *Mariage du prince héritier avec la princesse Martha de Suède* (21 *mars*).

Angleterre. — *Deux élections partielles à la Chambre des communes. Deux sièges perdus par la majorité conservatrice* (22 *mars*).

Mexique. — *Exécution du général Jesus Aguirre, chef de la rébellion dans l'État de Vera-Cruz* (20 *mars*).

Yougoslavie. — *A Zagreb, le rédacteur en chef des* Novosti, *journal croate, M. Toni Schlegel, est assassiné* (23 *mars*).

Italie. — *Élections à la Chambre des députés avec le nouveau système électoral. Elles constituent, pour le fascisme, un plébiscite éclatant :* 8 506 706 *voix pour;* 136 190 *contre;* 6 824 *nuls* (25 *mars*).

Allemagne. — *En passant en dirigeable au-dessus de Vienne, le président du Reichstag, M. Lœbe, fait de la propagande pour l'*Anschluss : « *Nous sentons, dit-il, que nous volons maintenant au-dessus d'un territoire allemand.* » (28 *mars*.)

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 37873.